

Schweizerisches Bundesarchiv  
Archives fédérales suisses  
Archivio federale svizzero  
Archiv federal svizzer

## **Documents**

**Les accords germano-  
suisses de la Seconde  
Guerre mondiale**

Archives fédérales suisses  
Documents

Daniel Bourgeois

Les accords germano-suisses de la Seconde Guerre mondiale - **Table des matières**

Présentation de ces accords

L'accord du 9 août 1940

Original de l'accord

Procès-verbal du Conseil fédéral

Procès-verbal du Conseil national

Directive de la Division „Presse et Radio“

Commerce extérieur de la Suisse, 1937-1945

L'accord du 18 juillet 1941

Procès-verbal du conseil fédéral

L'accord du 1er octobre 1943

Procès-verbaux du conseil fédéral

L'accord de liquidation 1945

Memorandum Stucki

25. Februar 1997

## Les accords économiques germano-suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale

Lorsque la guerre éclate, l'Allemagne est le premier client (il absorbe en moyenne 15,3% du total des exportations suisses dans les années 1937-1939) et le premier fournisseur de la Suisse (ses ventes représentent en moyenne 23 % du total des importations suisses pendant les mêmes années). Cette première place réciproque, mais avec des pourcentages relativement modestes semble se retrouver en matière financière (en tout cas pour les investissements allemands en Suisse: 603,72 millions de francs suisses, soit 1/7ème des avoirs extérieurs du Reich).

De septembre 1939 à l'offensive allemande à l'Ouest (mai 1940), les accords économiques passés par la Suisse avec les deux groupes de belligérants sont relativement équilibrés, avec un certain avantage pour le camp allié, qui contrôle les mers et dispose de devises. Tous les belligérants ont accès au marché suisse de l'armement, mais ce sont les Alliés surtout qui en profitent, les Allemands étant mieux dotés dans ce domaine et préférant les machines-outils. Les mesures de blocus que la Suisse a acceptées de la part des Alliés lui permettaient cependant de conserver l'essentiel de ses relations commerciales avec le Reich.

La situation change complètement avec les succès militaires puis la victoire allemande à l'Ouest en juin 1940. Les négociations économiques germano-suisse du printemps et de l'été 1940 subissent de plein fouet le renversement du rapport des forces en faveur de l'Allemagne. Le quasi encercllement du pays, l'embargo mis par les Allemands sur le charbon à destination de la Suisse, le souci des autorités suisses d'éviter le chômage et pour l'industrie celui de maintenir voire de développer les affaires, enfin, la menace militaire latente amènent la Confédération à signer, le 9 août 1940, un traité économique avec l'Allemagne, dont les traits essentiels sont un crédit de clearing de 150 millions de francs à l'Allemagne pour l'achat de matériel stratégique, y compris de l'armement, et l'acceptation d'un système de contrôle allemand du commerce extérieur suisse, qui avait pour effet de pratiquement réserver à l'Allemagne (et à l'Italie) la possibilité d'importer de Suisse du matériel stratégique. L'accord prévoyait trois catégories de produits, ceux qui ne pouvaient être exportés que munis d'un «certificat d'accompagnement» (*Geleitschein*) allemand (matériel stratégique dont l'Allemagne se réservait l'essentiel), ceux dont les quantités exportables étaient contingentées, ceux dont l'exportation était libre. Primitivement, les Allemands auraient voulu englober la Suisse *de jure* dans leur contre-blocus, mais celle-ci refusa et réussit à sauver au moins l'essentiel de ses exportations de produits non stratégiques vers le reste du monde. C'était un avantage considérable, pour son ravitaillement alimentaire en particulier. Avec l'accord du 9 août 1940, la Suisse assurait aussi son ravitaillement en charbon et en fer, deux matières premières absolument indispensables à son économie.

Durant les années d'hégémonie allemande, les négociations économiques germano-suisse vont s'inscrire dans la voie tracée par cet accord, avec certaines modulations, les Allemands essayant d'obtenir de nouveaux crédits de clearing pour l'importation de produits stratégiques et de renforcer leur contrôle de ces derniers pour limiter la «contrebande» britannique, les Suisses tentant pour leur part d'obtenir un régime d'exportation plus libéral de leurs produits vers les neutres et les ennemis de l'Allemagne, et de maintenir leurs importations de matières premières produites ou contrôlées par l'Allemagne en quantités suffisantes.

L'accord du 18 juillet 1941 est le plus lourd que la Suisse ait signé avec l'Allemagne, malgré certains allègements du contreblocus. La Suisse consent à faire de la gare de La Plaine l'unique sortie de ses exportations vers l'Ouest et y autorise la présence de contrôleurs allemands. Elle interdit l'exportation par petits paquets, pratique qui avait échappé à la vigilance des Allemands et qui rendait de grands services aux Anglais pour importer des pièces d'horlogerie et des diamants industriels. Elle accepte d'augmenter le crédit de clearing jusqu'à concurrence de 850 millions francs pour la fin 1942.

Dès l'automne 1942, les Allemands laissent entendre qu'ils souhaiteraient de nouveaux crédits pour de nouvelles commandes de produits stratégiques mais l'évolution de la guerre, qui commence à leur être défavorable (El Alamein, Stalingrad) les pressions alliées et les arriérés considérables dans les livraisons de charbon poussent les Suisses à vouloir diminuer leurs exportations d'armements vers l'Allemagne.

Dans la première partie de l'année 1943, on entre dans une phase de relations économiques qui n'est plus réglée par un accord. Les Allemands réduisent leurs exportations de charbon au minimum et envisagent même la possibilité d'une guerre économique contre la Suisse. Hitler arbitre par deux fois, en mars et en juin 1943, dans le sens d'une modération. Les responsables économiques du Reich sont conscients du caractère aléatoire de la guerre économique et finissent, dans la situation difficile où ils se trouvent, par préférer un peu moins, mais tout de suite, à des avantages plus lointains mais bien incertains. Ils craignent notamment de perdre la possibilité de vendre de l'or (pillé dans les banques centrales des pays occupés) à la Banque nationale contre des billets suisses, seul moyen pour le Reich de se procurer certains produits stratégiques. Ils se résignent donc, dans le protocole du 23 juin 1943, à admettre un contingentement de leurs importations de produits stratégiques à 80% de leur niveau de 1942. Celui-ci avalise toutefois un dépassement de crédit.

L'accord du 1er octobre 1943 est le dernier qui prévoit un crédit (100 millions) et, dans les mois qui suivent, on entre progressivement dans une période où les relations économiques germano-suisses ne sont plus réglées que par des accords à court terme basés sur une stricte réciprocité. La baisse des prestations allemandes, sensible surtout après le débarquement allié de juin 1944, permet aux Suisses de diminuer les leurs sans donner trop l'impression de céder aux pressions alliées. Mais ce n'est qu'avec l'arrivée des troupes françaises à ses frontières, qui lève de fait le contre-blocus, que la Suisse décrète l'interdiction générale d'exporter des armements, mesure qui juridiquement frappe tous les belligérents mais en réalité l'Allemagne seulement, puisque les Alliés n'ont aucun problème d'approvisionnement en matériel de guerre.

Le 28 février 1945, la Suisse et le IIIème Reich signent leur dernier accord appelé «protocole final» pour un échange réduit de marchandises. L'accord avec les Alliés du 8 mars 1945, dit «accord Currie», limite encore de manière drastique les relations économiques de la Suisse avec le Reich.

A la fin de la guerre, la dette allemande (le crédit de clearing accordé par la Suisse au Reich) se montait à 1 milliard 119,6 millions de francs, somme énorme pour l'époque, dont 650 millions lui seront remboursés par l'Allemagne fédérale en 1952. Les juristes suisses estimaient que ce crédit n'était pas incompatible avec la neutralité. Avec les reprises d'or par la Suisse, il constituait cependant un apport important à l'économie de guerre allemande. Pour

la Suisse, il fut une sorte d'assurance contre l'invasion et le moyen de maintenir son économie à flots. Au-delà de cette fonction générale, il a surtout profité aux industriels suisses qui travaillaient pour l'effort de guerre allemand.

---

*Quelques suggestions d'approfondissement de la matière:*

- 1) La partie du clearing relative aux mouvements de capitaux et aux «invisibles» est relativement mal connue.
- 2) Il serait intéressant d'étudier plus en détail l'affirmation de W. Rings selon laquelle l'or aurait pris le relais des crédits (ou aurait été un moyen de paiement parallèle au crédit) lorsque la Suisse a cessé d'en accorder. Dans ce cas, les ventes d'or à la Suisse n'auraient pas été seulement un moyen de se procurer des devises pour des paiements extérieurs à la Suisse mais aurait aussi servi à des achats en Suisse hors clearing.
- 3). Une meilleure connaissance de la structure des flux commerciaux, dans les deux sens, serait souhaitable. Pour les exportations suisses, on a certes déjà une idée des produits stratégiques intéressant l'Allemagne, mais il faudrait encore pouvoir approfondir la question, notamment celle d'une éventuelle dépendance allemande pour certains produits. Elle n'existait pas au début de la guerre mais par la suite?
- 4) La pratique du contreblocus n'est pas absolument claire non plus, notamment la collaboration suisse à son application. Elle est évidente à certains moments et dans certains cas, mais l'étude détaillée de la procédure d'exportation (Permis suisse, *Geleitschein*, moyen et voie de transport) serait à faire. La question est importante au point de vue du droit de la neutralité. Il ne semble pas que les juristes internationalistes aient tenu compte de certaines pratiques de contrôle mises en évidence par les historiens.
- 5) Le rôle des réseaux économiques et financiers supranationaux, qui est encore assez mal connu, car, évidemment, assez difficile à appréhender.

---

*Eléments de bibliographie:*

1) Rapport et mémoires

-Hotz, Jean, «Division du Commerce et politique commerciale pendant la guerre», in *L'économie de guerre en Suisse, 1939-1948*, Berne, Centrale fédérale de l'Economie de Guerre, 1951, pp. 64-83 sur les relations avec l'Allemagne. Point de vue officiel.

-Homberger, Heinrich, *Schweizerische Handelspolitik imZweiten Weltkrieg*, Zürich, Rentsch Verlag, 1970, 131 p. Point de vue du Secrétaire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

2) Sources éditées par des historiens et travaux d'historiens

- *Documents diplomatiques suisses*, Berne, Benteli Verlag, vols. 13 (1939-1940) et 15 (1943-1945)

- Bonjour, Edgar, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, t. VI, (3e partie), Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1970.

- Bourgeois, Daniel, *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1974, chap. IX.

- Bourgeois, Daniel, «Les relations économiques germano-suisse, 1939-1945», in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, no 121 sur la Suisse pendant la guerre, Paris, PUF, janvier 1981, pp. 49-61.

- Bourgeois, Daniel, «Les relations économiques germano-suisse pendant la seconde guerre mondiale: un bilan allemand de 1944», in *Revue Suisse d'Histoire*, 1982, pp. 563-573.

- Vogler, Robert, *Die Wirtschaftsverhandlungen zwischen der Schweiz und Deutschland, 1940 und 1941*, Diss. Phil. I., Zürich, 1983.

## Les accords germano-suisse de la Seconde Guerre mondiale

### L'accord du 9 août 1940

#### Documents:

##### *Original de l'accord*

- Abkommen über den Verrechnungsverkehr (1)
- Warenzahlungsabkommen
  - Rahmentext (2a)
  - Briefwechsel (Briefe 1-6) (2c)
- Protokoll betr. Zahlungsverkehr mit dem Generalgouvernement (3)
- Reiseverkehrsabkommen
  - Rahmentext (4a)
  - Brief betr. genehmigungsfreie Quote (4b)
- Transfervereinbarung
  - Rahmentext (5a)
  - Zeichnungsprotokoll (5b)
  - Briefwechsel (Briefe 1-6) (5c)
- Versicherungsverkehr
  - Rahmentext (6a)
  - Briefwechsel (6b)
- Bankenabkommen (7)
- Zeichnungsprotokoll (8)
- Geheimer Briefwechsel betr. Gegenblockade (9)

1

1

19

ABKOMMEN ÜBER DEN DEUTSCH-SCHWEIZERISCHEN  
VERRECHNUNGSVERKEHR vom 9. August 1940.

940/1



## 1

Das Deutsche Reich und die Schweizerische Eidgenossenschaft haben zur Erleichterung der Zahlungen im Waren-, Reise- und Kapitalverkehr folgendes vereinbart:

## Artikel I.

Der gesamte Zahlungsverkehr zwischen Deutschland (mit Ausnahme des Protektorats Böhmen und Mähren) und der Schweiz wird vorbehaltlich der nachstehend vereinbarten Ausnahmen ausschließlich durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse und der Schweizerischen Nationalbank abgewickelt. Zu diesem Zweck wird der Zahlungsverkehr auf Zahlungen in Reichsmark und in Schweizerfranken beschränkt. Zahlungen in dritter Währung sind nur in besonders zugelassenen Fällen statthaft.

## Artikel II.

1. Zahlungen von Deutschland nach der Schweiz können nach Maßgabe besonderer Vereinbarungen sowohl in Reichsmark auf ein bei der Deutschen Verrechnungskasse zu Gunsten der Schweizerischen Nationalbank geführtes Sammelkonto als auch in Schweizerfranken aus den Beständen eines bei der Schweizerischen Nationalbank zu Gunsten der Deutschen Verrechnungskasse geführten Sammelkontos geleistet werden.

2. Zahlungen von der Schweiz nach Deutschland können sowohl in Schweizerfranken auf das bei der Schweizerischen Nationalbank zu Gunsten der Deutschen Verrechnungskasse geführte Sammelkonto als auch in Reichsmark aus den Beständen des bei der Deutschen Verrechnungskasse zu Gunsten der Schweizerischen Nationalbank geführten Sammelkontos geleistet werden.

## Artikel III.

1. Gemäß den Bestimmungen des Artikels II sind sämtliche Verbindlichkeiten deutscher Schuldner gegenüber schweizerischen Gläubigern zu erfüllen, insbesondere also Verbindlichkeiten für Warenlieferungen, Nebenkosten im Warenverkehr und verwandte Leistungen nach Maßgabe der Vereinbarungen über Verrechnung im deutsch-schweizerischen Warenverkehr.

2. Die für den Reiseverkehr aus Deutschland nach der Schweiz erforderlichen Beträge werden nach Maßgabe der Vereinbarung über den deutschen Reiseverkehr nach der Schweiz dem in Artikel V A genannten Reiseverkehrskonto entnommen.

3. Verbindlichkeiten aus dem Kapitalverkehr, die gemäß dem Gesetz über Zahlungsverbindlichkeiten gegenüber dem Ausland vom 9. Juni 1933 an die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden zu zahlen sind, werden nach Maßgabe besonderer Vereinbarungen transferiert.

4. Deutsche Schuldner bedürfen zur Vornahme von Zahlungen gemäß den Bestimmungen des Artikels II Absatz 1 der Genehmigung einer deutschen Devisenstelle oder Reichsstelle, die gemäß diesem Abkommen und besonderen Vereinbarungen nach Maßgabe der allgemeinen Bestimmungen der deutschen Devisengesetzgebung erteilt wird.

5. Ausgenommen von einer Überweisung nach Maßgabe der Bestimmungen des Artikels II sind folgende Zahlungen:

a) Zahlungen im kleinen Grenzverkehr, einschließlich der Zahlungen für Löhne, Gehälter, Ruhegehälter, Honorare und dergl. ;

b) Zahlungen der deutschen Postverwaltung sowie der Deutschen Reichsbahn, jedoch nur, soweit sie auf dem Wege der Verrechnung zwischen den Verwaltungen mit den in der Schweiz aus ihrem Geschäftsverkehr entstandenen Frankenguthaben beglichen werden.

Ein darüber hinaus zu Gunsten der Schweizerischen Postverwaltung oder der Schweizerischen Bundesbahnen entstehender Saldo ist nach Maßgabe der Bestimmungen des Artikels II zu überweisen.

c) Zinsen für Kredit- und Vermögensanlagen, die aus Mitteln stammen, die nach dem 15. Juli 1931 in ausländischen Zahlungsmitteln oder in freien Reichsmark nach Deutschland geflossen und deshalb dem Gesetz vom 9. Juni 1933 nicht unterstellt sind. Der Transfer erfolgt gemäß

gemäß besonderen Vereinbarungen.

d) Zinsen aus Frankengrundsulden gemäß dem Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Schweizerischen Eidgenossenschaft betreffend schweizerische Goldhypotheken vom 6. Dezember 1920 und dem Zusatzabkommen vom 5. März 1923. Die Deutsche Regierung wird die Ausführung dieser Zahlungen gemäß besonderen Vereinbarungen sicherstellen;

e) Zahlungen im deutsch-schweizerischen Versicherungsverkehr gemäß besonderen Vereinbarungen;

f) Zahlungen, die unter den Bestimmungen des Deutschen Kreditabkommens von 1939 oder unter den nach Ablauf dieses Abkommens geschlossenen deutsch-schweizerischen Kreditabkommen erfolgen;

g) Kapitalzahlungen einschließlich der Erlöse aus dem Verkauf von Wertpapieren;

h) sonstige Zahlungen, für die von einer deutschen Devisenstelle oder Reichsstelle eine besondere Zahlungsart angeordnet ist.

6. Die Möglichkeit, Zahlungen durch Vermittlung einer Postanstalt zu leisten, wird durch dieses Abkommen nicht ausgeschlossen. Die Zahlungen unterliegen den allgemeinen deutschen devisenrechtlichen Vorschriften.

7. Die vertragschließenden Teile behalten sich vor, gegenüber den Bestimmungen dieses Artikels in Einzelfällen abweichende Vereinbarungen zu treffen.

#### Artikel IV.

1. Gemäß den Bestimmungen des Artikels II sind sämtliche Verbindlichkeiten schweizerischer Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern, insbesondere sämtliche Zahlungen für aus Deutschland in die Schweiz eingeführte Waren, zu erfüllen mit folgenden Ausnahmen:

a) Zahlungen für aus Deutschland eingeführte Waren oder Zahlungen für andere Verpflichtungen, insoweit als der schweizerische Schuldner nachweist, daß seine bezüglichen Verpflichtungen mit Genehmigung einer deutschen Devisenstelle

Devisenstelle und unter Zustimmung der Schweizerischen Verrechnungsstelle durch Zahlungen deutscher Schuldner für Lieferungen schweizerischer Waren auf ein Ausländer-sonderkonto für Inlandszahlungen oder im Wege der privaten Verrechnung beglichen werden;

b) Zahlungen für Rechnung von nicht in der Schweiz ansässigen Personen und Firmen, soweit es sich nicht mittelbar um Zahlungen für Warenexporte Deutschlands nach der Schweiz handelt;

c) Zahlungen für nichtdeutsche Waren sowie Zahlungen für Seefrachten und Spesen im Seeverkehr;

d) Kapitalzahlungen und Zinszahlungen. Als Kapitalzahlungen gelten auch die Erlöse aus dem Verkauf von Wertpapieren. Als Zinszahlungen gelten insbesondere Zinsüberweisungen schweizerischer Schuldner an in Deutschland ansässige Gläubiger mit Einschluß der Überweisungen von Aktien-Dividenden und sonstigen Gewinnanteilen, ferner die Überweisungen von Zinsen und Dividenden auf schweizerische Wertpapiere zu Gunsten in Deutschland ansässiger Personen;

e) Zahlungen im kleinen Grenzverkehr, einschließlich der Zahlungen für Löhne, Gehälter, Ruhegehälter, Honorare und dergl. ;

f) Zahlungen der Schweizerischen Postverwaltung sowie der Schweizerischen Bundesbahnen, jedoch nur, soweit sie auf dem Wege der Verrechnung zwischen den Verwaltungen mit dem in Deutschland aus ihrem Geschäftsverkehr entstandenen Reichsmarkguthaben beglichen werden.

Ein darüber hinaus zu Gunsten der Deutschen Postverwaltung oder der Deutschen Reichsbahn entstehender Saldo ist nach Maßgabe der Bestimmungen des Artikels II zu überweisen.

g) Zahlungen im schweizerisch-deutschen Versicherungsverkehr gemäß besonderen Vereinbarungen;

h) sonstige Zahlungen, welche von der Einzahlungspflicht befreit werden.

2. Die Möglichkeit, Zahlungen durch Vermittlung einer Postanstalt

Postanstalt zu leisten, wird durch dieses Abkommen nicht ausgeschlossen.

3. Die vertragschließenden Teile behalten sich vor, gegenüber den Bestimmungen dieses Artikels in Einzelfällen abweichende Vereinbarungen zu treffen.

#### Artikel V.

A. Die bei der Schweizerischen Nationalbank gemäß Artikel II Ziffer 2 dieses Abkommens monatlich erfolgenden Einzahlungen werden (soweit hierüber nicht nach Abschnitt B verfügt wird) ab 1. August 1940 in nachstehender Weise aufgeteilt:

1) Zunächst wird ein Betrag von 2,8 Millionen Franken monatlich ausgeschieden. Von dieser Summe werden bis auf weiteres nur 1,5 Millionen Franken einem "Reiseverkehrskonto", der verbleibende Betrag von 1,3 Millionen Franken einem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" gutgeschrieben.

Für den Fall, daß die angeführten 1,3 Millionen Franken auf Grund zu treffender Abrede nicht mehr dem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" gutgeschrieben, sondern dem "Reiseverkehrskonto" zugeführt werden sollten, kann aus diesen Mitteln die Bezahlung der Aufenthalts- und Kurkosten für deutsche Staatsangehörige, die sich aus besonderen Umständen in die Schweiz begeben und dort aufhalten (Kriegsverwundete, Rekonvaleszenten usw.) erfolgen, soweit die zuständigen schweizerischen Stellen damit einverstanden sind.

2) Der verbleibende Betrag der monatlichen Einzahlungen wird wie folgt aufgeteilt:

- a) 11,8 v.H. werden der Deutschen Verrechnungskasse auf ein freies Konto gutgeschrieben;
- b) 72,2 v.H. werden einem Warenkonto zur Bezahlung von Waren schweizerischer Erzeugung oder solcher Waren, die in der Schweiz eine wesentliche Bearbeitung erfahren haben, einschließlich der Zahlungen für Stromlieferungen von der Schweiz nach Deutschland, der Zahlungen für Veredelungslöhne und Reparaturen sowie zur Bezahlung von Nebenkosten im Warenverkehr und für verwandte Zahlungen gutgeschrieben;

c)

- c) 4,0 v.H. werden einem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" gutgeschrieben;
- d) 12,0 v.H. werden einem Konto gutgeschrieben, aus dem vorerst die Kosten der Durchführung der Transferangebote und sodann die unter das Gesetz über Zahlungsverbindlichkeiten gegenüber dem Ausland vom 9. Juni 1933 fallenden Vermögenserträge schweizerischer Gläubiger gemäß besonderen Vereinbarungen beglichen werden sollen (Transferfonds).

B. Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank für Lieferungen deutscher landwirtschaftlicher Erzeugnisse der schweizerischen Tarifnummern 1-18, 23 b, 45, 45 a, 53, 68 b, 114 a-b, 117 a 1 - b 2, 119 b, 125, 166, 205, 208 a 1-210, 211 b, 220 und 978 werden dem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" gutgeschrieben. Alle diesem Konto gutgeschriebenen Beträge stehen zu 100 v.H. für den Bezug schweizerischer landwirtschaftlicher Erzeugnisse zur Verfügung.

#### Artikel VI.

Gemäß dem Zollunionsvertrag vom 29. März 1923 zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Fürstentum Liechtenstein findet das gegenwärtige Abkommen in gleicher Weise Anwendung auf das Gebiet des Fürstentums Liechtenstein

#### Artikel VII.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und tritt am 15. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Bern stattfinden soll, in Kraft. Die vertragschließenden Staaten werden es jedoch vor der Ratifikation rückwirkend ab 1. August 1940 vorläufig anwenden. Mit Rückwirkung auf diesen Tag treten das Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 30. Juni 1937 in der Fassung vom 5. Juli 1939, das Zusatzabkommen vom 24. Oktober 1939 zu diesem Abkommen, das Protokoll vom 24. Oktober 1939 zu diesem Zusatzabkommen, das Protokoll vom 14. Februar 1940 über

7

über die Durchführung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 30. Juni 1937 in der Fassung vom 24. Oktober 1939 sowie das Protokoll vom 22. Juni 1940 zum deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommen vom 30. Juni 1937 in der Fassung vom 5. Juli 1939 sowie zum Zusatzabkommen dazu vom 24. Oktober 1939 außer Kraft.

#### Artikel VIII.

Dieses Abkommen gilt bis einschließlich 30. Juni 1941. Falls die bei Abschluß dieses Abkommens bestehenden Verhältnisse oder die dabei angenommenen Vertragsgrundlagen sich wesentlich ändern oder die an das Abkommen geknüpften Erwartungen sich nicht erfüllen sollten, steht beiden Parteien das Recht zu, sofortige Verhandlungen über eine Neuregelung des Zahlungsverkehrs zu beantragen. Die Verhandlungen sind spätestens binnen 10 Tagen nach Stellung des Antrags aufzunehmen. Führen diese binnen 21 Tagen - vom Tage ihrer Aufnahme an gerechnet - zu keiner Verständigung, so ist jeder Teil berechtigt, das Abkommen mit einer Frist von 10 Tagen zu kündigen.

#### Artikel IX.

Jeder der beiden vertragschließenden Teile wird einen Regierungsausschuß einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger Fühlungnahme alle Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung dieses Abkommens zusammenhängen, insbesondere die Entwicklung des beiderseitigen Warenaustausches zu überwachen und im Falle auftretender Schwierigkeiten Mittel und Wege zu finden, die eine reibungslose Abwicklung des deutsch-schweizerischen Waren- und Zahlungsverkehrs sicherstellen.

Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen baldigst Mitteilung machen. Die Regierungsausschüsse treten auf Antrag eines der beiden Vorsitzenden zusammen. Es steht den Regierungsausschüssen frei, Sachverständige zuzuziehen und gemischte Unterausschüsse einzusetzen. Für ihre Tätigkeit stellen die Regierungsausschüsse eine gemeinsame Geschäftsordnung auf.

Berlin, den 9. August 1940.

Für das Deutsche Reich:

*W. Heine*  
*K. Schulz*

Für die Schweizerische Eidgenossenschaft:

*F. Rüchli*  
*Spalte*

(2a)

A N L A G E A

zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen  
Verrechnungsverkehr.

Vereinbarungen über Verrechnung im deutsch-  
schweizerischen Warenverkehr.

(Warenzahlungsabkommen vom 9. August 1940)

940/2



In Deutschland ansässige Schuldner können Zahlungen nach der Schweiz für die Einfuhr schweizerischer Waren nach Deutschland einschließlich der Nebenkosten sowie für verwandte Leistungen auf Grund des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr nach Maßgabe folgender Bestimmungen vornehmen:

#### Artikel 1

Der deutsche Schuldner bedarf zur Zahlung einer Devisenbescheinigung einer deutschen Reichsstelle oder einer Devisengenehmigung einer deutschen Devisenstelle.

#### Artikel 2

##### A. Zahlungswertgrenzen auf Grund der deutschen Handelsstatistik für die dem Reichswirtschaftsministerium unterstehenden Reichsstellen und für die Reichsstelle für Holz.

- 1) Für die Einfuhr schweizerischer Waren werden vorbehaltlich der nachstehenden Ausnahmen Devisenbescheinigungen in Höhe von 40 % des in der deutschen Handelsstatistik nachgewiesenen monatlichen Durchschnittswertes der Einfuhr der Schweiz im ersten Halbjahr 1934 erteilt werden.
- 2) Für die in der anliegenden Liste 1 aufgeführten Waren werden Devisenbescheinigungen in Höhe von 40 v.H. der darin angegebenen monatlichen Wertgrenzen erteilt werden.
- 3) Für die in der anliegenden Liste 2 aufgeführten Waren werden Devisenbescheinigungen in Höhe von 52 v.H. der dafür festgesetzten besonderen oder zusätzlichen monatlichen Wertgrenzen erteilt werden. Die in der Liste 2 für Maschinen und Maschinenteile vorgesehene Globalwertgrenze beträgt monatlich 500 000.-- Reichsmark. Von diesem Betrag werden für 220 000.-- Reichsmark Devisenbescheinigungen nur gegen Vorlage einer Bescheinigung des Vereins "Schweizerischer Maschinenindustrieller" in Zürich nach Maßgabe der Bestimmungen in der Maschinen-globalwertgrenze in Liste 2 erteilt werden.
- 4) Für künstliche Seide (Viskose- und Celtaseide) der Tarif-Nummern 394 und 395 des deutschen Zolltarifs gelten die im dritten Geheimen Protokoll über die Einfuhr von Kunstseide vom 5. Juli 1939 getroffenen Vereinbarungen (vgl. auch Ziffer 17

des Zeichnungsprotokolls zum Verrechnungsabkommen).

- 5) Die sich nach Ziffern 1 bis 3 ergebenden Wertgrenzen werden um diejenigen Beträge erhöht, die 40 v.H. des in der österreichischen Handelsstatistik nachgewiesenen monatlichen Durchschnittswertes der Einfuhr schweizerischer Waren nach dem Lande Oesterreich im Jahre 1937 oder, falls dies günstiger ist, im Jahre 1936 ausmachen.
- 6) Einzelwertgrenzen gemäß Ziffern 1 bis 3, die auch nach der Erhöhung gemäß Ziffer 5 den Betrag von RM 1000.-- unterschreiten, werden für den Bereich der einzelnen Reichsstellen zu Globalwertgrenzen zusammengefaßt. Die Reichsstellen können innerhalb ihres Geschäftsbereichs diese Globalwertgrenzen zur Erteilung von Devisenbescheinigungen für die Einfuhr schweizerischer Waren nach ihrer freien Wahl verwenden.

B. Soweit die Gesamtwertgrenzen einer Position in Wertgrenzen umgerechnete vertraglich vereinbarte oder autonom festgesetzte zollbegünstigte Mengenkontingente oder Einfuhrkontingente enthalten, wird deren Ausnutzung ebenfalls auf 40 v.H. beschränkt. Dabei können, soweit die gekürzte Gesamtwertgrenze höher ist als ein darin enthaltenes gekürztes Zollkontingent, die übrigbleibenden Restbeträge des gekürzten Gesamtkontingents auch für Waren ausgenutzt werden, die über die 40 v.H. hinaus weiter unter dem Zollkontingent eingeführt werden. Die Deutsche Regierung wird die Ausnutzung der für zollbegünstigte Mengenkontingente zur Verfügung stehenden Wertgrenzen sicherstellen.

C. Der Deutschen Regierung wird über die gemäß Abschnitt A sich ergebenden Bezugsmöglichkeiten hinaus eine Pauschalwertgrenze in Höhe von monatlich 6,2 Millionen Reichsmark (11 Millionen Franken) zur Verfügung gestellt. Diese Pauschalwertgrenze wird durch das Reichswirtschaftsministerium verwaltet. Soweit hieraus dem Reichs ernährungsministerium für die Einfuhr schweizerischer landwirtschaftlicher Erzeugnisse Beträge zur Verfügung gestellt werden, wird die Deutsche Verrechnungskasse auf Veranlassung des Reichswirtschaftsministeriums eine entsprechende Umbuchung vom "Warenkonto" auf das Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" vornehmen und die Schweizerische Verrechnungsstelle hiervon in Kenntnis setzen. Das Reichs ernährungsministerium wird für diese Beträge Devisenbescheinigungen zu Lasten des Kontos "Landwirtschaftliche Erzeugnisse

Erzeugnisse" erteilen lassen.

Falls die Einzahlungen auf das "Warenkonto" in einem Monat den Betrag von 25 Millionen Franken übersteigen, so erhöht sich die Pauschalwertgrenze um den überschüssigen Betrag. Wenn in einem oder mehreren vorhergegangenen Monaten die Einzahlungen auf das "Warenkonto" den Betrag von 25 Millionen Franken unterschritten haben, so unterbleibt die Erhöhung der Pauschalwertgrenze so lange, bis diese Fehlbeträge vergangener Monate durch die Ueberschußbeträge künftiger Monate ausgeglichen sind.

D. Erteilung von Devisenbescheinigungen für die Einfuhr schweizerischer landwirtschaftlicher Erzeugnisse durch die dem Reichsernährungsministerium unterstehenden Reichsstellen I bis IV und VI

Ueber die dem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" zufließenden Beträge wird durch Erteilung von Devisenbescheinigungen für schweizerische landwirtschaftliche Erzeugnisse nach freier Wahl der Deutschen Regierung unter Berücksichtigung der jeweils getroffenen Sonderabmachungen verfügt.

Artikel 3

I. Bei der Erteilung von Devisenbescheinigungen gemäß Artikel 2 Abschnitt A dieses Abkommens gilt folgendes:

- 1) Saisonmäßige oder auf sonstigen Verhältnissen beruhende Einfuhrschwankungen werden bei der Erteilung von Devisenbescheinigungen berücksichtigt werden.
- 2) Vorgriffe auf einen folgenden Fälligkeitsmonat können im übrigen innerhalb eines Kalendervierteljahres zugelassen werden, wenn ein besonderes Bedürfnis hierfür vorliegt.
- 3) Vorgriffe über die Vertragszeit hinaus sind nur entsprechend den Vorausbelastungsmöglichkeiten der Ziffer 7 dieses Abschnitts zulässig.
- 4) Am Ende eines Antragsmonats durch Erteilung von Devisenbescheinigungen nichtausgenutzte Wertgrenzen stehen den Reichsstellen innerhalb ihres Geschäftsbereichs zu ihrer freien Verfügung, soweit nicht die Nichtausnutzung auf saisonmäßigen Einflüssen oder ähnlichen Verhältnissen (Ziffer 1) beruht.

Wenn die Nichtausnutzung auf Einfuhrschwankungen zurückzuführen

zurückzuführen ist, die auf saisonmäßigen Einflüssen oder ähnlichen Verhältnissen beruhen, sind die in einem Antragsmonat nichtausgenutzten Wertgrenzen bis zum Ende des Kalenderjahres zu übertragen.

Wenn am Ende des Kalenderjahres ein Betrag von nichtausgenutzten Wertgrenzen übrigbleiben sollte, so werden sich die Parteien über dessen Verwendung verständigen.

- 5) Beträge, mit denen die einzelnen Fälligkeitsmonate bereits vorbelastet sind, werden auf die monatlichen Wertgrenzen angerechnet.
- 6) Soweit beim Verkauf von Waren die Gewährung eines Zahlungszieles von drei Monaten oder mehr handelsüblich ist, werden Devisenbescheinigungen mit Fälligkeiten, die drei Monate und mehr nach dem Monat der Antragseinreichung liegen, bis zu 100 v.H. der geltenden Reichsmark-Wertgrenzen der Fälligkeitsmonate, jedoch nicht über den 31. Juli 1941 hinaus, erteilt werden. Für Fälligkeiten in der Zeit vom 1. August 1941 bis 31. Dezember 1941 können in solchen Fällen Devisenbescheinigungen bis zur Höhe von 75 v.H. erteilt werden.
- 7) Im übrigen werden Devisenbescheinigungen bis zum 30. Juni 1941 erteilt werden:

Für Fälligkeiten im Monat der Antragseinreichung sowie in den auf den Monat der Antragseinreichung folgenden beiden Monaten bis zu 100 v.H. der geltenden monatlichen Wertgrenze,

für Fälligkeiten in dem auf den Monat der Antragseinreichung folgenden dritten Monat bis zu 75 v.H. der geltenden monatlichen Wertgrenze.

- 8) Ab 1. Mai 1941 können darüber hinaus die Monate Juli 1941 mit 100 v.H., August 1941 mit 75 v.H. und September 1941 mit 50 v.H. vorausbelastet werden.

II. Bei der Verwaltung der Pauschalwertgrenze gemäß Artikel 2 Abschnitt C dieses Abkommens kann das Reichswirtschaftsministerium, soweit in einem Monat ein Bedürfnis dafür vorliegt, in angemessenem Rahmen über die Wertgrenze der folgenden Monate verfügen. Eine Verfügung über die Vertragszeit hinaus ist nur bis zur Höhe eines Monatsbetrages zulässig.

Soweit die Pauschalwertgrenze in einem Monat nicht ausgenutzt

ausgenutzt werden kann, wird der nichtausgenutzte Betrag bis zum Ende der Vertragszeit auf den folgenden Monat übertragen. Wenn am Ende der Vertragszeit ein nichtausgenutzter Restbetrag vorhanden sein sollte, so werden sich die Parteien über dessen Verwendung verständigen. Die Ausnutzung der Pauschalwertgrenze ist nicht daran gebunden, daß die für die in Aussicht genommenen Bestellungen zu leistenden Zahlungen innerhalb der Laufzeit dieses Abkommens fällig werden.

#### Artikel 4

Unter schweizerischen Waren sind Waren schweizerischer Erzeugung und solche Waren zu verstehen, die in der Schweiz eine wesentliche Bearbeitung erfahren haben.

#### Artikel 5

1. Für Zahlungen nach der Schweiz im Textilveredelungsverkehr wird eine Wertgrenze in Höhe von vierteljährlich je 924000.- Franken und für die Zahlung von Veredlungslöhnen im sonstigen Veredelungsverkehr eine Wertgrenze in Höhe von vierteljährlich je 450000.-- Franken zur Verfügung gestellt.

2. Außerdem wird für besondere Zwecke eine Wertgrenze von monatlich 60 000.-- Reichsmark gleich 105 000.-- Franken festgesetzt.

3. Devisengenehmigungen zur Ausnutzung der in Absatz 1 genannten Wertgrenzen sollen in erster Linie solchen deutschen Firmen erteilt werden, die bereits bisher Veredlungsaufträge nach der Schweiz gegeben haben.

4. Dabei soll nach Abzug einer 10 v.H. nicht übersteigenden Reserve die gesamte Wertgrenze auf die einzelnen Firmen möglichst gleichmäßig verteilt werden, und zwar nach Maßgabe der Aufträge, die sie in dem entsprechenden Halbjahr 1936 oder, wenn dies für die Firma günstiger sein sollte, in dem entsprechenden Halbjahr 1935 nach der Schweiz erteilt haben und für deren Bezahlung Devisengenehmigungen ausgestellt worden sind, auch wenn die Ausstellung später als in dem betreffenden Halbjahr erfolgt ist. Nachweise über genehmigungsfreie Zahlungen für Veredlungslöhne auf  
ein

ein Ausländer-Inkassokonto stehen den Devisengenehmigungen gleich

5. Sollte nachgewiesen werden, daß eine Firma die hiernach auf sie entfallende Wertgrenze nicht ausnutzt, so wird die Reichsstelle vorbehaltlich der Versagung bei Mißbräuchen mit Zustimmung dieser Firma den betreffenden Wertgrenzenanteil zur Ausnutzung für andere Firmen, die ihren Kontingentsanteil aufgebraucht haben oder die auf Grund der vorstehenden Bestimmungen keine Zuteilung erhalten konnten, sofort laufend freigegeben. Anträge können in solchen Fällen auch von in Deutschland ansässigen Vertretern schweizerischer Ausrüstanstalten namens der deutschen Firma eingereicht werden.

6. Anträge auf Erteilung von Devisengenehmigungen für Zahlungen im Textilveredlungsverkehr sind zunächst auf Grund von proforma-Rechnungen bei der Reichsstelle für Seide, Kunstseide und Zellwolle als Vorprüfstelle einzureichen. Nach Prüfung versieht die Reichsstelle den Antrag mit einer verbindlichen Zusage und gibt ihn dem Antragsteller zurück. Nach Ausführung des Veredlungsauftrages ist der Antrag mit der verbindlichen Zusage bei der örtlich zuständigen Devisenstelle einzureichen, die die Devisengenehmigung ohne weitere Prüfung erteilen wird.

7. Anträge auf Erteilung von Devisengenehmigungen für den sonstigen Veredlungsverkehr sind ohne Rücksicht auf den Wohnsitz des Antragstellers bei der Devisenstelle Karlsruhe einzureichen, die über die Anträge entscheidet.

8. Zahlungen für Veredlungslöhne auf ein Ausländer-Inkassokonto dürfen nur auf Grund einer Devisengenehmigung erfolgen.

9. Die Wertgrenze des auf den Zeitpunkt der Antragseinreichung folgenden Kalendervierteljahres kann in Höhe von 80 v.H. vorausbelastet werden; im dritten Monat des Vierteljahres, in welchem die Antragseinreichung stattfindet, erhöht sich die Vorausbelastungsmöglichkeit des folgenden Kalendervierteljahres auf 100 v.H. Für das dritte Vierteljahr 1941 ist eine Vorausbelastung nur bis zur Höhe von 80 v.H. zulässig.

10. Nicht-ausgenutzte Wertgrenzen werden auf das jeweils folgende Vierteljahr bis zum Ende des Kalenderjahres übertragen. Ende Dezember 1940 verbleibende Restbeträge können noch im ersten Vierteljahr 1941 ausgenutzt werden.

Artikel 6

Für Zahlungen für Stromlieferungen von der Schweiz nach Deutschland werden vorbehaltlich von Mißbräuchen Genehmigungen zur Ueberweisung nach der Schweiz gemäß dem Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr stets erteilt werden.

Artikel 7

1. a) Für Zahlungen für schweizerische ideelle Leistungen (Lizenzen und dergl.), die auf Verträgen oder Geschäftsbeziehungen beruhen, welche vor dem 1. Juli 1939 begründet wurden, werden vorbehaltlich von Mißbräuchen Genehmigungen zur Ueberweisung nach der Schweiz gemäß dem Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr stets erteilt werden.

Vor der Ablehnung eines Antrages auf Genehmigung zur Ueberweisung einer Zahlung für schweizerische ideelle Leistungen (Lizenzen und dergl.) wird die Devisenstelle den Antragsteller auffordern, das Gutachten einer schweizerischen Behörde darüber beizubringen, daß Bedenken gegen die Beanspruchung des Verrechnungsverkehrs für die Bezahlung solcher Leistungen nicht erhoben werden. Sollte die Devisenstelle auch auf dieses Gutachten hin ihre Bedenken nicht zurückstellen können, wird sich das Reichswirtschaftsministerium mit der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartments in Bern über den Fall ins Einvernehmen setzen.

- b) Für Zahlungen für schweizerische ideelle Leistungen (Lizenzen und dergl.), welche auf Verträgen oder Geschäftsbeziehungen beruhen, die nach dem 30. Juni 1939 begründet werden, können Genehmigungen zur Ueberweisung nach der Schweiz gemäß dem Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr erteilt werden. Wird das Gutachten einer schweizerischen Behörde darüber beigebracht, daß Bedenken gegen die Beanspruchung des Verrechnungsverkehrs für die Bezahlung solcher Leistungen nicht erhoben werden, so wird die Genehmigung vorbehaltlich von Mißbräuchen

chen

Mißbräuchen stets erteilt werden.

Buchstabe a), Absatz 2, Satz 2, findet Anwendung.

2. Die Schweiz wird der Vergebung von Lizenzen an schweizerischen Erfindungen, Schutzrechten und dergl. nach Deutschland keine Schwierigkeiten bereiten und keine Prüfung des schweizerischen volkswirtschaftlichen Interesses vornehmen. Die Schweizerische Verrechnungsstelle ist infolgedessen vorbehaltlich von Mißbräuchen verpflichtet, Auszahlungsaufträge der Deutschen Verrechnungskasse zu Zahlungen für schweizerische ideelle Leistungen von Deutschland nach der Schweiz auszuführen. Auszahlungen für ideelle Leistungen ausländischen Ursprungs werden von der Schweizerischen Verrechnungsstelle vorbehaltlich von Mißbräuchen vorgenommen werden, wenn die ideelle Leistung wenigstens zu einem wesentlichen Teil in der Schweiz entwickelt oder von daselbst ansässigen, die fragliche ideelle Leistung nach Deutschland vergebenden Unternehmungen in der Schweiz gewerblich ausgebeutet wird. Darüber hinaus wird die Schweizerische Verrechnungsstelle Anträge der deutschen Stellen auf Auszahlungen für andere ideelle Leistungen mit Wohlwollen prüfen, wenn durch die Ausführung der Zahlung - gegebenenfalls in Raten - keine erhebliche Belastung des Sammelkontos eintreten würde.

Vor der Ablehnung der Ausführung eines Zahlungsauftrages der Deutschen Verrechnungskasse für ideelle Leistungen oder vor der Ablehnung eines schriftlich eingereichten Gesuches um Zulassung von Zahlungen für ideelle Leistungen zum Verrechnungsverkehr wird sich die Schweizerische Verrechnungsstelle in jedem Einzelfall mit dem Reichswirtschaftsministerium in Verbindung setzen.

Es bleibt vorbehalten, eine Beschränkung von Zahlungen für ideelle Leistungen im Einzelfall auf monatliche Höchstbeträge im gegenseitigen Einvernehmen zwischen dem Reichswirtschaftsministerium und der Schweizerischen Verrechnungsstelle vorzunehmen.

3. Zahlungen aus dritten Ländern für ideelle Leistungen an in der Schweiz niedergelassene Firmen werden in Abweichung von den



den Bestimmungen des Artikels IV des Verrechnungsabkommens außerhalb des Verrechnungsverkehrs nach Deutschland weitergeleitet werden, sofern nicht die ideelle Leistung von der sie nach dem Drittland vergebenden schweizerischen Firma in der Schweiz gewerblich ausgewertet wird.

Umgekehrt wird auch Deutschland derartige Durchgangsleistungen in Devisen nach der Schweiz weiterleiten, wenn die Zahlungen in Deutschland in Devisen eingegangen sind. Sind die Zahlungen in Deutschland nicht in Devisen eingegangen, so werden sie zunächst auf ein Sperrkonto gutgebracht. In Härtefällen wird die Schweizerische Verrechnungsstelle auf Antrag des Berechtigten wohlwollend prüfen, ob Zahlungen für solche Durchgangsleistungen im Verrechnungswege von Deutschland nach der Schweiz überwiesen werden können, wenn die betreffenden Zahlungen in Deutschland nicht in Devisen eingegangen sind.

#### Artikel 8

Für die übrigen Nebenkosten im Warenverkehr (einschließlich Nebenkosten im Transitverkehr gemäß besonderer Vereinbarung) werden vorbehaltlich von Mißbräuchen Genehmigungen zur Ueberweisung nach der Schweiz gemäß dem Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr stets erteilt werden.

Unter Nebenkosten im Warenverkehr (einschließlich Nebenkosten im Transitverkehr gemäß besonderer Vereinbarung) sind insbesondere zu verstehen: Transportkosten und Zölle, ferner Patent- und ähnliche Gebühren, Gehälter, Löhne, Provisionen und ähnliche Leistungen an Vertreter, Angestellte und Arbeiter, Geschäftsreisende, sowie Regiespesen (allgemeine Verwaltungskosten); ausgenommen sind Seefrachten und Spesen des Seeverkehrs, sowie Transportversicherungsprämien.

#### Artikel 9

1. Es besteht Einverständnis darüber, daß vorbehaltlich der in Absatz 3 nachstehend aufgeführten Ausnahmen in Reichsmark festgesetzte Nebenkosten-Verbindlichkeiten, die auf Verträgen oder Geschäftsbeziehungen beruhen, welche vor dem 27. September 1936 begründet wurden und für die infolge der schweizerischen  
Währungsmaßnahmen

Währungsmaßnahmen höhere Frankenbeträge als bisher in der Schweiz auszuzahlen wären, nur zu 70 v.H. des ursprünglich geschuldeten Reichsmarkbetrages auf das Sammelkonto der Schweizerischen Nationalbank bei der Deutschen Verrechnungskasse eingezahlt werden. Die nicht eingezahlten 30 v.H. des geschuldeten Reichsmarkbetrages sind auf ein bei einer deutschen Devisenbank zu Gunsten des schweizerischen Berechtigten zu errichtendes gesperrtes Reichsmarkkonto zu überweisen. Die Devisenbanken werden von der erfolgten Einzahlung in doppelter Ausfertigung der Deutschen Verrechnungskasse Meldung erstatten. Unter Hinweis auf die erteilte Devisengenehmigung sind dabei der Einzahler, der schweizerische Berechtigte und der auf das gesperrte Konto eingezahlte Betrag anzugeben. Die Deutsche Verrechnungskasse wird eine Durchschrift der Meldung an die Schweizerische Verrechnungsstelle weiterleiten.

Sollten Nebenkosten-Verbindlichkeiten, die auf Reichsmark lauten und auf Verträgen oder Geschäftsbeziehungen beruhen, welche vor dem 27. September 1936 begründet wurden, von Reichsmark auf Schweizerfranken umgestellt werden, so kann nur derjenige Betrag im Wege des Verrechnungsverkehrs überwiesen werden, der dem ursprünglichen Forderungsbetrag in Reichsmark, umgerechnet zum Kurse von 123,45 Franken für 100.-- Reichsmark entspricht. Für den Unterschiedsbetrag, der sich aus der Umrechnung zum neuen Kurs ergibt, gelten die Bestimmungen des vorstehenden Absatzes.

Die Transferierungsbeschränkung gemäß Absatz 1 und 2 kommt beispielsweise in Betracht für Lizenzen, Regiespesen, Tantiemen, Pensionen, Gehälter, Löhne, Wasserzinsen, Bankspesen, Bürgschaftsprovisionen, Gutachten- und Prüfungsgebühren. Sie gilt nicht für Frachten, Zölle, Provisionen, Geschäftsreisekosten, Umsatzbonus, Konventionszahlungen sowie für Zahlungen irgendwelcher Art, die im Einzelfalle den Betrag von 100.-- Reichsmark nicht übersteigen.

2. Die entstandenen und neu entstehenden Sperrguthaben werden in der Person des ursprünglichen Gläubigers wie Vorzugssperrguthaben behandelt und können nach den in den Richtlinien für die Devisenbewirtschaftung vom 22. Dezember 1938 und den einschlägigen Erlassen des Reichswirtschaftsministeriums enthaltenen Bestimmungen im Inland aufgelöst oder langfristig angelegt werden

werden.

Ueber diese Grundsätze hinaus können sie auch für die teilweise Bezahlung deutscher Warenlieferungen nach der Schweiz an andere als den Kontoinhaber verwandt werden. Zum Zwecke der Verwertung dieser Guthaben zur Warenbezahlung können sie auf Antrag des Gläubigers auf ein bei der Deutschen Golddiskontbank errichtetes Konto der Schweizerischen Verrechnungsstelle überwiesen werden. Die Ueberweisung auf dieses Konto kann nur mit Zustimmung der Schweizerischen Verrechnungsstelle erfolgen. Von diesem Konto können Bezieher deutscher Waren Beträge zur Bezahlung der gekauften Waren von der Schweizerischen Verrechnungsstelle abgetreten erhalten. Ueber die Durchführung dieses Verfahrens für die Bezahlung deutscher Waren treffend das Reichswirtschaftsministerium und die Schweizerische Verrechnungsstelle die erforderlichen Vereinbarungen, wobei Einverständnis darüber besteht, daß es nur für zusätzliche Lieferungen von größerem Ausmaße Anwendung finden soll

Schließlich können die ursprünglichen Inhaber der gesperrten Reichsmarkkonten die Uebertragung ihrer Guthaben ganz oder zum Teil auf ein Sonderkonto beantragen. Auf dieses Sonderkonto finden die allgemeinen Vorschriften in den Richtlinien für die Devisenbewirtschaftung im Abschnitt IV Ziffern 52, 53 Anwendung. Außerdem ist die Verwendung der Mittel aus dem Sonderkontoguthaben für folgende Zwecke genehmigungsfrei zulässig:

- a) Bei Privatpersonen für geschäftliche und nichtgeschäftliche Reisen in Deutschland (z.B. Studien- und Erholungsreisen). Bei nichtgeschäftlichen Reisen stehen die Familienmitglieder und das begleitende Dienstpersonal dem Kontoinhaber gleich.
- b) Bei juristischen Personen ist die Verwendung der Mittel des Sonderkontos bei geschäftlichen Reisen durch die Zeichnungsberechtigten und bei nichtgeschäftlichen Reisen durch die Mitglieder des Vorstandes und des Aufsichtsrats und deren Familienmitglieder mit begleitendem Dienstpersonal zulässig.

Als Familienmitglieder gemäß a) und b) gelten der Ehegatte des Kontoinhabers, alle in gerader Linie mit dem Kontoinhaber verwandten Personen: Eltern, Großeltern, Kinder, Enkel sowie deren Ehegatten und alle

nachweislich

nachweislich im Haushalt des Kontoinhabers lebenden Verwandten.

Die Auszahlung für den Monat und für die Person sind auf 2 000.-- Reichsmark beschränkt. Die Devisenbanken können aber auch größere Beträge aushändigen, wenn nach Lage des Falles ein Mißbrauch ausgeschlossen erscheint.

Die am 31. Dezember 1941 noch nicht verbrauchten Nebenkostensperrguthaben oder Guthaben auf Sonderkonten, die aus Nebenkostenansprüchen auf Grund dieser Regelung entstanden sind, werden von da an als Vorzugssperrkonten geführt. Von diesem Zeitpunkt an entfällt die Eignung der Sperrguthaben zur Warenbezahlung sowie die Zulässigkeit des Verbrauchs der Mittel der Sonderkonten für Zwecke, die in der allgemeinen dann geltenden Regelung über die Auflösung der Vorzugssperrguthaben nicht vorgesehen sind.

#### Artikel 10

Zahlungen nach Maßgabe der Bestimmungen des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr können auch genehmigt werden, wenn die in den Artikeln 1 bis 8 genannten Voraussetzungen nicht vorliegen. Die Erteilung der Genehmigung kann nur beantragt werden, wenn eine schriftliche Zustimmungserklärung der Schweizerischen Verrechnungsstelle vorgelegt wird.

#### Artikel 11

1. Als Unterlagen des Antrags auf Erteilung einer Devisenbescheinigung und zum Nachweis über den Ursprung der Ware soll in der Regel, soweit nicht durch besondere Umstände die Vorlage weiterer Unterlagen erforderlich ist, nur das zur Rechtfertigung des Antrags unbedingt Notwendige verlangt werden.

2. Soweit eine schweizerische Firma bei einer deutschen Devisenbank oder bei einer Postscheckanstalt ein Ausländer-Inkassokonto gemäß Artikel 13 dieses Abkommens unterhält, kann

- die schweizerische Exportfirma im eigenen Namen,
- die deutsche Vertreterfirma im Namen der schweizerischen Exportfirma,
- die deutsche Devisenbank, bei der das Konto geführt wird,

den Antrag auf Erteilung einer Devisenbescheinigung auf den Namen

des

des deutschen Abnehmers oder unter den Voraussetzungen der nachstehenden Ziffern 4 bis 8 auf den Namen des deutschen Lagerhalters bzw. einer deutschen Speditions- oder Vertreterfirma stellen. Die Devisenbescheinigung kann dem Antragsteller direkt ausgehändigt werden.

3. Eine Nachprüfung, ob der deutsche Abnehmer früher im Besitz einer Devisengenehmigung nach III/3 oder III/4 der Richtlinien vom 23. Juni 1932 gewesen ist oder regelmäßig Einzahlungen auf ein Ausländer-Sonderkonto einer schweizerischen Firma geleistet hat, soll bei derartigen Anträgen unterbleiben.

4. Bei Lagersendungen einer schweizerischen Exportfirma kann die Devisenbescheinigung statt auf den einzelnen deutschen Empfänger auf den Namen des deutschen Lagerhalters ausgestellt werden, sofern der Nachweis erbracht wird, daß die schweizerische Exportfirma mit Waren gleicher Art schon vor Inkrafttreten dieses Abkommens ein Lager unterhalten hat.

5. Unter Lagersendungen sind die ohne Vorliegen bestimmter Aufträge vorgenommenen Warenlieferungen einer schweizerischen Exportfirma zu verstehen, die im deutschen Zollinland auf Lager genommen und von diesem Lager verkauft werden.

6. Sofern die schweizerische Exportfirma ein Ausländer-Inkassokonto gemäß Artikel 13 dieses Abkommens unterhält und die auf den Namen des Lagerhalters ausgestellte Devisenbescheinigung bei der kontoführenden Bank hinterlegt ist, können die deutschen Abnehmer der von dem Lager verkauften Waren Einzahlungen auch unmittelbar auf dieses Konto leisten. Der Bank ist nachzuweisen, daß die Waren von dem Lager der schweizerischen Exportfirma bezogen worden sind.

7. Bei Sammelsendungen einer schweizerischen Exportfirma

kann die Devisenbescheinigung statt auf den einzelnen deutschen Abnehmer auf den Namen der deutschen Speditions- oder Vertreterfirma für sämtliche der Sammelsendung angehörenden Waren ausgestellt werden. Unter Sammelsendungen sind Warenlieferungen einer schweizerischen Exportfirma zu verstehen, die auf Grund einer Anzahl bestimmter, bereits vorliegender Aufträge in einer einheitlichen Sendung an eine Speditions- oder Vertreterfirma vorgenommen werden, die ihrerseits die Verteilung der Waren an mehr als einen deutschen Empfänger vornimmt.

8. Für die Bezahlung von Sammelsendungen durch die deutschen Abnehmer gilt die in Ziffer 6 getroffene Vereinbarung entsprechender

9. Für die Gültigkeitsdauer der Devisenbescheinigung ist die Fälligkeit der Forderung maßgebend. Die Devisenbescheinigung ist auf den spätesten Zeitpunkt auszustellen, an dem die Forderung ohne Abzüge oder Aufschläge nach den Verkaufsbedingungen zahlbar ist. Schon vor diesem Zeitpunkt ist die Ueberweisung möglich, wenn die Bezahlung auf Grund der Vertragsvereinbarungen früher erfolgen kann.

10. Es wird Vorsorge getroffen werden, daß die Zahlungen im Wege des Verrechnungsabkommens für solche Waren, die auf Grund einer Devisenbescheinigung eingeführt werden, durch die zeitliche Befristung der Devisenbescheinigung nicht unmöglich gemacht werden.

11. Es wird ferner Vorsorge getroffen, daß aus der Anwendung der vorstehenden Bestimmungen in keinem Falle eine mehrfache Belastung der Wertgrenzen infolge der etwa notwendig werdenden Verlängerung der Gültigkeit von Devisenbescheinigungen, auch wenn diese auf ein neues Kalenderjahr fällt, eintritt.

#### Artikel 12

1. Ausländer-Sonderkonten für Inlandszahlungen, die zu Gunsten schweizerischer Firmen bei einer deutschen Devisenbank errichtet sind, bleiben vorbehaltlich der Nachprüfung von Einzelfällen grundsätzlich bestehen. Vor einem Widerruf von Genehmigungen wird die Deutsche Regierung dem Schweizerischen Bundesrat Gelegenheit zur Äußerung geben und geltendgemachten Einwendungen

Rechnung

Rechnung tragen, soweit nicht besondere Gründe entgegenstehen. Auszahlungen aus diesen Konten dürfen nur in Höhe von 50 v.H. des Rechnungsbetrages der von der deutschen Ausfuhrfirma an die Kontoinhaberin gelieferten Ware vorgenommen werden. Die Zahlung des restlichen Rechnungsbetrages hat gemäß Artikel IV des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr zu erfolgen.

2. Die Errichtung neuer Ausländer-Sonderkonten für Inlandszahlungen kann bei einer deutschen Devisenstelle nur beantragt werden, wenn eine schriftliche Zustimmungserklärung der Schweizerischen Verrechnungsstelle vorgelegt wird.

### Artikel 13

1. Ausländer-Inkassokonten, die zu Gunsten schweizerischer Firmen errichtet worden sind, bleiben weiterhin grundsätzlich bestehen.

2. In der Schweiz ansässige Firmen, die nicht im Besitz einer allgemeinen Genehmigung nach III/5 - 8 der Richtlinien vom 23. Juni 1932 waren, innerhalb der letzten zwei Jahre vor Inkrafttreten der Devisenbewirtschaftung aber nachweisbar Waren nach Deutschland eingeführt oder Veredlungsarbeiten im Auftrag deutscher Firmen ausgeführt oder elektrischen Strom nach Deutschland geliefert haben, erhalten weiterhin Genehmigungen zur Errichtung eines Ausländer-Inkassokontos.

3. Die deutschen Abnehmer schweizerischer Waren können Zahlungen auf dieses Konto nur auf Grund einer Devisenbescheinigung leisten. Ueberweisungen von Ausländer-Inkassokonten nach der Schweiz haben im Wege des Verrechnungsverkehrs zu erfolgen. Einer besonderen Genehmigung hierzu bedarf es nicht. Die Uebertragung hat in bestimmten Zeitabständen zu erfolgen mit der Maßgabe, daß die Ueberweisung innerhalb der festgesetzten Frist zu jedem Zeitpunkt erfolgen kann. Es ist dabei nicht erforderlich, daß Sie innerhalb der auf der Devisenbescheinigung vermerkten Gültigkeitsdauer stattfindet.

4. Zahlungen für Stromlieferungen können auf ein Ausländer-Inkassokonto genehmigungsfrei erfolgen. Zur Ueberweisung im Wege des Verrechnungsverkehrs bedarf es jeweils einer besonderen Genehmigung

Genehmigung der zuständigen Devisenstelle.

5. Ein Ausländer-Inkassokonto kann auch errichtet bzw. beibehalten werden, wenn die gleiche Firma daneben ein Ausländer-Sonderkonto für Inlandszahlungen besitzt oder dessen Errichtung nachsucht.

#### Artikel 14

1. Von deutschen Devisenstellen vor Inkrafttreten des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 26. Juli 1934 erteilte Genehmigungen zur Durchführung von privaten Verrechnungsgeschäften zwischen deutschen und schweizerischen Firmen, insbesondere zwischen deutschen Betriebsstätten schweizerischer Firmen und ihren schweizerischen Stammunternehmungen bleiben vorbehaltlich der Nachprüfung von Einzelfällen bestehen. Vor einem Widerruf von Genehmigungen wird die Deutsche Regierung dem Schweizerischen Bundesrat Gelegenheit zur Äußerung geben und geltendgemachten Einwendungen Rechnung tragen, soweit nicht besondere Gründe entgegenstehen.

2. Neue Genehmigungen zur Durchführung privater Verrechnungsgeschäfte können bei einer deutschen Devisenstelle nur beantragt werden, wenn eine schriftliche Zustimmungserklärung der Schweizerischen Verrechnungsstelle vorgelegt wird.

3. Der Zahlungsverkehr von Firmen, die im Grenzgebiet des einen vertragschließenden Teiles ansässig sind und auf der anderen Seite der Grenze Niederlassungen oder Fabrikationsstätten haben, wird möglichst erleichtert. Die beiderseitigen Verrechnungsinstitute werden sich darüber im einzelnen Falle ins Einvernehmen setzen.

#### Artikel 15

Die Deutsche Verrechnungskasse und die Schweizerische Verrechnungsstelle behalten sich vor, nachzuprüfen, ob die nach diesem Abkommen geleisteten Zahlungen den vorstehenden Voraussetzungen entsprechen.

#### Artikel 16

Für Waren, die vor Inkrafttreten des Abkommens vom 26. Juli



1934 bereits nach Deutschland geliefert waren, wird im Rahmen d  
Bestimmungen, die auf Grund des Protokolls vom 5. November 1932  
erlassen worden waren, die Genehmigung erteilt werden, den ge-  
schuldeten Betrag an dem bei Abschluß vereinbarten Fälligkeitst  
ge gemäß Artikel II des Abkommens über den deutsch-schweizeri-  
schen Verrechnungsverkehr nach der Schweiz zu überweisen.

#### Artikel 17

Im Zeitpunkt der Aufhebung des Verrechnungsabkommens berei  
erteilte, aber noch nicht ausgenutzte Devisenbescheinigungen be  
rechtlichen auch nach diesem Zeitpunkt zur Einzahlung in den Ver-  
rechnungsverkehr. Das gleiche gilt für Devisenbescheinigungen,  
die noch zu erteilen sind auf Grund von Unbedenklichkeitsbeschei-  
nigungen, die während der Laufzeit des Abkommens ausgestellt wu-  
den.

#### Artikel 18

Diese Vereinbarung bildet einen Bestandteil des Abkommens  
über den Verrechnungsverkehr und gilt so lange wie dieses.

Berlin, den 9. August 1940

Für die Deutsche Regierung:

Wilhel  
Leyb.

Für den Schweizerischen Bunde  
rat:

Friedrich  
Halle.

(2c)

Ia

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Bei den Verhandlungen über den Abschluß des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage bestand Einverständnis darüber, daß der Deutschen Regierung über die in Artikel 2 Abschnitt C der Anlage A (Warenzahlungsabkommen) genannte Pauschalwertgrenze hinaus bis zum 30. Juni 1941 eine weitere einmalige Pauschalwertgrenze in Höhe von 124 Millionen Franken zur Verfügung gestellt wird. Sollte sich herausstellen, daß die genannte Pauschalwertgrenze zur Ausnutzung der dem Deutschen Reich unter den gegenwärtigen Umständen in der Schweiz zur Verfügung stehenden Bezugsmöglichkeiten nicht ausreicht, so werden sich die Parteien über eine angemessene Erhöhung dieser Pauschalwertgrenze verständigen. Die Ausnutzung dieser Pauschalwertgrenze ist nicht daran gebunden, daß die für die in Aussicht genommenen Bestellungen zu leistenden Zahlungen innerhalb der Vertragsdauer des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage fällig werden.

Ferner besteht Einverständnis darüber, daß der Betrag von 28 Millionen Franken, der gemäß dem Protokoll vom 22. Juni 1940 von dem "Spezialkonto Kohle-Eisen-Schweiz" bzw. von

An den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation

Herrn Direktor Dr. H o t z

z.Zt. B e r l i n

dem

940/2

dem "Spezialkonto Sonderbezüge - Schweiz" auf das Girokonto des Reichsbankdirektoriums bei der Schweizerischen Nationalbank übertragen worden ist, diesem Konto zur freien Verfügung des Reichsbankdirektoriums verbleibt. Zahlungsaufträge deutscher Schuldner auf Grund von Devisenbescheinigungen, die von deutschen Reichsstellen zu Lasten der Konten "Kohle-Eisen-Schweiz" bzw. "Sonderbezüge Schweiz" erteilt worden sind, werden zu Lasten des "Warenkontos" ausgeführt werden.

Ferner besteht Einverständnis darüber, daß die Schweizerische Regierung dafür Sorge tragen wird, daß die von deutschen Schuldnern auf Grund von Genehmigungen der zuständigen deutschen Devisenbehörden erteilten Zahlungsaufträge zu Lasten des "Warenkontos" bzw. des Kontos "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" ohne Zahlungsfristen in der Schweiz zur Auszahlung gelangen. Über die Abdeckung der auf den genannten Konten entstehenden deutschen Schuldsalden werden sich die Parteien unbeschadet einer etwa erfolgenden Kündigung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens gemäss Artikel VIII dieses Abkommens zu gegebener Zeit verständigen.

Schließlich besteht Einverständnis darüber, daß die Parteien, falls die an die zukünftigen schweizerischen Lieferungen gestellten Erwartungen nicht in Erfüllung gehen sollten und infolgedessen nach dem 1. Januar 1941 ein deutsches Guthaben auf dem "Warenkonto" entstanden sein oder später entstehen sollte, sich darüber verständigen werden, ob und in welchem Umfange dieses Guthaben auf das freie Konto der Deutschen Verrechnungskasse übertragen werden soll.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

*Seydewitz*

(2c)

I b

Der Vorsitzende

der Schweizerischen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Ich bestätige den Eingang Ihres heutigen Schreibens,  
welches folgenden Wortlaut hat:

"Bei den Verhandlungen über den Abschluß des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage bestand Einverständnis darüber, daß der Deutschen Regierung über die in Artikel 2 Abschnitt C der Anlage A (Warenzahlungsabkommen) genannte Pauschalwertgrenze hinaus bis zum 30. Juni 1941 eine weitere einmalige Pauschalwertgrenze in Höhe von 124 Millionen Franken zur Verfügung gestellt wird

Sollte sich herausstellen, daß die genannte Pauschalwertgrenze zur Ausnutzung der dem Deutschen Reich unter den gegenwärtigen Umständen in der Schweiz zur Verfügung stehenden Bezugsmöglichkeiten nicht ausreicht, so werden sich die Parteien über eine angemessene Erhöhung dieser Pauschalwertgrenze verständigen. Die Ausnutzung dieser Pauschalwertgrenze ist nicht daran gebunden, daß die für die in Aussicht genommenen Bestellungen zu leistenden Zahlungen innerhalb der Vertragsdauer des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage fällig werden.

Ferner besteht Einverständnis darüber, daß der Betrag von 28 Millionen Franken, der gemäss dem Protokoll vom 22. Juni 1940 von dem "Spezialkonto Kohle-Eisen-Schweiz" bzw. von dem "Spezialkonto Sonderbezüge-Schweiz" auf das Girokonto des Reichsbankdirektoriums bei der Schweizerischen Nationalbank übertragen worden ist, diesem Konto zur freien Verfügung des Reichsbankdirektoriums verbleibt. Zahlungsaufträge deutscher Schuldner auf

An

Grund

den Vorsitzenden der Deutschen Delegation

Herrn Ministerialrat Seyboth

B e r l i n

940/2

Grund von Devisenbescheinigungen, die von deutschen Reichsstellen zu Lasten der Konten "Kohle-Eisen-Schweiz" bzw. "Sonderbezüge Schweiz" erteilt worden sind, werden zu Lasten des "Warenkontos" ausgeführt werden.

Ferner besteht Einverständnis darüber, daß die Schweizerische Regierung dafür Sorge tragen wird, daß die von deutschen Schuldnern auf Grund von Genehmigungen der zuständigen deutschen Devisenbehörden erteilten Zahlungsaufträge zu Lasten des "Warenkontos" bzw. des Kontos "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" ohne Zahlungsfristen in der Schweiz zur Auszahlung gelangen. Über die Abdeckung der auf den genannten Konten entstehenden deutschen Schuldsalden werden sich die Parteien unbeschadet einer etwa erfolgenden Kündigung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens gemäss Artikel VIII dieses Abkommens zu gegebener Zeit verständigen.

Schliesslich besteht Einverständnis darüber, daß die Parteien, falls die an die zukünftigen schweizerischen Lieferungen gestellten Erwartungen nicht in Erfüllung gehen sollten und infolgedessen nach dem 1. Januar 1941 ein deutsches Guthaben auf dem "Warenkonto" entstanden sein oder später entstehen sollte, sich darüber verständigen werden, ob und in welchem Umfange dieses Guthaben auf das freie Konto der Deutschen Verrechnungskasse übertragen werden soll!

Ich beehre mich, Ihnen mitzuteilen, daß ich mit dem Inhalt des vorstehenden Schreibens einverstanden bin.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.



2c

II

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Unter Bezugnahme auf die heute erfolgende Unterzeichnung des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, daß die Reichsstelle "Chemie" während der Dauer dieses Abkommens Devisenbescheinigungen für Farbstoffe der Nr. 319 des statistischen Warenverzeichnisses den Importeuren bzw. Vertretern der Firmen

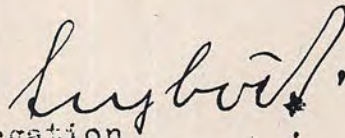
Gesellschaft für Chemische Industrie, Basel (Ciba),  
Sandoz A.G., Basel,  
J.R. Geigy A.G., Basel,  
Durand & Huguenin, Basel,  
Rohner A.G., Pratteln,

innerhalb der vereinbarten Wertgrenze nach Maßgabe der zwischen den beiderseitigen Industrien bestehenden oder künftig zu treffenden Vereinbarungen erteilen wird.

Ferner beehre ich mich, Ihnen zu bestätigen, daß die Reichsstelle "Chemie" bei der Erteilung von Devisenbescheinigungen für Arzneiwaren und sonstige pharmazeutische Erzeugnisse der Nummern 388 a/b sowie für Alkaloide der Nummern 380 a/b des statistischen Warenverzeichnisses die bisherigen Beziehungen bei der Einfuhr dieser Produkte aus der Schweiz wahren wird.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation  
Herrn Direktor Dr. H o t z



z. Zt. B e r l i n

940/2

(2 c)

III a

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

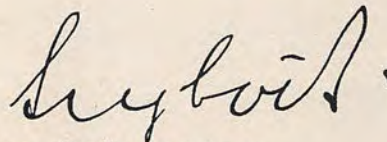
Herr Vorsitzender!

Bei den Verhandlungen über den Abschluß des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage bestand Einverständnis darüber, daß im Hinblick auf die gegenwärtige Lage, die der Schweiz die Lieferung gewisser rohstoffabhängiger Waren unmöglich macht, die folgenden Wertgrenzen bis auf weiteres gestrichen werden:

dtsh.stat. Nr.	Warenbezeichnung	40%ige Wertgrenze RM
153 c	Rindshäute, grün, gesalzen	82.000,-
416 a	Wollener Kammzug (Merinowolle)	204.933,-
563	Felle zur Pelzwerkbereitung, halb- und ganz-gar, auch gefärbt; Abfälle davon	24.616,-

Mit Rücksicht auf die Streichung dieser Wertgrenzen wird die der Deutschen Regierung gemäß Artikel 2 Abschnitt C der Anlage A (Warenzahlungsabkommen) zur Verfügung stehende Pauschalwertgrenze bis auf weiteres von 6,2 Mill. RM auf 6,5 Mill. RM erhöht. Soweit trotz der gegenwärtigen Rohstoffbeschaffungsschwierigkeiten ein Bezug der genannten Waren möglich ist, werden die erforderlichen Zahlungswertgrenzen aus der Pauschalwertgrenze zur Verfügung gestellt werden.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.



An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,  
Herrn Direktor Dr. H o t z  
z.Zt. B e r l i n

940/2

III b

der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Ich bestätige den Eingang Ihres heutigen Schreibens, das folgenden Wortlaut hat:

"Bei den Verhandlungen über den Abschluß des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage bestand Einverständnis darüber, daß im Hinblick auf die gegenwärtige Lage, die der Schweiz die Lieferung gewisser rohstoffabhängiger Waren unmöglich macht, die folgenden Wertgrenzen bis auf weiteres gestrichen werden:

dt sch. stat. Nr.		Warenbezeichnung	40%ige Wertgrenze RM
153	c	Rindshäute, grün, gesalzen	82.000.-
416	a	Wollener Kammzug (Merinowolle)	204.933.-
563		Felle zur Pelzwerkbereitung halb- und ganz-gar, auch gefärbt; Abfälle davon	24.616.-

Mit Rücksicht auf die Streichung dieser Wertgrenzen wird die der Deutschen Regierung gemäß Artikel 2 Abschnitt C der Anlage A (Warenzahlungsabkommen) zur Verfügung stehende Pauschalwertgrenze bis auf weiteres von 6,2 Mill. RM auf 6,5 Mill. RM erhöht. Soweit trotz der gegenwärtigen Rohstoffbeschaffungsschwierigkeiten ein Bezug der genannten Waren möglich ist, werden die erforderlichen Zahlungswertgrenzen aus der Pauschalwertgrenze zur Verfügung gestellt werden."

Ich beehre mich, Ihnen mitzuteilen, daß ich mit dem Inhalt dieses Schreibens einverstanden bin.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

den Vorsitzenden der Deutschen Delegation  
Herrn Ministerialrat Seyboth

B e r l i n

340/2



(2 c)

IVa

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940.

Herr Vorsitzender!

Bei den Verhandlungen über den Abschluß des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage hat die Schweizerische Delegation Wünsche über die Versorgung der Schweiz mit deutschen Kohlen geäußert.

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, daß die Deutsche Regierung bereit ist, die in privatwirtschaftlichen Verträgen noch zu vereinbarende Lieferung folgender Mengen Kohle nach der Schweiz zuzulassen:

460.000 to Steinkohle und Steinkohlenbriketts  
300.000 to Koks  
110.000 to Braunkohlenbriketts.

Die Deutsche Regierung ist bereit, im Falle der Besserung der deutschen Kohlenlage eine Erhöhung der oben genannten Mengen in Erwägung zu ziehen. Sie ist gleichfalls bereit, zu gegebener Zeit mit der Schweizerischen Regierung Verhandlungen wegen der Belieferung der Schweiz mit deutscher Kohle im ersten Halbjahr 1941 aufzunehmen.

Die Deutsche Regierung geht dabei davon aus, daß der Kohlenbedarf derjenigen Firmen, die von Deutschland Aufträge erhalten, sichergestellt wird und daß die Lieferung von elektrischem Strom aus der Schweiz nach Deutschland und Elsaß-Lothringen mindestens in dem Umfang weiterhin erfolgt, der dem Verhältnis des bisherigen Bezugs von elektrischem Strom durch diese Gebiete zu der gesamten schweizerischen Stromerzeugung entspricht.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

*Seyditz*

An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation  
Herrn Direktor Dr. Hotz  
z. Zt. Berlin

940/2

(2 c)

IVb

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation  
-----

Berlin, den 9. August, 1940.

Herr Vorsitzender!

Ich bestätige den Empfang Ihres heutigen Schreibens, in dem Sie mir mitteilten, daß die Deutsche Regierung bereit ist, die in privatwirtschaftlichen Verträgen noch zu vereinbarende Lieferung folgender Mengen Kohle nach der Schweiz zuzulassen:

460.000 to Steinkohle und Steinkohlenbriketts

300.000 to Koks

110.000 to Braunkohlenbriketts.

Die Deutsche Regierung ist, wie Sie mir gleichfalls mitteilten, bereit, im Falle der Besserung der deutschen Kohlenlage eine Erhöhung der oben genannten Mengen in Erwägung zu ziehen und zu gegebener Zeit mit der Schweizerischen Regierung Verhandlungen wegen der Belieferung der Schweiz mit deutscher Kohle im ersten Halbjahr 1941 aufzunehmen.

Entsprechend den Ausführungen in Ihrem Schreiben wird dafür Sorge getragen werden, daß der Kohlenbedarf derjenigen Firmen, die von Deutschland Aufträge erhalten, sichergestellt wird und daß die Lieferung von elektrischem Strom aus der Schweiz nach Deutschland und Elsaß-Lothringen weiterhin in dem Umfang erfolgt, der dem Verhältnis des bisherigen Bezugs von elektrischem Strom durch diese Gebiete zu der gesamten schweizerischen Stromerzeugung entspricht.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

An  
den Vorsitzenden der Deutschen Delegation  
Herrn Ministerialrat Seyboth  
in Berlin

340/2

(2 c)

Va

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940.

Herr Vorsitzender!

Bei den Verhandlungen über den Abschluß des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage ist über folgende Punkte Einverständnis erzielt worden:

1. Die Schweiz wird bis zum 31. Januar 1941 die Ausfuhr von 5.625 Tonnen Aluminium und Aluminiumhalbfabrikate zulassen, die Deutschland auf Grund neu abzuschließender privatwirtschaftlicher Verträge aus der Produktion der Monate August 1940 bis Januar 1941 aus der Schweiz zu beziehen beabsichtigt. Von dieser Menge sollen mindestens 2.000 Tonnen auf Halbfabrikate entfallen.

Es herrscht Einverständnis darüber, daß auch in der Zeit vom 1. Februar bis 30. Juni 1941 die Ausfuhr von Aluminium und Aluminiumhalbfabrikaten aus der Schweiz nach Deutschland in größtmöglichem Umfange zugelassen werden soll.

2. Es wird angenommen, daß den schweizerischen Werken ab 1. August 1940 bis Ende Januar 1941 11.000 Tonnen italienische kalzinierte Tonerde zur Verfügung stehen. Die Lieferung soll bis 31. Dezember 1940 in einer Menge von 8.500 Tonnen über die Aluminiumindustrie-Gemeinschaft Konstanz erfolgen. Die Bezahlung dieser Tonerde wird im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr erfolgen. Die für diese Tonerde zu leistenden Zahlungen unterliegen nicht der Schlüsselung des Artikels V Abschnitt A des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens, sondern werden unmittelbar dem "Warenkonto" gutgeschrieben.

Da

An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation  
Herrn Direktor Dr. Hotz

z. Zt. Berlin

940/2

Da die schweizerische Aluminiumproduktion auch auf die Zufuhr von kalzinierter Tonerde aus Frankreich angewiesen ist, wird die Deutsche Regierung ihren Einfluß dahin ausüben, daß etwaige Schwierigkeiten, die der Belieferung der schweizerischen Aluminiumindustrie mit französischer Tonerde entgegenstehen sollten, behoben werden.

Ferner besteht Einverständnis darüber, daß die unter Ziffer 1 genannte Aluminiummenge unter der Voraussetzung errechnet worden ist, daß im Tonerdebezug der Schweiz aus Jugoslawien keine Störungen eintreten.

3. Da die Schweiz mit Rücksicht auf die Beziehungen zwischen der schweizerischen Aluminium- und der italienischen Tonerdeindustrie davon ausgeht, daß die vorstehend getroffene Abrede über die Lieferung von 8.500 Tonnen Tonerde aus Italien nach der Schweiz eine einmalige Regelung darstellen soll, erklärt sich die Deutsche Regierung bereit, baldmöglichst Verhandlungen über die Wiederaufnahme der direkten Tonerdelieferungen Italien-Schweiz ab 1. Januar 1941 aufzunehmen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

Lybuit

(2c)

Vb

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation

Berlin, den 9. August 1940.

Herr Vorsitzender!

Ich bestätige den Empfang Ihres heutigen Schreibens, in dem Sie das Ergebnis unserer Besprechungen in der Frage der schweizerischen Aluminiumlieferungen nach Deutschland zusammenfaßten.

Indem ich mich auf den Inhalt dieses Schreibens beziehe, beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, daß ich mich mit der darin enthaltenen Regelung einverstanden erkläre.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

An  
den Vorsitzenden der Deutschen Delegation  
Herrn Ministerialrat Seyboth  
in Berlin

340/2

2c

Via

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

In Ausführung der Vereinbarungen des Artikels V des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage betreffend das Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" beehre ich mich, folgendes zu bestätigen:

1. Es besteht Einverständnis darüber, daß die Schweiz in der Zeit vom 1. August 1940 bis 30. Juni 1941 landwirtschaftliche Waren über das Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" im Werte von rd. 82 Millionen Schweizerfranken an Deutschland liefert, soweit dies im Hinblick auf die Aufnahme-fähigkeit des Deutschen Reiches einerseits und im Hinblick auf die Versorgung der Schweiz mit Lebensmitteln andererseits möglich ist.

2. Zunächst und zwar etwa für den Zeitraum von 5-7 Monaten sind folgende Lieferungen seitens der Schweiz in Aussicht genommen:

	Millionen Franken
1. Frischmilch	1,5
2. Milchkonserven	4,0
3. Laibkäse	17,0
4. Schachtelkäse	3,5
5. Tilsiterkäse	0,4
6. Obst- und Obstprodukte	12,0
7. Schweine	4,5
8. Rindvieh verschiedener Art und Qualität	17,0
9. Schafe	0,5
10. Fleischkonserven	0,3
11. Käsewürze, Schabzieger, Turicol und verschiedene im beidersei- tigen Einverständnis zu bestim- mende landwirtschaftliche Erzeug- nisse	1,7
	62,4

3. Sollten

An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation  
Herrn Direktor Dr. Hotz

z. Z t. Berlin

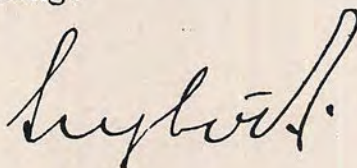
940/2

3. Sollten Beträge einzelner Positionen nicht ausgenützt werden, so können diese nicht ausgenützten Beträge im Einvernehmen zwischen dem Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft und der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements für den Bezug anderer landwirtschaftlicher Waren benützt werden.

4. Es besteht weiterhin Übereinstimmung darüber, daß das Deutsche Reich Lieferungen von Saatkartoffeln, Getreidesaatgut, Gemüsesamen, Zuckerrübensamen, Hopfen, Kunstdünger, Zucker, Alkohol und anderen landwirtschaftlichen Waren an die Schweiz besonders berücksichtigen und ausführen wird, soweit im Hinblick auf die Versorgung und die Bedürfnisse des Deutschen Reichs ein Export dieser Waren möglich erscheint.

5. Reichen die Einzahlungen aus Lieferungen landwirtschaftlicher Erzeugnisse von Deutschland und der Anteil des Kontos "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" an dem Sammelkonto sowie die Überträge aus dem Reiseverkehrskonto und die dem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" zugeführten weiteren Beträge zur sofortigen Auszahlung der Guthaben aus schweizerischen landwirtschaftlichen Lieferungen nicht aus, so wird die Schweizerische Verrechnungsstelle im Rahmen der getroffenen allgemeinen Abmachungen die sofortige Auszahlung dieser Guthaben sicherstellen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.



(2c)

VIb

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation

Berlin, den 9. August 1940.

Herr Vorsitzender!

In Ausführung der Vereinbarungen des Artikels V des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage betreffend das Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" beehre ich mich, folgendes zu bestätigen:

1. Es besteht Einverständnis darüber, daß die Schweiz in der Zeit vom 1. August 1940 bis 30. Juni 1941 landwirtschaftliche Waren über das Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" im Werte von rund 82 Millionen Schweizerfranken an Deutschland liefert, soweit dies im Hinblick auf die Aufnahmefähigkeit des Deutschen Reiches einerseits und im Hinblick auf die Versorgung der Schweiz mit Lebensmitteln andererseits möglich ist.

2. Zunächst und zwar etwa für den Zeitraum von 5-7 Monaten sind folgende Lieferungen seitens der Schweiz in Aussicht genommen:

	Millionen Franken
1. Frischmilch	1,5
2. Milchkonserven	4,0
3. Laibkäse	17,0
4. Schachtelkäse	3,5
5. Tilsiterkäse	0,4
6. Obst und Obstprodukte	12,0
7. Schweine	4,5
8. Rindvieh verschiedener Art und Qualität	17,0
9. Schafe	0,5
10. Fleischkonserven	0,3
11. Käsewürze, Schabzieger, Turicol und verschiedene im beiderseitigen Einverständnis zu bestimmende landwirtschaftliche Erzeugnisse	1,7
	62,4
	3. Sollten

An  
den Vorsitzenden der Deutschen Delegation  
Herrn Ministerialrat Seyboth

in Berlin

940/2



3. Sollten Beträge einzelner Positionen nicht ausgenützt werden, so können diese nicht ausgenützten Beträge im Einvernehmen zwischen dem Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft und der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements für den Bezug anderer landwirtschaftlicher Waren benützt werden.

4. Es besteht weiterhin Übereinstimmung darüber, daß das Deutsche Reich Lieferungen von Saatkartoffeln, Getreidesaatgut, Gemüsesamen, Zuckerrübensamen, Hopfen, Kunstdünger, Zucker, Alkohol und anderen landwirtschaftlichen Waren an die Schweiz besonders berücksichtigen und ausführen wird, soweit im Hinblick auf die Versorgung und die Bedürfnisse des Deutschen Reiches ein Export dieser Waren möglich erscheint.

5. Reichen die Einzahlungen aus Lieferungen landwirtschaftlicher Erzeugnisse von Deutschland und der Anteil des Kontos "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" an dem Sammelkonto sowie die Überträge aus dem Reiseverkehrskonto und die dem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" zugeführten weiteren Beträge zur sofortigen Auszahlung der Guthaben aus schweizerischen landwirtschaftlichen Lieferungen nicht aus, so wird die Schweizerische Verrechnungsstelle im Rahmen der getroffenen allgemeinen Abmachungen die sofortige Auszahlung dieser Guthaben sicherstellen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

③

P R O T O K O L L

betreffend die Abwicklung alter Forderungen  
aus dem Waren- und Dienstleistungsverkehr  
zwischen der Schweiz einerseits und dem Ge-  
neralgouvernement für die besetzten polni-  
schen Gebiete und den in das Deutsche Reich  
eingegliederten Gebieten der ehemaligen Re-  
publik Polen andererseits

vom 9. August 1940.

Zum Zwecke der Abwicklung alter Forderungen und Verbindlichkeiten im Waren- und Dienstleistungsverkehr zwischen der Schweiz einerseits und dem Generalgouvernement für die besetzten polnischen Gebiete (nachstehend Generalgouvernement genannt) und den am 20. November 1939 in die deutsche Devisenbewirtschaftung neu einbezogenen Gebieten (nachstehend eingegliederte Gebiete genannt) andererseits sind zwischen der Deutschen und der Schweizerischen Regierung folgende Vereinbarungen getroffen worden:

I. Abwicklung im Kompensationsverkehr.

Zahlungen zwischen der Schweiz einerseits und dem Generalgouvernement und den eingegliederten Gebieten andererseits, die auf Grund der Abmachungen zwischen der Schweiz und der ehemaligen Republik Polen im Wege der privaten Verrechnung hätten abgewickelt werden sollen, können bis zum 31. Dezember 1940 weiterhin auf diesem Wege erledigt werden. Genehmigungen zur Vornahme derartiger Verrechnungen werden von den zuständigen Devisenbehörden Deutschlands bzw. des Generalgouvernements nach folgenden Grundsätzen erteilt werden:

- a) Soweit die Genehmigungen der Verrechnungsstellen in Zürich und Warschau zu den Verrechnungen bereits erteilt worden sind, und sowohl der schweizerische als auch der ehemals polnische Schuldner, gleichgültig ob er im Generalgouvernement oder in den eingegliederten Gebieten seinen Sitz hat, die Einzahlungen bei den Verrechnungsstellen in Zürich und Warschau bereits geleistet haben, werden die Verrechnungen noch in der herigen Weise durchgeführt. /bis

b)

- b) Die Schweizerische Verrechnungsstelle und die Devisenstelle Krakau werden ferner die Genehmigungen zur Abwicklung von vor dem 1. September 1939 abgeschlossenen Verrechnungsgeschäften in der bisherigen Weise noch erteilen, wenn die Warenlieferungen bereits erfolgt sind. Soweit der Schuldner in den eingegliederten Gebieten seinen Sitz hat, wird von der zuständigen Devisenstelle im Einvernehmen mit der Devisenstelle Krakau die Genehmigung zur Überweisung im Verrechnungsverkehr an die Polnische Gesellschaft für den Kompensationshandel (Zahan) erteilt.
- c) Soweit sowohl die schweizerische als auch die polnische Warenlieferung vor dem 1. September 1939 erfolgt ist, ein privates Verrechnungsgeschäft aber noch nicht abgeschlossen wurde oder die abgeschlossenen Verrechnungsgeschäfte nicht mehr durchgeführt werden können, können auf Grund privater Vereinbarungen die Voraussetzungen für die Abwicklung im Wege der privaten Verrechnung nachträglich geschaffen werden. Die Schweizerische Verrechnungsstelle und die Devisenstelle Krakau werden von Fall zu Fall im gegenseitigen Einvernehmen die erforderlichen Genehmigungen erteilen. Absatz b Satz 2 findet Anwendung.
- d) Genehmigungen gemäß Absatz b) und c) werden nur mit der Auflage erteilt werden, daß die Einzahlungen bei den Verrechnungsstellen spätestens bis zum 31. Dezember 1940 erfolgen.

## II. Abwicklung im Verrechnungsverkehr.

1. Der Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und den eingegliederten Gebieten erfolgt vorbehaltlich der Abwicklung der unter Abschnitt I fallenden Geschäfte im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr. Für Zahlungen aus Verbindlichkeiten, die vor dem 1. September 1939 entstanden

entstanden sind, werden die deutschen Devisenstellen Schuldnern in den eingegliederten Gebieten Genehmigungen zur Überweisung im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr erst ab 1. Januar 1941 erteilen.

2. Ab 1. Januar 1941 gilt im Verkehr zwischen der Schweiz und dem Generalgouvernement für die Abwicklung von Verbindlichkeiten aus dem Waren- und Dienstleistungsverkehr, die vor dem 1. September 1939 entstanden sind, folgendes:

- a) Das Verrechnungsinstitut in Krakau führt in seinen Büchern für die Schweizerische Nationalbank ein auf Zloty lautendes Abwicklungskonto Schweiz. Es wird in Aussicht genommen, auf dieses Konto diejenigen Beträge zu überweisen, die von Schuldnern im Gebiete des Generalgouvernements zu Gunsten von schweizerischen Gläubigern bei der Polnischen Verrechnungsstelle, Warschau, einbezahlt und nicht gemäß Abschnitt I abgewickelt worden sind.

Die Schweizerische Nationalbank führt in ihren Büchern für das Verrechnungsinstitut in Krakau ein auf Schweizerfranken lautendes Abwicklungskonto "Generalgouvernement". Auf dieses Konto werden diejenigen Beträge übertragen, die von schweizerischen Schuldnern zu Gunsten von Gläubigern im Gebiete des Generalgouvernements bei der Schweizerischen Nationalbank eingezahlt und nicht gemäß Abschnitt I abgewickelt worden sind.

Die in den vorstehenden beiden Absätzen behandelten Übertragungen von Guthaben beziehen sich auf alle Einzahlungen auf den Konten "G", "J", "L" und "M" der Polnischen Verrechnungsstelle

Verrechnungsstelle bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle bzw. auf den entsprechenden Konten der Schweizerischen Verrechnungsstelle bei der Polnischen Verrechnungsstelle.

- b) Ab 1. Januar 1941 können Verbindlichkeiten aus alten Geschäften, die nicht mehr gemäß Abschnitt I abgewickelt werden konnten, nur noch durch Einzahlungen auf die im vorstehenden Absatz a) genannten Konten abgewickelt werden. Die Einzahlungen im Generalgouvernement erfolgen auf Grund von Genehmigungen, die beim Vorliegen ausreichender Unterlagen durch die Devisenstelle Krakau erteilt werden. Die Einzahlungen erfolgen im Generalgouvernement ausschließlich in Zloty, in der Schweiz ausschließlich in Franken. Nach Eingang der Beträge auf den genannten Konten werden die Begünstigten von der Verrechnungsstelle ihres Landes in chronologischer Reihenfolge und im Rahmen des Guthabens auf dem in diesem Lande geführten Gegenkonto befriedigt. Die erforderlichen zahlungstechnischen Vereinbarungen werden zwischen der Schweizerischen Verrechnungsstelle, Zürich, und dem Verrechnungsinstitut in Krakau getroffen werden. Die Abdeckung des sich nach dem Ausgleich der beiden Abwicklungskonten ergebenden Saldos bleibt späteren Verhandlungen vorbehalten.

3. Zahlungen zwischen der Schweiz und dem Generalgouvernement auf Grund von Verbindlichkeiten, die seit dem 1. September 1939 entstanden sind oder noch entstehen werden, können vorläufig von Fall zu Fall im Einvernehmen zwischen dem Reichswirtschaftsministerium und der Handelsabteilung

Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr abgewickelt werden. Die in solchen Fällen erforderlichen Zahlungen zwischen Deutschland und dem Generalgouvernement Polen erfolgen in dem zwischen Deutschland und dem Generalgouvernement bestehenden Verrechnungsverkehr.

### III. Kursfragen.

Bei Zahlungen nach Maßgabe dieses Protokolls werden folgende Kurse zugrunde gelegt:

- 1) Einzahlungen im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr gemäß Abschnitt II Ziffer 1.
  - a) Schuldner in den eingegliederten Gebieten, deren Verbindlichkeiten auf Zloty lauten, zahlen den Gegenwert in Reichsmark zum Kurse von 100 Zloty = 47,05 Reichsmark ein.
  - b) Schweizerische Schuldner, deren Verbindlichkeiten gegenüber Gläubigern in den eingegliederten Gebieten auf Zloty lauten, zahlen den Gegenwert in Franken zum Kurse von 100 Zloty = 82,25 Franken ein.
- 2) Einzahlungen auf die Abwicklungskonten gemäß Abschnitt II Ziffer 2.
  - a) Schuldner im Generalgouvernement, deren Verbindlichkeiten auf Franken lauten, zahlen den Gegenwert in Zloty zum Kurse von 100 Franken = 121,09 Zloty ein.
  - b) Schweizerische Schuldner, deren Verbindlichkeiten auf Zloty lauten, zahlen den Gegenwert in Franken zum Kurse von 100 Zloty = 82,58 Franken ein.
- 3) Zahlungen im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr gemäß Abschnitt II Ziffer 3.

Bei Zahlungen im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr gemäß Abschnitt II Ziffer 3 erfolgt die  
Umrechnung

Umrechnung des Zloty in Reichsmark im Wertverhältnis von  
1 Reichsmark = 2 Zloty.

4) Zahlungsverpflichtungen in dritter Währung.

Vor dem 1. September 1939 entstandene Zahlungsverpflichtungen in dritter Währung werden zum Züricher Tageskurs in Schweizerfranken umgerechnet.

5) Kursschwankungen des Schweizerfranken.

Falls der Kurs des Schweizerfranken über die üblichen Schwankungen hinausgehen sollte (173 - 180 Franken für 100 Reichsmark), werden die Deutsche Verrechnungskasse und die Schweizerische Verrechnungsstelle im Einvernehmen miteinander die Kursbasis für dann etwa noch zu erfüllende auf Zloty lautende Zahlungsverbindlichkeiten festsetzen.

6) Kurs- und Zinsverluste.

Für Kurs- und Zinsverluste, die bei Zahlungen gemäß diesem Protokoll entstehen, übernehmen die Verrechnungsstellen keine Haftung. Sofern die privaten Parteien sich über die Zahlung derartiger Kurs- und Zinsverluste einigen, geschieht ihre Überweisung im Wege dieser Vereinbarung.

Berlin, den 9. August 1940

Für die Deutsche Regierung:

Wilhelm  
Leybold

Für den Schweizerischen Bundesrat:

Friedrich  
Halden



4 a

A N L A G E B

zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen  
Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940.

## V E R E I N B A R U N G

über den deutschen Reiseverkehr nach der Schweiz  
(Reiseverkehrsabkommen vom 9. August 1940).

940/2

## Artikel I.

Natürliche Personen, die ihren Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt im Deutschen Reich haben und die während der Dauer dieses Abkommens zu nichtgeschäftlichen Zwecken anderer als der in den Artikeln V, VI und VII bezeichneten Art nach der Schweiz reisen, können für drei Kalendermonate auf Grund einer Befürwortung der zuständigen deutschen Devisenstelle Franken im Gegenwert von höchstens 400.-- Reichsmark je Person und Kalendermonat über die jeweils geltende Freigrenze hinaus in Reisekreditbriefen, Reiseschecks, schweizerischen Reisepostschecks, Akkreditiven, Hotelgutscheinen, sowie Gutscheinen für Pauschal- oder Gesellschaftsreisen erwerben und nach der Schweiz verbringen.

Der Betrag von 400.-- Reichsmark ermäßigt sich auf 300.-- Reichsmark, wenn es sich um Personen handelt, die zu nichtgeschäftlichen Zwecken nach der Schweiz reisen und dort Privatquartier zu beziehen beabsichtigen (Privatwohnende).

## Artikel II.

Es werden ermächtigt

a) das Mitteleuropäische Reisebüro, G.m.b.H., und seine Vertretungen in Deutschland, die mit dem Verkauf der Fahrausweise der Deutschen Reichsbahn betraut sind,

MER - Reisekreditbriefe,  
 MER - Reiseschecks,  
 MER - Hotelgutscheine,  
 MER - Gutscheine für Gesellschafts- und Pauschalreisen,

sowie Auszahlungen

auszustellen oder zu vermitteln;

b) die amtlichen Reisebüros der Schweizerischen Bundesbahnen in Berlin und Wien

MER - Reisekreditbriefe,  
 Hotelgutscheine des Schweizerischen Verkehrsbüros,  
 Gutscheine für Gesellschafts- und Pauschalreisen  
 des Schweizerischen Verkehrsbüros,  
 Schweizerische Reisepostschecks,  
 sowie Auszahlungen

auszustellen oder zu vermitteln;

c) die Bahnhofwechselstuben der Deutschen Verkehrs-Kredit-Bank A.G.

Schweizerische

## Schweizerische Reisepostschecks

auszustellen;

- d) sämtliche Devisenbanken, die hierzu eine allgemeine Genehmigung der Devisenstelle Berlin erhalten haben oder noch erhalten werden,

Akkreditive,  
Kreditbriefe,  
Reiseschecks,  
sowie Auszahlungen

zu eröffnen, auszustellen oder zu vermitteln.

## Artikel III.

Die Abgabe der in diesem Abkommen vorgesehenen Reisezahlungsmittel ist, auch wenn sie auf Grund einer Genehmigung erfolgt, im Reisepass des Erwerbers einzutragen. Die Paßeintragung muß enthalten:

- a) Höhe, Art und, soweit möglich, die Nummer des Reisezahlungsmittels;
- b) Angabe des Kalendermonats, für den die Inanspruchnahme durch den Reisenden erfolgt;
- c) Datum und Unterschrift der Ausgabestelle;
- d) den Zusatz "Reiseverkehr Schweiz";
- e) Tag der Zuteilung der Reisezahlungsmittel.

Bei Gesellschaftsreisen ist entsprechend zu verfahren, wobei die auf den einzelnen Teilnehmer entfallenden Anteile im Reisepaß einzutragen sind.

## Artikel IV.

Die Nachsendung von Reisezahlungsmitteln nach der Schweiz für den ersten Monat des Aufenthalts des Reisenden bedarf der Genehmigung der zuständigen deutschen Devisenstelle. Die Genehmigung wird nur bei Vorliegen ganz besonderer Gründe erteilt.

Personen, die eine Reise über einen längeren Zeitraum als einen Kalendermonat auszudehnen beabsichtigen, können für den zweiten und dritten Kalendermonat des Aufenthalts in der Schweiz auf Grund einer Befürwortung der zuständigen deutschen Devisenstelle Reisezahlungsmittel bis zum Gegenwert von 400.-- Reichsmark je Person und Kalendermonat erwerben und nachgesandt erhalten. Der Betrag von 400.-- Reichsmark ermäßigt sich auf 300.-- Reichsmark, wenn es sich um Privatwohnende

wohnende gemäß Artikel I Absatz 2 handelt.

Im Falle der Nachsendung wird die in Artikel III vorgesehene Pässeintragung durch die schweizerische Einlösestelle vorgenommen. Die deutsche Ausgabestelle hat die schweizerische Einlösestelle unter Mitteilung des Kalendermonats der Inanspruchnahme und des Tages der Zuteilung um Vornahme der Pässeintragung zu ersuchen. Hierdurch wird die Einsendung des Reisepasses an die deutsche Ausgabestelle entbehrlich.

#### Artikel V.

Die Bestimmungen der Artikel I und IV gelten nur insoweit, als der Reisende den auf Grund besonderer Abkommen mit einzelnen Ländern über die jeweils geltende Freigrenze hinaus zulässigen Betrag im Reiseverkehr nach dem Ausland für keinen längeren Zeitraum als höchstens drei Kalendermonate während eines Kalenderjahres in Anspruch nimmt.

Dessenungeachtet wird die Genehmigung zum Erwerb und zur Überweisung von Reisezahlungsmitteln zur Bestreitung der Kosten für einen weiteren Aufenthalt in der Schweiz oder für eine Reise nach der Schweiz erteilt, wenn von der Devisenstelle festgestellt worden ist, daß der Reisende devisenrechtlich noch als Inländer anzusehen und ein längerer Aufenthalt in der Schweiz oder eine Reise nach der Schweiz aus gesundheitlichen Gründen erforderlich ist. Der Antrag muß durch das Zeugnis eines deutschen Amtsarztes belegt werden, wobei als amtsärztliches Zeugnis auch die mit Siegel versehenen Zeugnisse der beamteten Ärzte im Bereich des Reichsarbeitsministeriums, insbesondere der beamteten Ärzte des Reichsversorgungswesens, anzusehen sind. Soweit der Reisende infolge seines Gesundheitszustandes nicht in der Lage ist, sich das Zeugnis eines deutschen Amtsarztes zu beschaffen, wird auch das Zeugnis eines schweizerischen Amtsarztes anerkannt.

Ferner können unbeschadet der Bestimmungen in Absatz 1 und 2 und in Artikel I über die monatliche Höchstgrenze hinaus Genehmigungen zum Erwerb und zur Überweisung von Reisezahlungsmitteln erteilt werden, wenn dies zur Bestreitung unvorhergesehener Ausgaben (z.B. infolge Unfall, Krankheit, Tod) erforderlich

erforderlich ist.

Die Überweisungen der auf Grund von Genehmigungen gemäß Absatz 2 und 3 erworbenen Reisezahlungsmittel erfolgen durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse und der Schweizerischen Verrechnungsstelle (Auszahlungen).

#### Artikel VI.

Die Deutsche Regierung wird Personen, die durch amtsärztliches Zeugnis gemäß Artikel V Absatz 2 nachweisen, daß sie sich in einem schweizerischen Sanatorium, in einer Kuranstalt oder in einem ähnlichen Institut einer ärztlich geleiteten Kur unterziehen müssen (Sanatoriumsaufenthalt) und daß sie devisenrechtlich noch als Inländer anzusehen sind, die Genehmigung erteilen, über die jeweils geltende Freigrenze hinaus Reisezahlungsmittel der in Artikel V Absatz 4 genannten Art (Auszahlungen) bis zu einem Betrage im Gegenwert von 550.-- Reichsmark je Person und Kalendermonat zu erwerben und nach der Schweiz überweisen zu lassen.

Die Deutsche Regierung wird Personen, die durch eine Bescheinigung des Schweizerischen Fremdenverkehrsverbandes nachweisen, daß sie in einem dem Verband Schweizer Badekurorte angeschlossenen schweizerischen Heilbad Aufenthalt zu nehmen beabsichtigen (Bäderkuraufenthalt), die Genehmigung erteilen, sich über die jeweils geltende Freigrenze hinaus Franken im Gegenwert bis zu 550.-- Reichsmark je Person und Kalendermonat durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse und der Schweizerischen Verrechnungsstelle an den Verband Schweizer Badekurorte zu Gunsten des Reisenden im Wege der Auszahlung nach der Schweiz überweisen zu lassen. Das in Artikel IX Absatz 1 und 2 für Privatwohnende vorgesehene Auszahlungsverfahren gilt auch für Personen, die einen Bäderkuraufenthalt antreten.

#### Artikel VII.

Die Deutsche Regierung wird Personen, die selbst oder deren Erziehungsberechtigte ihren ausschließlichen Wohnsitz in Deutschland haben, zum Zwecke des Aufenthalts in schweizerischen Erziehungsinstituten, des Besuches von Fachschulen und höheren Lehranstalten oder zum Zwecke des Studiums an

schweizerischen

schweizerischen Hochschulen oder Universitäten (Studien- und Erziehungsaufenthalt) die Genehmigung erteilen, über die jeweils geltende Freigrenze hinaus Reisezahlungsmittel der in Artikel V Absatz 4 genannten Art (Auszahlungen) bis zu einem Betrage im Gegenwert von 250.-- Reichsmark je Person und Kalendermonat zu erwerben und nach der Schweiz überweisen zu lassen.

Bei Kindern und Jugendlichen unter 18 Jahren ermässigt sich der obige Betrag von 250.-- Reichsmark auf 200.-- Reichsmark. Jedoch können für Erziehungsaufenthalte bis zum Höchstbetrag von 350.-- Reichsmark Genehmigungen erteilt werden, wenn dem Antrag eine schriftliche Zustimmungserklärung der Schweizerischen Verrechnungsstelle zugrunde liegt. Diese wird derartige Zustimmungserklärungen nur abgeben, wenn sie durch die Unkosten der Aufnahme in einem Erziehungsinstitut gerechtfertigt sind.

#### Artikel VIII.

Die Einlösung der in Artikel I Absatz 1 genannten Reisekreditbriefe, Reiseschecks, Reisepostschecks und Akkreditive wird in der Schweiz wie folgt vorgenommen:

Der Reisende erhält bei den schweizerischen Einlösestellen auf Franken lautende Reise Gutscheine, die zu Sachleistungen (Sachgutscheine) und in beschränktem Umfange zu Barauszahlungen (Bargutscheine) berechtigen.

Die Bargutscheine lauten über je 50 Franken, die Sachgutscheine über je 10 Franken. Die in Absatz 1 genannten Reisezahlungsmittel dürfen nur auf durch 10 Franken teilbare Beträge ausgestellt werden. Spitzen, die bei der Bezahlung mit Bar- und Sachgutscheinen entstehen, werden in bar ausgeglichen.

Bargutscheine: Der Reisende hat für jeden Aufenthaltsmonat Anspruch auf höchstens die folgende Anzahl Bargutscheine zu je 50 Franken:

Bei Reisezahlungsmitteln gemäß Absatz 1 im Betrag

- bis 150.-- Fr. auf einen Bargutschein,
- bis 300.-- Fr. auf zwei Bargutscheine,
- bis 450.-- Fr. auf drei Bargutscheine,
- von 460.-- Fr. und mehr auf vier Bargutscheine.

Die Einlösung derselben seitens der schweizerischen Einlösestellen erfolgt gemäß nachstehender Staffelung:

erste

erste Auszahlung am Tage der Einreise	50.-- Fr.
zweite Auszahlung frühestens am zweiten Tage nach der ersten Auszahlung	50.-- Fr.
dritte Auszahlung frühestens am siebenten Tage nach der ersten Auszahlung	50.-- Fr.
vierte Auszahlung frühestens am vierzehnten Tage nach der ersten Auszahlung	50.-- Fr.

Die Auszahlung der Barbeträge ist im Paß zu vermerken.

Soweit Bargutscheine nicht eingelöst werden, berechtigen sie zur Bezahlung von Sachleistungen. Werden sie vor dem Termin, an welchem sie zur Bareinlösung fällig werden, zur Bezahlung von Sachleistungen verwendet, so muß der zu bezahlende Betrag mehr als 40 Franken betragen, das Herausgeld somit unter 10 Franken bleiben.

Sachgutscheine: Die Sachgutscheine dürfen nur zur Bezahlung der Rechnungen von Hotels, Pensionen, Garagen und Tankstellen, sowie von Fahrausweisen (nur für schweizerische Strecken) verwendet werden. Die Reisenden sind berechtigt, Anschaffungen des täglichen Reisebedarfs, Arztrechnungen, Skikurs- und Bergführertaxen und ähnliche Ausgaben durch Hingabe von Sachgutscheinen an die Hotels oder Pensionen durch diese bezahlen zu lassen, wobei den Hotels oder Pensionen eine zweite Ausfertigung der Rechnung überlassen werden muß. Rechnungsbeträge unter 5 Franken dürfen mit Sachgutscheinen nicht beglichen werden.

Die zuständigen schweizerischen Stellen werden dafür sorgen, daß die Annahme der Sachgutscheine nicht verweigert wird.

Im Pass des Reisenden eingetragene Hotelgutscheine und Gutscheine für Pauschal- und Gesellschaftsreisen sind bei der Gutscheinausgabe als Sachgutscheine zu bewerten, d.h. die Zahl der zu verabfolgenden Bargutscheine erfolgt auf Grund des Betrages der Hotelgutscheine zuzüglich der übrigen Reisezahlungsmittel.

#### Artikel IX.

Den gemäß Artikel I Absatz 2 Privatwohnenden werden die von den schweizerischen Einlösestellen ausgegebenen Rei-

segutscheine

segutscheine (Bar- und Sachgutscheine) in folgenden Raten eingelöst:

erste Auszahlung:	höchstens	50.-- Fr.
zweite Auszahlung:	frühestens am zweiten Tage nach der ersten Auszahlung, höchstens	100.-- Fr.
dritte Auszahlung:	frühestens am siebenten Tage nach der ersten Auszahlung, höchstens	200.-- Fr.
vierte Auszahlung:	frühestens am vierzehnten Tage nach der ersten Auszahlung	Restbetrag.

Gegen einen den Auszahlungsstellen gegenüber zu führenden Verbrauchsnachweis können die Ratenzahlungen erhöht oder kann der volle Betrag auf einmal ausgezahlt werden. Die Auszahlungen sind in den Reisepaß einzutragen.

Die auf Grund von Überweisungsanträgen gemäß Artikel V Absatz 2 und 3, Artikel VI Absatz 1 und Artikel VII durch Vermittlung und unter der Kontrolle der Schweizerischen Verrechnungsstelle erfolgenden Auszahlungen unterliegen im allgemeinen nicht der Staffelung und Eintragung in den Reisepaß. Die Schweizerische Verrechnungsstelle kann jedoch Überweisungen dieser Art den für Auszahlungen an Privatwohnende geltenden Bestimmungen unterwerfen, wenn die Begünstigten den zu führenden Verbrauchsnachweis ihr gegenüber nicht oder nicht rechtzeitig erbringen.

#### Artikel X.

Nachgesandte Reisezahlungsmittel (Artikel IV) der in Artikel I genannten Art dürfen frühestens einen Monat nach der vorhergehenden Auszahlung eingelöst bzw. verwendet werden.

#### Artikel XI.

Abgehobene, aber nichtverbrauchte Frankenbeträge sind im internationalen Postanweisungsverkehr nach Deutschland zu überweisen. Diese Beträge sind demnach vor der Ausreise aus der Schweiz bei einer schweizerischen Poststelle einzuzahlen, wobei der Reisende außer der Postanweisung ein für die Schweizerische Verrechnungsstelle bestimmtes Meldeformular auszufüllen hat. Die Deutsche Regierung wird dafür sorgen, daß jeder Reisende bei Erwerb der Reisezahlungsmittel

tel



tel. auf diese Verpflichtung aufmerksam gemacht wird.

Nichtverbrauchte Bar- und Sachgutscheine sind von den Reisenden vor der Ausreise aus der Schweiz durch Vermittlung der von der Schweiz benannten Einlösestellen und überdies durch die rechnungspflichtigen schweizerischen Poststellen dem Schweizerischen Fremdenverkehrsverband zuzustellen. Den Reisenden ist hierüber eine Quittung auszuhändigen.

Der Reichsmark-Gegenwert der abgehobenen, aber nichtverbrauchten Zahlungsmittel wird nach Abzug der Postanweisungsgebühr dem Reisenden spätestens vier Wochen nach dem Tag der Einzahlung bzw. der Abgabe der Gutscheine ausbezahlt.

Der Gegenwert in Schweizerfranken wird dem Reiseverkehrskonto bei der Schweizerischen Nationalbank wieder gutgebracht.

#### Artikel XII.

Die Reisezahlungsmittel müssen selbst oder auf einem besonderen Blatt einen sichtbar aufgedruckten Vermerk aufweisen, welcher dem Reisenden auf die Verpflichtung der Verwendung der auf Grund der Reisezahlungsmittel erhaltenen Barbeträge und Gutscheine zu Zahlungen in der Schweiz und nur für Ausgaben, die mit der Reise in Zusammenhang stehen, sowie auf die Verpflichtung zur Rückgabe nichtverbrauchter Barbeträge, Gutscheine und Reisekreditdokumente aufmerksam macht. Ferner ist auf die Folgen hinzuweisen, welche eine mißbräuchliche Verwendung des Geldes nach den deutschen Devisenbestimmungen und den schweizerischen Strafbestimmungen nach sich ziehen kann.

#### Artikel XIII.

Die schweizerischen Einlösestellen werden bei den Auszahlungen der Reisezahlungsmittel und Überweisungen gemäß Artikel I und Artikel V Absatz 4 keine höhere Gebühr als die bisher übliche Einlösungsgebühr erheben. Jedoch dürfen für die Einlösung der Bargutscheine besondere Gebühren bis zu 0.50 Fr. je Auszahlung erhoben werden.

#### Artikel XIV.

Die laut Artikel V A. des Abkommens über den deutsch-  
schweizerischer

schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 dem Reiseverkehrskonto gutgeschriebenen Beträge werden gemäß den Bestimmungen dieser Anlage zur Ausführung der Zahlungsaufträge der Deutschen Verrechnungskasse, die den Reiseverkehr nach der Schweiz betreffen, verwendet.

#### Artikel XV.

Zur Durchführung der Verrechnung über die Schweizerische Nationalbank und die Deutsche Verrechnungskasse wird folgendes bestimmt:

1.) Die in Artikel II genannten Ausgabestellen werden ermächtigt, von der Deutschen Verrechnungskasse für die in Artikel I aufgeführten Reisezahlungsmittel gegen entsprechende Einzahlungen Franken aus den Beständen des Reiseverkehrskontos bei der Schweizerischen Nationalbank anzufordern.

2.) Die Schweizerische Nationalbank stellt den Einlösestellen für die von den deutschen Ausgabestellen abgegebenen Reisezahlungsmittel die entsprechende Deckung zu Lasten des Reiseverkehrskontos der Deutschen Verrechnungskasse bei der Schweizerischen Nationalbank zur Verfügung.

Alle für die Durchführung dieses Verrechnungsverkehrs über die Schweizerische Nationalbank und die Deutsche Verrechnungskasse erforderlichen technischen Maßnahmen sind, wenn nötig, durch besonders zu vereinbarende Ausführungsbestimmungen zu ordnen.

Alle für die Ausstellung und Einlösung der Reisezahlungsmittel, sowie die Verwendung der Reise Gutscheine erforderlichen Bestimmungen und etwaige Zweifelsfragen werden im gegenseitigen Einvernehmen zwischen der Schweizerischen Gesandtschaft und dem Reichswirtschaftsministerium geregelt.

#### Artikel XVI.

Es besteht Einverständnis darüber, daß aus den gemäß den Bestimmungen dieses Abkommens für den deutschen Reiseverkehr nach der Schweiz bereitgestellten Mitteln auch die Aufwendungen für Armenunterstützungen, Krankenkassenzahlungen, Pensionen (soweit die Pensionen nicht Nebenkosten im Warenverkehr gleichzustellen sind) und dergl. bestritten werden.

werden.

#### Artikel XVII.

Von den ab 1. August 1940 vorgenommenen monatlichen Übertragungen auf das Reiseverkehrskonto werden monatlich 400.000.-- Franken für den genehmigungsfreien Reiseverkehr (Artikel I) und für Zahlungen gemäß Artikel V Absatz 3 und 1.100.000.-- Franken für den genehmigungspflichtigen Reiseverkehr (Artikel V Absatz 2, Artikel VI und Artikel VII), sowie für Armenunterstützungen, Krankenkassenzahlungen, Pensionen (soweit die Pensionen nicht Nebenkosten im Warenverkehr gleichzustellen sind) und dergl. verwendet.

#### Artikel XVIII.

Der Schweizerische Bundesrat wird gegebenenfalls Maßnahmen dafür treffen, daß die Auszahlungen an die Reisenden aus Deutschland keine Verzögerungen erfahren.

#### Artikel XIX.

In der Gruppe des genehmigungsfreien Reiseverkehrs nicht ausgenützte Beträge können in der Gruppe des genehmigungspflichtigen Reiseverkehrs verwendet werden und umgekehrt. In einem Monat nicht verbrauchte Restbeträge werden auf den nächsten Monat übertragen.

Am Ende eines Kalendervierteljahres nicht ausgenützte Beträge beider Gruppen werden, soweit sich dafür im darauffolgenden Monat keine Verwendung findet, auf das Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" übertragen.

Der Gegenwert der gemäß Artikel XI abgehobenen, aber nicht verbrauchten Reisezahlungsmittel wird zur Hälfte für den genehmigungspflichtigen Reiseverkehr und zur Hälfte für den genehmigungsfreien Reiseverkehr verwendet.

#### Artikel XX.

Dieses Abkommen gilt, vorbehaltlich von Artikel VIII des Abkommens über den Deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr, bis zum 30. Juni 1941.

Berlin, den 9. August 1940.

Für die Deutsche Regierung:

Wichl  
Leybold

Für den Schweizerischen Bundesrat:

Jordan  
Haller

Ministerialrat Seyboth  
Reichswirtschaftsministerium

46

Berlin, den 9. August 1940.

Betr. Deutsch-schweizerischer Reiseverkehr.

Unter Bezugnahme auf die Verhandlungen im Juli 1940 erlaube ich mir, Ihnen unter Aufhebung meines Schreibens vom 24. Oktober 1939 folgendes mitzuteilen:

1.) Von dem gemäß Artikel XVII des Reiseverkehrsabkommens für den genehmigungsfreien Reiseverkehr bereitzustellenden Betrag werden monatlich wenigstens 200.000.-- Franken zur Abgabe an in Deutschland ansässige schweizerische Staatsangehörige verwendet, die im genehmigungsfreien Reiseverkehr nach der Schweiz zu reisen beabsichtigen.

Soweit solche schweizerische Staatsangehörige einen Ausreiserechtvermerk erhalten, werden Befürwortungen gemäß Artikel I des Reiseverkehrsabkommens erteilt werden.

Es wird vorgesehen, Personen schweizerischer Staatsangehörigkeit, die eine Reise über einen längeren Zeitraum als drei Kalendermonate auszudehnen beabsichtigen, ausnahmsweise die Genehmigung zu erteilen, einmalig für weitere drei Kalendermonate des Aufenthalts in der Schweiz Reisezahlungsmittel gemäß Artikel I des Reiseverkehrsabkommens zu erwerben und nach der Schweiz zu verbringen, wenn sie eine Zustimmungserklärung des Schweizerischen Fremdenverkehrsverbandes vorlegen.

2.) Für den Besuch des Deutschen Kriegerkurhauses Davos-Dorf, der Deutschen Heilstätte in Davos-Wolfgang und des Deutschen Hauses in Agra werden monatlich Franken im Gegenwert bis zu 124.000.-- Reichsmark verwendet, und zwar aus den Beträgen, die gemäß Artikel XVII des Reiseverkehrsabkommens für den genehmigungspflichtigen Reiseverkehr bereitzustellen sind.

3.) Die Amtlichen Reisebüros der Schweizerischen Bundesbahnen in Berlin und Wien und das Mitteleuropäische Reisebüro, G.m.b.H., sind ermächtigt, Fahrausweise schweizerischer Bergbahnen auch

ohne

An die Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements

in Bern

940/2

ohne Vorlage schweizerischer Fahrausweise ab deutsche Grenze abzugeben (beispielsweise an Reisende, die mit Kraftwagen in die Schweiz reisen). Die dafür erforderlichen Mittel werden aus den Beträgen zur Verfügung gestellt, die gemäß Artikel XVII des Reiseverkehrsabkommens dem genehmigungsfreien Reiseverkehr zufließen.

4.) Es besteht Einverständnis darüber, daß die den deutschen Reisenden in der Schweiz auf Grund des Reiseverkehrsabkommens zur Verfügung stehenden Barbeträge und Sachgutscheine zum Erwerb von Fahrausweisen nur über schweizerische Strecken verwendet werden dürfen, insbesondere also nicht für anschließende deutsche Strecken ab deutsch-schweizerischer Grenze. Mit Rücksicht darauf, daß bereits nach den tatsächlichen Verhältnissen der Erwerb von Fahrausweisen über nichtschweizerische Strecken durch deutsche Reisende in der Schweiz selten ist und es sich hierbei regelmäßig um dringliche Sonderfälle handelt, wird von schweizerischer Seite gegen den Erwerb von Fahrausweisen über nichtschweizerische Strecken in diesen Sonderfällen zur Vermeidung von Härten eine Beanstandung nicht vorgenommen werden.

5.) Die schweizerischen Einlösestellen werden in Fällen, in denen die Benutzung von Bar- und Sachgutscheinen durch deutsche Reisende auf besondere Schwierigkeiten stößt, die Reisezahlungsmittel sofort in voller Höhe in bar zur Verfügung stellen, sofern die Reisenden ein entsprechendes Empfehlungsschreiben einer deutschen Ausgabestelle vorlegen.

*Hybrid.*

5a

A N L A G E C

zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen  
Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940.

Vereinbarungen über die Durchführung des deutschen  
Transfermoratoriums.

(Transfervereinbarung vom 9. August 1940).

### Gegenstand des Abkommens.

1. Nach Maßgabe der nachfolgenden Bestimmungen werden die Ansprüche der schweizerischen Gläubiger für Zinsen und Gewinnanteile, ferner für Mietzinsen, Pachtzinsen und ähnliche regelmäßig wiederkehrende Leistungen aus Guthaben und Vermögensanlagen in Deutschland geregelt, die unter das Gesetz über Zahlungsverbindlichkeiten gegenüber dem Ausland vom 9. Juni 1933 fallen und zwar, soweit die Ansprüche in der Zeit vom 1. Juli 1940 bis einschließlich 30. Juni 1941 gegenüber deutschen Schuldnern fällig sind und Zahlungen an die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden (im folgenden "Konversionskasse" genannt) bis 15. August 1941 geleistet werden.  
Die Devisenstellen werden die Einzahlungsgenehmigungen für Vermögenserträge zu Gunsten schweizerischer Gläubiger gemäß § 1 Satz 2 des Gesetzes über Zahlungsverbindlichkeiten gegenüber dem Ausland vom 9. Juni 1933 im Rahmen der Bestimmungen dieser Anlage C erteilen.
2. Kapitalrückzahlungen sind gemäß Artikel III Ziffer 5 lit. g des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 ( im folgenden "Verrechnungsabkommen" genannt) vom Verrechnungsverkehr ausgeschlossen. Für die Behandlung von regelmäßigen Tilgungsbeträgen gelten die Bestimmungen von Ziffer 9.
3. Schweizerische Gläubiger.  
Schweizerische Gläubiger im Sinne dieses Abkommens sind natürliche Personen, welche die Staatsangehörigkeit einer der beiden vertragschließenden Parteien besitzen und ihren ständigen Wohnsitz in der Schweiz haben. Deutsche Staatsangehörige gelten als schweizerische Gläubiger nur, wenn sie ihren ständigen Wohnsitz schon vor dem 1. Juli 1935 aus dem alten Reichsgebiet oder vor dem 12. März 1938 aus dem Lande Österreich oder aus den sudetendeutschen Gebieten oder vor dem 21. März 1939 aus dem Memellande oder vor dem 1. September 1939 aus dem Gebiete der bisherigen Freien Stadt Danzig oder vor dem 10. Mai 1940 aus dem Gebiet von Eupen, Malmedy und Moresnet in die Schweiz verlegt haben.

Ferner

Ferner sind schweizerische Gläubiger im Sinne dieses Abkommens juristische Personen sowie Handelsgesellschaften, die ihren Sitz in der Schweiz haben, es sei denn, daß sie nach dem 30. Juni 1935 von Personen errichtet worden sind, welche nach den Bestimmungen dieser Transfervereinbarung nicht als schweizerische Gläubiger anzusehen sind. Um die Eigenschaft als schweizerische Gläubiger gemäß den vorstehenden Bestimmungen geltend machen zu können, ist zudem erforderlich, daß die Gläubiger

- a) soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im alten Reichsgebiet handelt, entweder schon am 1. Juli 1933 Eigentümer der Wertpapiere oder Gläubiger der Forderungen waren, deren Erträgnisse unter das Transfermoratorium fallen, oder nach dem Stichtage noch solche Wertpapiere oder Forderungen erworben haben, für welche die genannten Merkmale am Stichtage gegeben waren,
- b) soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im Lande Österreich handelt, entweder schon am 12. März 1938 Eigentümer der Wertpapiere oder Gläubiger der Forderungen waren, deren Erträgnisse unter das Transfermoratorium fallen, oder nach dem Stichtage noch solche Wertpapiere oder Forderungen erworben haben, für welche die genannten Merkmale am Stichtage gegeben waren,
- c) soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern in den sudetendeutschen Gebieten handelt, entweder schon am 12. März 1938 Eigentümer der Wertpapiere oder Gläubiger der Forderungen waren, deren Erträgnisse unter das Transfermoratorium fallen, oder nach dem Stichtage noch solche Wertpapiere oder Forderungen erworben haben, für welche die genannten Merkmale am Stichtage gegeben waren. Haben Gläubiger schweizerischer Staatsangehörigkeit in der Zeit vom 13. März 1938 bis einschließlich 29. September 1938 Forderungen gegenüber Schuldern

in



in den sudetendeutschen Gebieten erworben, deren Erträge unter das Transfermoratorium fallen, so sollen diese Forderungen gemäß den Bestimmungen dieser Transfervereinbarung abgewickelt werden,

d) soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im Memelland handelt,

entweder schon am 22. März 1939 Eigentümer der Wertpapiere oder Gläubiger der Forderungen waren, deren Erträge unter das Transfermoratorium fallen, oder nach dem Stichtage solche Wertpapiere oder Forderungen erworben haben, für welche die genannten Merkmale am Stichtage gegeben waren,

e) soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im Gebiete der bisherigen Freien Stadt Danzig handelt,

entweder schon am 1. September 1939 Eigentümer der Wertpapiere oder Gläubiger der Forderungen waren, deren Erträge unter das Transfermoratorium fallen,

oder nach dem Stichtage solche Wertpapiere oder Forderungen erworben haben, für welche die genannten Merkmale am Stichtage gegeben waren,

f) soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im Gebiete von Eupen, Malmedy und Moresnet handelt,

entweder schon am 10. Mai 1940 Eigentümer der Wertpapiere oder Gläubiger der Forderungen waren, deren Erträge unter das Transfermoratorium fallen, oder nach dem Stichtage solche Wertpapiere oder Forderungen erworben haben, für welche die genannten Merkmale am Stichtage gegeben waren.

Als Eigentümer oder Gläubiger gelten nicht solche Personen, denen die Zins- oder Gewinnanteilscheine oder die Zinsforderungen nur zur Einziehung oder die Wertpapiere und Forderungen nur sicherheitshalber (pfandweise) übertragen worden sind.

Es bleibt vorbehalten, abweichend von diesen Grundsätzen in Einzelfällen die Unterstellung unter die Transfervereinbarung zwischen den zuständigen schweizerischen Stellen und dem Reichswirtschaftsministerium zu vereinbaren.

4. Die schweizerische Verrechnungsstelle behält sich vor, bei Ansprüchen aus Vermögenserträgen (vgl. Ziffer 1) von in der Schweiz domizilierten Finanz- und Holdinggesellschaften zu prüfen, wie weit das schweizerische Interesse an solchen Ansprüchen geht und gegebenenfalls im Einvernehmen mit dem Reichswirtschaftsministerium derartige Ansprüche ganz oder teilweise abzulehnen.
5. Soweit Gläubiger schweizerischer Staatsangehörigkeit nach dem 1. Juli 1933 aus dem alten Reichsgebiet oder nach dem 12. März 1938 aus dem Lande Österreich oder aus den sudetendeutschen Gebieten oder nach dem 21. März 1939 aus dem Memelland oder nach dem 31. August 1939 aus dem Gebiete der bisherigen Freien Stadt Danzig oder nach dem 9. Mai 1940 aus dem Gebiete von Eupen, Malmedy und Moresnet deutsche Vermögensanlagen durch Erbgang erworben haben, unterliegen die Zinsen und sonstigen Erträge dieser Vermögenswerte der Regelung nach dieser Anlage. Ziffer 3 Absatz 3 gilt sinngemäß.
6. Als schweizerisches Eigentum werden auch deutsche Wertpapiere anerkannt, welche von schweizerischen Gläubigern,  
soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im alten Reichsgebiet handelt, in der Zeit vom 1. Juli bis 21. September 1933,  
soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im Lande Österreich handelt, in der Zeit vom 13. März bis einschließlich 29. April 1938 und,  
soweit es sich um von schweizerischen Staatsangehörigen erworbene Forderungen gegenüber Schuldern in den sudetendeutschen Gebieten handelt, in der Zeit vom 13. März bis einschließlich 29. September 1938, an einer schweizerischen Börse erworben wurden, ohne daß die Gläubiger wissen konnten, ob die Papiere aus schweizerischem oder ausländischem Besitz stammten.
- Haben schweizerische Gläubiger in der Zeit vom 30. April bis einschließlich 20. Mai 1938 Forderungen gegenüber Schuldern im Lande Österreich von Personen erworben, deren Wertpapiere auf Grund der vorstehenden Bestimmungen als schweizerisches Eigentum anzusehen sind, so werden diese Wertpapiere

Wertpapiere weiter als schweizerisches Eigentum behandelt.

Ferner werden deutsche Wertpapiere, die in den angegebenen Zeitabschnitten auf andere Weise erworben wurden, als schweizerisches Eigentum angesehen, wenn vom Reichswirtschaftsministerium oder der Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung das Vorliegen eines Härtefalles anerkannt worden ist.

7. Bei der Dawes- und bei der Young-Anleihe wird als Stichtag für den Nachweis des schweizerischen Eigentums der 15. Juni 1934 festgesetzt.

Bei der 6% Anleihe der Badischen Landeselektrizitätsversorgung A.G. (Badenwerk) von 1928 und 1930 sowie bei der 6% Anleihe der Schluchsewerk A.G. von 1929 wird als Stichtag für den Nachweis des schweizerischen Eigentums der 18. April 1935 festgesetzt.

8. Der Nachweis des schweizerischen Eigentums der Wertpapiere geschieht durch Affidavits. Die Aussteller haben sich in den Affidavits zu verpflichten, deren Richtigkeit jederzeit an Hand der Akten und Bücher durch eine Treuhandstelle nachprüfen zu lassen.

Das Bankenkonsortium verpflichtet sich, die Kontrolle der Affidavits durch die von ihm bezeichneten Treuhandstellen mittels Stichproben und in Verdachtsfällen durch Totalrevisionen zu veranlassen.

9. Kapitalfälligkeiten.

Für die innerhalb der Dauer des Abkommens fällig werden den Kapitalforderungen schweizerischer Gläubiger, sei es bei Serien- oder anderen Anleihen oder bei Einzelforderungen, bleiben die mit den Gläubiger-Komitees der verschiedenen Länder vereinbarten besonderen Bestimmungen vorbehalten (vgl. Vorschriften über die Verwendung der für Anleihen bei der Konversionskasse eingezahlten Tilgungsbeträge und betreffend Tilgung von Einzelschulden vom 3. Februar 1939).

10. Abgeltung und Transfer der Ansprüche.

Aus dem gemäß Artikel V des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 9. August 1940 gebildeten Transferfonds

fonds werden voraus die Zinsscheine der 5% Anleihe der Kraftübertragungswerke Rheinfelden von 1927, der 5 1/2 % Anleihe der Rheinkraftwerk Albbruck-Dogern A.G. von 1930 sowie der 6% Anleihe der Stadt Konstanz von 1928 in Höhe des vollen vertraglichen Zinssatzes dieser Anleihen bezahlt

11. Den schweizerischen Gläubigern wird zur Abgeltung ihrer Ansprüche gemäß Ziffer 1, mit Ausnahme der in Ziffern 10 und 14 genannten, im Auftrag der Konversionskasse ein Angebot auf Barzahlung aus dem Transferfonds durch das Schweizerische Bankenkonsortium oder die Schweizerische Verrechnungsstelle gemacht werden:
- a) Die Gläubiger von festverzinslichen Einzelforderungen und die Inhaber von Anleihestücken erhalten eine Barzahlung von jährlich 2%.
  - b) Bei Ansprüchen aus Aktiendividenden und sonstigen auf Reichsmark lautenden Gewinn-Erträgen erhält der Berechtigte eine Barzahlung von 1 1/4 % und 1/7 des Unterschiedes zwischen der Barquote und dem Dividenden-Nettobetrag. Die angebotene Barauszahlung darf den Satz von jährlich 4 1/2 % nicht übersteigen.
  - c) Miet- und Pachtzinsen werden mit 40% der bei der Konversionskasse eingezahlten Beträge - ohne Rücksicht, ob es sich um den Brutto- oder Nettoertrag handelt - bar ausgezahlt.
  - d) Gewinnanteile von Kapitalbeteiligungen, deren Nennbetrag nicht bestimmbar ist, insbesondere Entnahmen aus Gesellschaften bürgerlichen Rechts, werden folgendermaßen abgewickelt: Einzahlungen bis zur Höhe von 50.000.- Reichsmark werden mit einer Barzahlung von 28%, Einzahlungen, welche diesen Betrag übersteigen, hinsichtlich des überschüssenden Betrages mit 25% abgegolten.

12. Der Gläubiger hat sich innerhalb von zwei Monaten seit dem Tage der Absendung des Angebots - bei deutschen Auslandsanleihen innerhalb von drei Monaten vom Tage der Bekanntmachung der Einlösmöglichkeit in der Schweiz - zu erklären, ob er das Angebot annimmt. Diese Fristen sind gewahrt, wenn

der

der Gläubiger innerhalb derselben seine Erklärung gegenüber dem Schweizerischen Bankenkonsortium oder der Schweizerischen Verrechnungsstelle abgibt. Diese Stellen sind ermächtigt, auch nach Ablauf dieser Fristen bis zum 31. Dezember 1941 eine Erklärung als rechtzeitig anzuerkennen, wenn der Gläubiger nachweislich aus entschuldbaren Gründen seine Erklärung verspätet abgegeben hat.

Die Annahme der Barzahlung gilt als Annahme des Angebots. Nichtannahme des Angebots innerhalb der festgesetzten Fristen gilt vorbehaltlich der Ausnahme des vorstehenden Absatzes als Ablehnung.

Durch die Annahme des Angebots sind die Ansprüche des Gläubigers aus der betreffenden Fälligkeit abgegolten.

13. Lauten die schweizerischen Ansprüche aus Vermögenserträgen gemäß Ziffer 11 lit. a auf Reichsmark, so wird die auszuschüttende Barquote auf die Höhe beschränkt, welche sich bei einer Barauszahlung des Reichsmarkbetrages auf Grund der alten Parität von 123,50 Franken für 100 Reichsmark ergeben hätte, während bei der Abwicklung der übrigen Reichsmarkansprüche gemäß Ziffer 11 lit. b-d die Barauszahlung bis zum Kurse von 175 Franken für 100 Reichsmark, vorbehaltlich von Ziffer 11 des Zeichnungsprotokolls zu dieser Anlage, berechnet wird.
14. Die schweizerischen Gläubiger, welche Inhaber der in der Zeit vom 1. Juli 1940 bis einschließlich 31. Dezember 1940 fällig werdenden Zinsscheine der Dawes- und Young-Anleihe sind, erhalten einen Bartransfer von jährlich 3%.
15. Die infolge Abgeltung gemäß Ziffer 11 zu Gunsten der Konversionskasse anfallenden Beträge werden nach Abzug der für die Kommission gemäß Ziffer 19 benötigten Beträge von der Deutschen Golddiskontbank zum Zwecke der Förderung der deutschen Ausfuhr nach der Schweiz verwendet.
16. Schweizerische Gläubiger, welche das in diesem Abkommen vorgesehene Angebot der Konversionskasse nicht annehmen, behalten ihre vollen Ansprüche. Die Deutsche Regierung

Regierung erklärt, solche Gläubiger in keinem Falle besser zu behandeln als diejenigen, welche das erwähnte Angebot angenommen haben.

17. Schweizerische Gläubiger von Zinsforderungen, die mit einer Gold- oder einer Kurssicherungsklausel ausgerüstet sind, begeben sich durch Zustimmung zur Abgeltung ihrer Ansprüche auf Grund dieses Abkommens im Einzelfall weder für die später fällig werdenden Zinsen noch für das Kapital ihres Rechtes auf Zahlung in Gold bzw. zum kursgesicherten Gegenwert.
18. Über die Durchführung der Barzahlungen werden Durchführungsabkommen geschlossen, und zwar für Einzelschuldverhältnisse zwischen der Schweizerischen Verrechnungsstelle und der Konversionskasse (Erstes Durchführungsabkommen) und für Verpflichtungen aus Wertpapieren zwischen dem Schweizerischen Bankenkonsortium und der Konversionskasse (Zweites Durchführungsabkommen).
19. Die Konversionskasse vergütet dem Schweizerischen Bankenkonsortium und der Schweizerischen Verrechnungsstelle für die Durchführung der ihnen übertragenen Aufgaben eine angemessene Kommission, die aus dem Transferfonds vorweggenommen wird.
20. Liquidationsklausel.

Falls bei Ablauf dieser Vereinbarung Ansprüche auf Bartransfer gemäß Ziffern 10, 11 und 14 sowie gemäß dem Briefwechsel betreffend die österreichischen Anleihen vom heutigen Tage noch nicht erledigt sind, werden sie aus den im Transferfonds etwa noch vorhandenen Mitteln abgewickelt werden. Sollten diese Mittel zur Abgeltung der entstandenen Ansprüche nicht ausreichen, so werden sich die Parteien über die Abtragung der Rückstände ins Einvernehmen setzen.

Berlin, den 9. August 1940.

Für die Deutsche Regierung:

Winkel  
Leybold

Für den Schweizerischen Bundesrat:

Fritsch  
Haller

56

ZEICHNUNGSPROTOKOLL

zu den Vereinbarungen über die Durchführung  
des deutschen Transfermoratoriums (Transfer-  
vereinbarung vom 9. August 1940, Anlage C zum  
Abkommen über den deutsch-schweizerischen  
Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940).

Unter Bezugnahme auf Anlage C, Vereinbarungen über die Durchführung des deutschen Transfermoratoriums (Transfervereinbarung vom 9. August 1940), wird festgestellt, daß Einverständnis besteht über folgende weitere Punkte:

1. Fürstentum Liechtenstein.

Die Bestimmungen der Anlage C (Transfervereinbarung vom 9. August 1940) sind auf das Fürstentum Liechtenstein nur anwendbar, soweit es sich um Forderungen und Wertpapiere handelt, die im Eigentum stehen:

- a) von natürlichen Personen deutscher, schweizerischer oder liechtensteinischer Staatsangehörigkeit mit ständigem Wohnsitz im Fürstentum Liechtenstein,
- b) von liechtensteinischen Staatsangehörigen mit ständigem Wohnsitz in der Schweiz,
- c) der Sparkasse für Liechtenstein (Liechtensteinische Landesbank) in Vaduz oder der Bank in Liechtenstein A.G. in Vaduz.

Die deutsch-schweizerische Transfervereinbarung vom 24. Oktober 1939 findet auf die in der Zeit vom 1. Oktober 1939 bis 30. Juni 1940 fällig gewordenen Erträgnisse zu Gunsten liechtensteinischer Staatsangehöriger mit ständigem Wohnsitz in der Schweiz rückwirkend Anwendung.

Die Behandlung der Erträgnisse des fürstlich-liechtensteinischen Vermögens bleibt einer Sonderregelung vorbehalten.

2. Wertschriften schweizerischer Versicherungsgesellschaften.

Als schweizerisches Eigentum gelten Werte schweizerischer Versicherungsgesellschaften, für welche die Voraussetzungen des schweizerischen Eigentums nach den Grundsätzen der Transfervereinbarung sonst nicht erfüllt werden, wenn es sich handelt:

- a) um Werte, die für das deutsche Geschäft erforderlich sind und den Gesellschaften gehören, die in Deutschland zum Geschäftsbetrieb keiner besonderen Zulassung bedürfen (Rück- und Transportversicherung);
- b) um Werte, die die Gesellschaften außerhalb des Deckungsstocks und der Kautions besitzen oder neu erwerben und die dazu bestimmt sind, später dem Deckungsstock zugeführt zu werden, soweit sie Gesellschaften gehören, die in



- in Deutschland zum Geschäftsbetrieb zugelassen sind;
- c) um Werte, die ordnungsgemäß zum Deckungsstock oder der Kautions für den deutschen Geschäftsbetrieb gehören, aber nicht vom Reichshauptbevollmächtigten verwaltet werden, soweit sie Gesellschaften gehören, die in Deutschland zum Geschäftsbetrieb zugelassen sind;
  - d) um österreichische Werte, welche schweizerischen Versicherungsgesellschaften gehören und von denen nachgewiesen wird, daß sie schon vor dem 13. März 1938 zum österreichischen Geschäft gehört haben;
  - e) um sudetendeutsche Werte, welche schweizerischen Versicherungsgesellschaften gehören und von denen nachgewiesen wird, daß sie schon vor dem 30. September 1938 zum sudetendeutschen Geschäft gehört haben;
  - f) um memelländische Werte, welche schweizerischen Versicherungsgesellschaften gehören und von denen nachgewiesen wird, daß sie schon vor dem 22. März 1939 zum memelländischen Geschäft gehört haben;
  - g) um Danziger Werte, welche schweizerischen Versicherungsgesellschaften gehören und von denen nachgewiesen wird, daß sie schon vor dem 1. September 1939 zum Danziger Geschäft gehört haben;
  - h) um Werte im Gebiet von Eupen, Malmedy und Moresnet, welche schweizerischen Versicherungsgesellschaften gehören und von denen nachgewiesen wird, daß sie schon vor dem 10. Mai 1940 zum Geschäft in diesem Gebiet gehört haben.

Die Bestätigung, daß die Voraussetzungen zu a-h erfüllt sind, wird in den Fällen zu a,d,e,f,g und h durch eine Erklärung des Reichswirtschaftsministeriums, in den Fällen zu b und c durch das Reichsaufsichtsamt für Privatversicherung in Berlin erteilt.

### 3. Besitz von Auslandschweizern.

Als schweizerisches Eigentum gilt ferner folgender Besitz an deutschen Wertpapieren schweizerischer Staatsangehöriger, die ihren ständigen Wohnsitz außerhalb des Deutschen Reiches und der Schweiz haben:

- a) Obligationen deutscher Schweizerfranken-Anleihen, wenn das Eigentum am 1. Juli 1933 festgestellt ist, soweit es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im alten Reichsgebiet handelt,
- b) Obligationen österreichischer Schweizerfranken-Anleihen, wenn das Eigentum am 12. März 1938 festgestellt ist,

c)

- c) Obligationen anderer deutscher Anleihen und deutsche Aktien, wenn diese Titel vor dem 1. Juli 1933 in der Schweiz durch eine schweizerische Bank verwaltet wurden und vom Reichswirtschaftsministerium oder von der Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung das Vorliegen eines Härtefalles anerkannt worden ist. In gleicher Weise werden solche Werte behandelt, wenn es sich um Forderungen gegenüber Schuldern im Lande Österreich, in den sudetendeutschen Gebieten, im Memelland, im Gebiete der bisherigen Freien Stadt Danzig und im Gebiete von Eupen, Malmedy und Moresnet handelt, und sie vor dem 12. März 1938 bzw. 22. März 1939 bzw. 1. September 1939 bzw. 10. Mai 1940 in der Schweiz durch eine schweizerische Bank verwaltet wurden.

Die unter den früheren deutsch-schweizerischen Transferabkommen seit Oktober 1933 bewilligten Gesuche schaffen für die betreffenden Titel Recht, solange letztere in Schweizerbesitz bleiben. Es ist infolgedessen nicht erforderlich, die früher schon gestellten und bewilligten Gesuche für Auslandschweizer unter dem jetzigen Abkommen zu erneuern.

4. Stichtag für Dawes- und Young-Anleihe.

Titel der

7 % Deutschen Reichsanleihe von 1924 (Dawes) und

5 1/2 % Internationalen Anleihe des Deutschen Reiches 1930 (Young),

die in der Zeit vom 15. bis 30. Juni 1934 von schweizerischen Gläubigern gutgläubig erworben worden sind, gelten ebenfalls als schweizerisches Eigentum. Die Leitung des Schweizerischen Bankenkonsortiums wird die Ausstellung von Affidavits für solche Fälle bei sich zentralisieren und das Reichswirtschaftsministerium in jedem einzelnen Fall benachrichtigen.

5. Konversionen.

Wenn ein schweizerischer Gläubiger Titel einer deutschen Anleihe in Titel einer deutschen Konversions- oder Umtauschanleihe umwandelt, so gelten die neuen

Titel

el ohne weiteres als schweizerisches Eigentum. Die Leitung Schweizerischen Bankenkonsortiums wird für die Konversions-Umtauschtitel unter Annullierung der Affidavits für die en Titel Ersatzaffidavits ausstellen.

#### Umtauschoperationen.

Wenn ein schweizerischer Gläubiger deutsche Wertpapiere verkauft und aus dem Erlös andere deutsche Wertpapiere aus dem Reichsschweizerischem Besitz anschafft, so sind die neuen Titel als schweizerisches Eigentum anzuerkennen und mit Affidavits zu versehen. soweit durch diesen Umtausch nicht eine vermehrte Devisenbelastung Deutschlands bzw. eine vermehrte Belastung des Transferfonds entsteht.

Über die Durchführung dieses Grundsatzes ist zwischen der Reichsstelle für Devisenbewirtschaftung und der Leitung des Schweizerischen Bankenkonsortiums durch Briefwechsel vom 1. Juli 1934 das Nötige vereinbart worden.

Die oben erwähnte Regelung findet auch dann Anwendung, wenn im Rahmen der deutschen devisenrechtlichen Vorschriften der Erlös fälliger deutscher Hypotheken in deutschen Wertpapieren oder der Erlös fälliger oder verkaufter deutscher Wertpapiere in deutschen Hypotheken angelegt wird.

Beim Umtausch fälliger Hypotheken in Wertpapiere wird die Leitung des Schweizerischen Bankenkonsortiums für die Wertpapiere die Ersatzaffidavits ausstellen und dem Reichswirtschaftsministerium nachträglich vom Umtausch in der üblichen Weise Mitteilung machen.

Hat ein schweizerischer Gläubiger den Erlös fälliger oder verkaufter deutscher Wertpapiere in Hypotheken angelegt, so wird die Leitung des Bankenkonsortiums die Affidavits der Wertpapiere entwerten und in Verwahrung nehmen, unter gleichzeitiger Benachrichtigung des Reichswirtschaftsministeriums. Dieses wird die zuständige Devisenstelle anweisen, in dem für die Einzahlung der Hypothekenzinsen bei der Konversionskasse erforderlichen Genehmigungsbescheid zu bescheinigen, daß die Hypothek einem schweizerischen Gläubiger im Sinne des geltenden Verrechnungsabkommens zusteht.

Ergeben

Ergeben sich Härten daraus, daß schweizerische Gläubiger den Erlös solcher Wertpapiere, die schon vor dem 1. Juli 1933 fällig waren oder verkauft worden sind, nicht vor diesem Stichtag wieder in deutschen Werten angelegt haben, so wird das Reichswirtschaftsministerium auf besonderen Antrag wohlwollend prüfen, ob die ersatzweise angeschafften Vermögensanlagen in die Regelung dieses Abkommens einbezogen werden können. Das Reichswirtschaftsministerium behält sich vor, nach Fühlungnahme mit der Schweizerischen Verrechnungsstelle die Einbeziehung derartiger Vermögensanlagen in die Regelung dieses Abkommens abzulehnen, wenn es sich in den in Frage kommenden Fällen um die Umlagerung besonders großer Kapitalbeträge handelt.

Bei Umtauschoperationen, welche andere Vermögensanlagen als Wertpapiere und Hypotheken betreffen, wird das Reichswirtschaftsministerium seinerseits für die Feststellung der Transferberechtigung der Erträge der Neuanlagen die obigen Bestimmungen entsprechend anwenden.

7. Härtefälle bei Zinsforderungen (Refinanzierungshärtefälle).

Es besteht Einverständnis darüber, daß schweizerische Gläubiger, die sich für ihre deutschen Anlagen in der Schweiz refinanziert und dafür Zinsverpflichtungen in solcher Höhe eingegangen haben, daß eine Minderung ihrer Zinseinnahmen aus den deutschen Anlagen für sie eine besondere Härte bedeuten würde, die geschuldeten Zinsen bis zur vollen Höhe aus dem Transferfonds erhalten können. Derartige Anträge werden schweizerischerseits vorgeprüft und unter Darlegung der Umstände dem Reichswirtschaftsministerium zur Entscheidung zugeleitet werden. Dieses wird derartigen Anträgen grundsätzlich entsprechen.

Erhält der schweizerische Gläubiger auf diese Weise aus dem Transferfonds zwar mehr als die in Artikel 11 der Anlage C vorgesehene Barquote, aber weniger als die vollen Zinsen, so verfällt der Unterschiedsbetrag zu Gunsten der Konversionskasse.

Zinszahlungen

Zinszahlungen auf Grund solcher Entscheide gehen den in Ziffer 10 der Anlage C erwähnten Zahlungen aus dem Transferfonds im Range vor.

#### 8. Bedürftigkeits-Zinshärtefälle.

Es besteht Einverständnis darüber, daß die schweizerischen Stellen ermächtigt sind, in Fällen nachgewiesener Bedürftigkeit den in diesem Abkommen vorgesehenen Bartransfer von Vermögenserträgen bis zum vollen Zinssatz aus dem Transferfonds zu bewilligen, wenn es sich um schweizerische Staatsangehörige handelt. Andere Zinshärtefälle können von den schweizerischen Stellen erst nach Zustimmung der deutschen Devisenstelle bewilligt werden.

Erhält der schweizerische Gläubiger auf diese Weise aus dem Transferfonds zwar mehr als die in Artikel 11 der Anlage C vorgesehene Barquote, aber weniger als die vollen Zinsen, so verfällt der Unterschiedsbetrag zu Gunsten der Konversionskasse.

Solche Zinszahlungen gehen den in Ziffer 10 der Anlage C sowie den in Ziffer 7 dieses Zeichnungsprotokolls erwähnten Leistungen im Range vor.

#### 9. Vertretung von Einzelgläubigern.

Es besteht Einverständnis darüber, daß die Schweizerische Verrechnungsstelle berechtigt ist, schweizerische Einzelgläubiger auf ihren Wunsch im Verkehr mit dem Reichswirtschaftsministerium zu vertreten. Dagegen bleiben Auslegungsfragen von grundsätzlicher Tragweite nach wie vor den zuständigen Staatsstellen vorbehalten.

#### 10. Verwertung von Faustpfändern.

Unter Aufrechterhaltung der beiderseitigen Rechtsstandpunkte herrscht Einverständnis darüber, daß in Einzelfällen wie folgt verfahren werden soll:

- a) Ein schweizerischer Faustpfandgläubiger, der für eine bestimmte Zinsfälligkeit das Transfer- und Abgeltungsangebot angenommen hat, ist nicht berechtigt, sich für einen etwaigen Ausfall durch Verwertung der Faustpfänder bezahlt zu machen. Die zuständige schweizerische Stelle wird in solchen

solchen Fällen erforderlichenfalls entsprechende Auskunft mit der Maßgabe erteilen, daß ein etwaiges unberechtigtes Vorgehen schweizerischer Gläubiger bei ihr keine Unterstützung finden wird;

- b) In Fällen, in denen schweizerische Gläubiger in Sicherheiten, die ihnen von deutschen Schuldnern eingeräumt worden sind, vollstrecken wollen, ohne das Transfer- und Abgeltungsangebot angenommen zu haben, wird das Reichswirtschaftsministerium im Einvernehmen mit der Schweizerischen Nationalbank beschleunigt die Möglichkeit einer den beiderseitigen Interessen gerecht werdenden Lösung prüfen. Solche Lösungen könnten nach Lage des Falles zum Beispiel darin bestehen, daß
1. die dem schweizerischen Gläubiger gegebenen Sicherheitswerte zu dem bei einer Verwertung im Auslande erzielbaren Preise unter Aufrechterhaltung und Anerkennung der Restforderung eingelöst werden;
  2. die Schuld unter Freigabe der Sicherheiten durch Zahlung eines vergleichsweise festzusetzenden Betrages getilgt wird;
  3. der schweizerische Gläubiger, gegebenenfalls gegen eine Erhöhung der Sicherheiten, den Kredit prolongiert;
  4. die Verwertung der Pfänder devisenrechtlich genehmigt wird unter Aufrechterhaltung und Anerkennung der Restforderung.

Im Einzelfalle wird sich das Reichswirtschaftsministerium jeweils mit der Schweizerischen Nationalbank in Verbindung setzen.

#### 11. Währungsklausel.

Die Errechnung der Barquote für die bei der Konversionskasse eingezahlten Reichsmarkforderungen zum Kurse von 175 Franken für 100 Reichsmark findet statt, wenn sich im Verhältnis der deutschen und der schweizerischen Währung zueinander der von der Schweizerischen Nationalbank festgesetzte Clearingkurs (Mittel zwischen Geld und Brief) innerhalb einer Grenze von 173 bis 180 Franken für 100 Reichsmark bewegt.

Sollte durch eine Änderung der Währungsrelation der beiden Länder der oben genannte Kursspielraum verlassen werden, so bleibt die erwähnte Errechnung der Barquote für die bis zu diesem Zeitpunkt bei der Konversionskasse eingezahlten Reichsmarkforderungen zum Kurse von 175 Franken für

100 Reichsmark

100 Reichsmark aufrechterhalten. Für nach diesem Zeitpunkt geleistete Einzahlungen bei der Konversionskasse werden sich die vertragsschließenden Staaten über die Festlegung eines neuen Umrechnungskurses und erforderlichenfalls des neu anzuwendenden Kürzungssatzes ins Einvernehmen setzen.

12. Sonderabwicklung in Einzelfällen.

Im beiderseitigen Einvernehmen können die in Ziffer 11 der Anlage C vorgesehenen Abgeltungsangebote in Einzelfällen anderweitig bemessen werden, falls besondere Umstände dies dringend erfordern.

13. Behandlung früherer Fälligkeiten.

a) Fälligkeiten vor dem 1. Juli 1939.

Vor dem 1. Juli 1939 fällige Vermögenserträge, die bis einschließlich 30. Juni 1940 noch nicht bei der Konversionskasse eingezahlt worden sind, bzw. Zinnscheine deutscher Auslandsanleihen, die bis einschließlich 30. Juni 1940 noch nicht beim Bankenkonsortium vorgewiesen worden sind, werden vorbehaltlich der Bestimmungen der Ziffern 14 und 16 dieses Zeichnungsprotokolls nicht mehr gemäß den früheren und geltenden deutsch-schweizerischen Transfervereinbarungen abgewickelt.

b) Fälligkeiten vom 1. Juli 1939 bis einschließlich 30. September 1939.

Vom 1. Juli 1939 bis einschließlich 30. September 1939 fällige Vermögenserträge, die nach dem 30. November 1939, jedoch bis zum 15. August 1940 zur Einzahlung bei der Konversionskasse gelangen, werden gemäß der Transfervereinbarung vom 24. Oktober 1939 abgewickelt. Erfolgt die Einzahlung für diese Fälligkeiten nach dem 15. August 1940, so nehmen die Gläubiger hinsichtlich der Abwicklung dieser Fälligkeiten an den früheren und geltenden deutsch-schweizerischen Transfervereinbarungen nicht teil.

Bei Zinnscheinen deutscher Auslandsanleihen beträgt die Frist, bis zu welcher sie bei der Leitung des Schweizerischen Bankenkonsortiums vorgewiesen werden müssen, drei Monate vom Tage der Bekanntmachung der Einlösungsmöglichkeit in der Schweiz. Nach  
Ablauf

Ablauf dieser Frist vorgelegte Zinsscheine können nicht mehr gemäß den früheren und geltenden deutsch-schweizerischen Transfervereinbarungen abgewickelt werden.

Erfolgt bei Fälligkeiten vom 1. Juli 1939 bis einschließlich 30. September 1939 die Einzahlung der Erträge ohne Verschulden des Gläubigers nach dem 30. November 1939, so kann die Abwicklung noch nach der Anlage C in der Fassung vom 5. Juli 1939 vorgenommen werden. Derartige Anträge werden schweizerischerseits vorgeprüft und unter Darlegung der Umstände dem Reichswirtschaftsministerium zur Entscheidung zugeleitet werden; dieses wird den Anträgen nach Möglichkeit entsprechen.

c) Fälligkeiten vom 1. Oktober 1939 bis einschließlich 30. Juni 1940.

Vom 1. Oktober 1939 bis einschließlich 30. Juni 1940 fällige Vermögenserträge, deren Einzahlung bei der Konversionskasse bis einschließlich 15. August 1940 erfolgt, werden gemäß der Transfervereinbarung vom 24. Oktober 1939 abgewickelt.

Vom 1. Oktober 1939 bis einschließlich 30. Juni 1940 fällige Vermögenserträge, die nach dem 15. August 1940 zur Einzahlung bei der Konversionskasse gelangen, werden gemäß der Transfervereinbarung vom 9. August 1940 abgewickelt, wenn die Einzahlung innerhalb eines Jahres nach Eintreten der Fälligkeit erfolgt. Erfolgt die Einzahlung für diese Fälligkeiten erst nach Ablauf der Jahresfrist, so nehmen die Gläubiger hinsichtlich der Abwicklung dieser Fälligkeiten an den früheren und geltenden deutsch-schweizerischen Transfervereinbarungen nicht teil.

Bei Zinsscheinen deutscher Auslandsanleihen beträgt die Frist, bis zu welcher sie bei der Leitung des Schweizerischen Bankenkonsortiums vorgewiesen werden müssen, drei Monate vom Tage der Bekanntmachung der Einlösungsmöglichkeit in der Schweiz. Nach Ablauf dieser Frist vorgelegte Zinsscheine können nicht mehr gemäß den früheren und geltenden deutsch-schweizerischen Transfervereinbarungen abgewickelt werden, es sei denn, daß den Gläubiger ein Verschulden an der verspäteten Vorweisung der Zinsscheine nicht trifft.

Erfolgt bei Fälligkeiten vom 1. Oktober 1939 bis einschließlich 30. Juni 1940 die Einzahlung der Erträge ohne Verschulden des Gläubigers nach dem 15. August 1940, so kann die Abwicklung noch nach der Transfervereinbarung vom 24. Oktober 1939 vorgenommen werden. Derartige Anträge werden schweizerischerseits vorgeprüft



vorgeprüft und unter Darlegung der Umstände dem Reichswirtschaftsministerium zur Entscheidung zugeleitet werden; dieses wird den Anträgen nach Möglichkeit entsprechen.

14. Härteklauseel für rückständige Fälligkeiten.

Werden nach dem 31. Dezember 1936 fällig gewordene Vermögenserträgnisse nach Ablauf der in Ziffer 13 niedergelegten Fristen bei der Konversionskasse eingezahlt, oder werden nach dem 31. Dezember 1936 fällig gewordene Zinsscheine deutscher Auslandsanleihen erst nach Ablauf der in Ziffer 13 angegebenen Fristen bei der Leitung des Schweizerischen Bankenkonsortiums vorgewiesen, so sollen die Erträgnisse nach der Anlage C vom 9. August 1940 abgewickelt werden, wenn

1. beim Gläubiger ein Verschulden nicht vorliegt und
2. die Nichtteilnahme an den deutsch-schweizerischen Transfervereinbarungen für den Gläubiger eine schwere wirtschaftliche Schädigung bedeuten würde.

Solche Härtefälle werden schweizerischerseits vorgeprüft und unter Darlegung der Umstände dem Reichswirtschaftsministerium zur Entscheidung zugeleitet werden; dieses wird den Anträgen nach Möglichkeit entsprechen.

15. Sonderkonten für Wertpapiererträgnisse.

Mit Rücksicht auf die von den schweizerischen Stellen übernommene Verpflichtung zur fortlaufenden Überprüfung der ausgestellten und noch auszustellenden Affidavits werden die zuständigen deutschen Stellen angewiesen werden, Wertpapiere, die mit schweizerischen Affidavits gemäß den Transferabkommen und -vereinbarungen versehen sind, hinsichtlich der Verwendung der Erträgnisse in Deutschland gleich zu behandeln wie Wertpapiere, die dem Inhaber bereits vor dem 15. April 1932 gehört haben.

16. Frühere Abkommen.

Vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Ziffer 13 bleiben das Transfer- und Fundierungsabkommen vom 17. April

17. April 1935, die Transfervereinbarungen vom 23. Dezember 1936, 30. Juni 1937, 30. Juni 1938, 5. Juli 1939 und 24. Oktober 1939 mit ihren Zeichnungsprotokollen und Durchführungsabkommen über den 30. Juni 1940 hinaus solange in Kraft, als noch Ansprüche gemäß diesen Abkommen abzuwickeln sind.

Berlin, den 9. August 1940

Für die Deutsche Regierung: Für den Schweizerischen Bundesrat:

Wühl  
Seybold

Frotin  
Haller

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation  
-----

5c  
Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Gemäß Ziffer 1 Absatz 3 des Zeichnungsprotokolls zur Anlage C ist vorbehalten, über die Behandlung der Erträge des fürstlich liechtensteinischen Vermögens eine Sonderregelung zu treffen. Die zuständigen schweizerischen Stellen haben die Anträge der fürstlich liechtensteinischen Vermögensverwaltung auf Transfer von Vermögenserträgen aus Deutschland, ausschließlich Protektorat Böhmen und Mähren, überprüft und haben beschlossen, Erträge bis zu einer Beanspruchung des Transferfonds in Höhe von 420.000,-- Franken für die Zeit vom 1. Juli 1940 bis einschließlich 30. Juni 1941 zuzulassen.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir mitzuteilen in der Lage wären, daß deutscherseits gegen den beabsichtigten Transfer keine grundsätzlichen Bedenken bestehen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

An  
den Vorsitzenden der Deutschen Delegation,  
Herrn Ministerialrat Seyboth,  
Berlin

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Ich beehre mich, den Eingang Ihres heutigen Schreibens zu bestätigen, daß folgenden Wortlaut hat:

"Gemäß Ziffer 1 Absatz 3 des Zeichnungsprotokolls zur Anlage C ist vorbehalten, über die Behandlung der Erträge des fürstlich liechtensteinischen Vermögens eine Sonderregelung zu treffen. Die zuständigen schweizerischen Stellen haben die Anträge der fürstlich liechtensteinischen Vermögensverwaltung auf Transfer von Vermögenserträgen aus Deutschland, ausschließlich Protektorat Böhmen und Mähren, überprüft und haben beschlossen, Erträge bis zu einer Beanspruchung des Transferfonds in Höhe von 420.000.-- Franken für die Zeit vom 1. Juli 1940 bis einschließlich 30. Juni 1941 zuzulassen.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir mitzuteilen in der Lage wären, daß deutscherseits gegen den beabsichtigten Transfer keine grundsätzlichen Bedenken bestehen."

Vorbehaltlich der Nachprüfung der noch einzureichenden Anträge der fürstlich liechtensteinischen Vermögensverwaltung beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, daß deutscherseits gegen die beabsichtigte Beanspruchung des Transferfonds Bedenken nicht erhoben werden.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation  
Herrn Direktor Dr. Hotz

z.Zt. B e r l i n

940/3

(5c)

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation  
-----

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Im Hinblick darauf, daß in der Transfervereinbarung vom 30. Juni 1938 die Ausgabe von Reichsmarkanweisungen A fortgefallen ist, gibt die Schweizerische Regierung der Erwartung Ausdruck, daß die zuständigen deutschen Stellen Anträge schweizerischer Gläubiger wohlwollend prüfen und ihnen nach Möglichkeit entsprechen werden, soweit es sich um die Erteilung von Genehmigungen zur Verwendung von Guthaben auf Sonderkonten, insbesondere um die Bezahlung von geschäftlichen Reisen und von Instandsetzungs- und Bauarbeiten handelt.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

An

den Vorsitzenden der Deutschen Delegation.

Herrn Ministerialrat S e y b o t h ,

B e r l i n

940/3

5c

II b

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

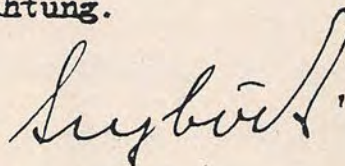
Herr Vorsitzender!

Ich bestätige den Empfang Ihres heutigen Schreibens,  
welches lautet:

"Im Hinblick darauf, daß in der Transfervereinbarung vom 30. Juni 1938 die Ausgabe von Reichsmarkanweisungen A fortgefallen ist, gibt die Schweizerische Regierung der Erwartung Ausdruck, daß die zuständigen deutschen Stellen Anträge schweizerischer Gläubiger wohlwollend prüfen und ihnen nach Möglichkeit entsprechen werden, soweit es sich um die Erteilung von Genehmigungen zur Verwendung von Guthaben auf Sonderkonten, insbesondere um die Bezahlung von geschäftlichen Reisen und von Instandsetzungs- und Bauarbeiten handelt."

Die Deutsche Regierung hat von dem Wunsche der Schweizerischen Regierung Kenntnis genommen und wird veranlassen daß die zuständigen deutschen Stellen grundsätzlich den Anträgen schweizerischer Gläubiger auf Genehmigung zur Verwendung der auf den Sonderkonten entstandenen Guthaben, insbesondere zur Bezahlung von Geschäftsreisen und Instandsetzungs- und Bauarbeiten an Grundstücken entsprechen werden.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.



den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,

Herrn Direktor Dr. H o t z .

z.Zt. B e r l i n

AN

940/3

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

(5c)  
Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Ich beehre mich, Ihnen folgendes mitzuteilen:

Die Vertreter der Deutschen und der Schweizerischen Regierung sind übereingekommen, die durch den Notenwechsel vom 1. Dezember 1939 geschaffene Regelung auf die als schweizerisches Eigentum gemäß Ziffer 3 dieses Notenwechsels festgestellten und in den der Deutschen Regierung übergebenen Nummernlisten aufgeführten Anleihestücke der Reichsanleihen und der Anleihen der ehemaligen Republik Österreich in der folgenden Weise weiterhin anzuwenden:

- 1) für die Dawes- und die Young-Anleihe beträgt das Barangebot zur Zeit 3 % jährlich;
- 2) für die Internationale Bundesanleihe von 1930 beträgt das Barangebot zur Zeit 2 % jährlich entsprechend dem allgemein geltenden deutsch-schweizerischen Transfersatz (Ziffer 11 a der Transfervereinbarung vom 9. August 1940);
- 3) für die Konversionsanleihe der ehemaligen Republik Österreich 1934/59 und die Internationale Bundesanleihe von 1933/53 (englische Tranche) bleibt eine Neuordnung vorbehalten.

Diese Regelung soll für die Zeit vom 1. Juli 1940 bis zum 31. Dezember 1940 gelten, jedoch mit der Maßgabe, daß erforderlich werdende Änderungen im Einvernehmen der beiderseitigen Regierungsvertreter zu einem früheren Zeitpunkt vorgenommen werden können. Ich bitte, mir Ihr Einverständnis mit dieser Regelung mitzuteilen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

*Seyditz*

An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,  
Herrn Direktor Dr. H o t z,  
z.Zt. B e r l i n

940/3

Sc

III. b

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

-----  
Herr Vorsitzender!

Ich bestätige den Eingang Ihres heutigen Schreibens,  
welches folgenden Wortlaut hat:

"Die Vertreter der Deutschen und der Schweizerischen Regierung sind übereingekommen, die durch den Notenwechsel vom 1. Dezember 1939 geschaffene Regelung auf die als schweizerisches Eigentum gemäß Ziffer 3 dieses Notenwechsels festgestellten und in den der Deutschen Regierung übergebenen Nummernlisten aufgeführten Anleihestücke der Reichsanleihen und der Anleihen der ehemaligen Republik Österreich in der folgenden Weise weiterhin anzuwenden:

- 1) für die Dawes- und die Young-Anleihe beträgt das Barangebot zur Zeit 3 % jährlich;
- 2) für die Internationale Bundesanleihe von 1930 beträgt das Barangebot zur Zeit 2 % jährlich entsprechend dem allgemein geltenden deutsch-schweizerischen Transfersatz (Ziffer 11 a der Transfervereinbarung vom 9. August 1940);
- 3) für die Konversionsanleihe der ehemaligen Republik Österreich 1934/59 und die Internationale Bundesanleihe von 1933/53 (englische Tranche) bleibt eine Neuordnung vorbehalten.

Diese Regelung soll für die Zeit vom 1. Juli 1940 bis zum 31. Dezember 1940 gelten, jedoch mit der Maßgabe, daß erforderlich werdende Änderungen im Einvernehmen der beiderseitigen Regierungsvertreter zu einem früheren Zeitpunkt vorgenommen werden können."

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, daß ich mit vorstehender Regelung einverstanden bin.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

An

den Vorsitzenden der Deutschen Delegation,  
Herrn Ministerialrat S e y b o t h ,

B e r l i n

940/3



(5c)

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Gemäß Ziffer 19 der Anlage C zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 vergütet die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden der Schweizerischen Verrechnungsstelle und dem Schweizerischen Bankenkonsortium für die Durchführung der ihnen übertragenen Aufgabe eine angemessene Kommission, die aus dem Transferfonds vorweggenommen wird.

Die Höhe dieser Kommission war in den beiden zwischen der Konversionskasse einerseits und der Schweizerischen Verrechnungsstelle bzw. der Schweizerischen Kreditanstalt als Führerin eines schweizerischen Banken-Konsortiums andererseits abgeschlossenen Durchführungsabkommens vertraglich festgelegt worden.

Ich beehre mich indessen, Ihnen das Einverständnis der Deutschen Regierung zu erklären, daß diese Kommissionen in Anbetracht der Herabsetzung der Barquote auf 2 % für die Fälligkeiten vom 1. Juli 1940 bis 30. Juni 1941

für die Verrechnungsstelle auf 2 %

und für das Bankenkonsortium auf 4 %

berechnet auf den Barauszahlungen festgesetzt werden.

Im weiteren herrscht Einverständnis darüber, daß der Gesamtbetrag solcher Kommissionen die Summe, die unter der Transfervereinbarung vom 30. Juni 1938 vergütet worden ist, nicht überschreiten darf.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,  
Herrn Direktor Dr. H o t z,  
z.Zt. B e r l i n

940/3

5c

IV b

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Mit Schreiben vom heutigen Tage hatten Sie die Freundlichkeit, mir folgendes mitzuteilen:

"Gemäß Ziffer 19 der Anlage C zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 vergütet die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden der Schweizerischen Verrechnungsstelle und dem Schweizerischen Bankenkonsortium für die Durchführung der ihnen übertragenen Aufgabe eine angemessene Kommission, die aus dem Transferfonds vorweggenommen wird.

Die Höhe dieser Kommission war in den beiden zwischen der Konversionskasse einerseits und der Schweizerischen Verrechnungsstelle bzw. der Schweizerischen Kreditanstalt als Führerin eines schweizerischen Banken-Konsortiums andererseits abgeschlossenen Durchführungsabkommen vertraglich festgelegt worden.

Ich beehre mich indessen, Ihnen das Einverständnis der Deutschen Regierung zu erklären, daß diese Kommissionen in Anbetracht der Herabsetzung der Barquote auf 2 % für Fälligkeiten vom 1. Juli 1940 bis 30. Juni 1941

für die Verrechnungsstelle auf 2 %  
und für das Bankenkonsortium auf 4 %

berechnet auf den Barauszahlungen

festgesetzt werden.

Im weiteren herrscht Einverständnis darüber, daß der Gesamtbetrag solcher Kommissionen die Summe, die unter der Transfervereinbarung vom 30. Juni 1938 vergütet worden ist, nicht überschreiten darf."

Ich beehre mich, Ihnen mitzuteilen, daß ich mit dem Inhalt vorstehenden Schreibens einverstanden bin.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

An

den Vorsitzenden der Deutschen Delegation,  
Herrn Ministerialrat Seyboth,

Berlin

340/3

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation  
-----

(5c)

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

I. Im Hinblick auf die gegenwärtige politische Lage muß die Deutsche Regierung bei der Durchführung der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung vom 9. August 1940 und der früheren deutsch-schweizerischen Transfervereinbarungen ab 1. Juli 1940 bei allen Auszahlungen in der Schweiz folgende Einschränkungen eintreten lassen:

- 1) An der Sonderregelung für Auslandschweizer gemäß Ziffer 3 des Zeichnungsprotokolls zur deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung nehmen solche Auslandschweizer nicht teil, die ihren ständigen Wohnsitz in einem Staat haben, der die Beziehungen zum Deutschen Reich abgebrochen hat.

Die in Ziffer 12 der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung festgesetzten Annahmefristen enden für solche Auslandschweizer erst zwei Monate nach Aufhebung der deutschen Gesetzgebung über die Behandlung feindlichen Vermögens. Die Transferierung findet in solchen Fällen nach Maßgabe der bei Fälligkeit der Erträge geltenden Transfervereinbarung statt.

Bei Annahme des Angebots vor Aufhebung der deutschen Gesetzgebung über die Behandlung feindlichen Vermögens werden die Erträge von Wertpapieren, die solchen Auslandschweizern gehören, in Höhe des jeweils geltenden Transfersatzes auf ein bei der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden geführtes und

auf

An  
den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,  
Herrn Direktor Dr. H o t z ,

z.Zt. B e r l i n

340/3

auf den Namen des Berechtigten lautendes Konto gutgeschrieben. Die Transferierung dieser Beträge ruht solange, als auf sie die Bestimmungen der deutschen Gesetzgebung über die Behandlung feindlichen Vermögens anwendbar sind. Absatz 2 Satz 2 findet entsprechende Anwendung.

- 2) Als schweizerische Gläubiger im Sinne von Ziffer 3 Absatz 1 Satz 3 der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung gelten nicht juristische Personen sowie Handelsgesellschaften, die ihren Sitz in der Schweiz haben, wenn sie auf Grund von Beteiligungen oder sonst unmittelbar oder mittelbar unter dem maßgebenden Einfluß natürlicher oder juristischer Personen stehen, welche einem Staate angehören oder ihren Wohnsitz bzw. Sitz in einem Staate haben, der die Beziehungen zum Deutschen Reich abgebrochen hat.
- 3) Ein maßgebender Einfluß im Sinne von Ziffer 2 liegt namentlich vor, wenn am 1. September 1939
- a) mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals Personen gehörte, die einem Staate angehören oder im Gebiete eines Staates ihren Wohnsitz haben, der die Beziehungen zum Deutschen Reich abgebrochen hat,
  - b) oder mindestens die Hälfte der persönlich haftenden Gesellschafter oder der gesetzlich oder statutenmäßig zur Vertretung berufenen Personen einem Staate gehörte oder im Gebiete eines Staates ihren Wohnsitz hatte, der die Beziehungen zum Deutschen Reich abgebrochen hat.

Das gleiche gilt, wenn die unter a) und b) genannten Voraussetzungen nach dem 1. September 1939 eingetreten sind oder künftig eintreten.

- 4) Als schweizerische Gläubiger gelten ferner nicht solche Gläubiger, die nach dem 1. September 1939 transferberechtigte Wertpapiere oder Forderungen von natürlichen oder juristischen Personen oder Handelsgesellschaften der in Ziffern 1 und 2 genannten Art erworben haben.

Bei gutgläubigem Erwerb derartiger Wertpapiere von natürlichen oder juristischen Personen oder Handelsgesellschaften der in Ziffern 1 und 2 genannten Art kann im Einvernehmen mit dem Reichswirtschaftsministerium die Transferierung der Erträge zugelassen werden, wenn der Erwerb vor dem 1. Juli 1940 erfolgt ist.

II. Die Deutsche Regierung bittet die Schweizerische Regierung,

- a) die notwendigen Vorkehrungen zu treffen, daß die vorstehenden Bestimmungen zu I, 1 - 4 von den zuständigen schweizerischen Stellen bei der Durchführung der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung beachtet werden, und dabei Ziffer 8 der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung entsprechend anzuwenden,
- b) der Deutschen Regierung von den zur Durchführung von Absatz a) getroffenen Maßnahmen Kenntnis zu geben,
- c) auf Wunsch der Deutschen Regierung in Einzelfällen Auskunft über Maßnahmen oder Entscheidungen zu geben, die zur Durchführung der Einschränkungsmaßnahmen gemäß Abschnitt I dieses Briefwechsels getroffen worden sind.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

*Seydewitz*

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation

(5c)

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Ich bestätige den Empfang Ihres heutigen Schreibens,  
welches lautet:

"I. Im Hinblick auf die gegenwärtige politische Lage muß die Deutsche Regierung bei der Durchführung der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung vom 9. August 1940 und der früheren deutsch-schweizerischen Transfervereinbarungen ab 1. Juli 1940 bei allen Auszahlungen in der Schweiz folgende Einschränkungen eintreten lassen:

- 1) An der Sonderregelung für Auslandschweizer gemäß Ziffer 3 des Zeichnungsprotokolls zur deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung nehmen solche Auslandschweizer nicht teil, die ihren ständigen Wohnsitz in einem Staate haben, der die Beziehungen zum Deutschen Reich abgebrochen hat.

Die in Ziffer 12 der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung festgesetzten Annahmefristen enden für solche Auslandschweizer erst zwei Monate nach Aufhebung der deutschen Gesetzgebung über die Behandlung feindlichen Vermögens. Die Transferierung findet in solchen Fällen nach Maßgabe der bei Fälligkeit der Erträgnisse geltenden Transfervereinbarung statt.

Bei Annahme des Angebots vor Aufhebung der deutschen Gesetzgebung über die Behandlung feindlichen Vermögens

An

den Vorsitzenden der Deutschen Delegation,  
Herrn Ministerialrat S e y b o t h ,

B e r l i n

340/3

Vermögens werden die Erträgnisse von Wertpapieren, die solchen Auslandschweizern gehören, in Höhe des jeweils geltenden Transfersatzes auf ein bei der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden geführtes und auf den Namen des Berechtigten lautendes Konto gutgeschrieben. Die Transferierung dieser Beträge ruht solange, als auf sie die Bestimmungen der deutschen Gesetzgebung über die Behandlung feindlichen Vermögens anwendbar sind. Absatz 2 Satz 2 findet entsprechende Anwendung.

- 2) Als schweizerische Gläubiger im Sinne von Ziffer 3 Absatz 1 Satz 3 der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung gelten nicht juristische Personen sowie Handelsgesellschaften, die ihren Sitz in der Schweiz haben, wenn sie auf Grund von Beteiligungen oder sonst unmittelbar oder mittelbar unter dem maßgebenden Einfluß natürlicher oder juristischer Personen stehen, welche einem Staate angehören oder ihren Wohnsitz bzw. Sitz in einem Staate haben, der die Beziehungen zum Deutschen Reich abgebrochen hat.
- 3) Ein maßgebender Einfluß im Sinne von Ziffer 2 liegt namentlich vor, wenn am 1. September 1939
  - a) mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals Personen gehörte, die einem Staate angehören oder im Gebiete eines Staates ihren Wohnsitz haben, der die Beziehungen zum Deutschen Reich abgebrochen hat,
  - b) oder mindestens die Hälfte der persönlich haftenden Gesellschafter oder der gesetzlich oder statutenmäßig zur Vertretung berufenen Personen einem Staate angehörte oder im Gebiete eines Staates ihren Wohnsitz hatte, der die Beziehungen zum Deutschen Reich abgebrochen hat.

Das

Das gleiche gilt, wenn die unter a) und b) genannten Voraussetzungen nach dem 1. September 1939 eingetreten sind oder künftig eintreten.

- 4) Als schweizerische Gläubiger gelten ferner nicht solche Gläubiger, die nach dem 1. September 1939 transferberechtigte Wertpapiere oder Forderungen von natürlichen oder juristischen Personen oder Handelsgesellschaften der in Ziffern 1 und 2 genannten Art erworben haben.

Bei gutgläubigem Erwerb derartiger Wertpapiere von natürlichen oder juristischen Personen oder Handelsgesellschaften der in Ziffern 1 und 2 genannten Art kann im Einvernehmen mit dem Reichswirtschaftsministerium die Transferierung der Erträge zugelassen werden, wenn der Erwerb vor dem 1. Juli 1940 erfolgt ist.

II. Die Deutsche Regierung bittet die Schweizerische Regierung,

- a) die notwendigen Vorkehrungen zu treffen, daß die vorstehenden Bestimmungen zu I, 1 - 4 von den zuständigen schweizerischen Stellen bei der Durchführung der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung beachtet werden, und dabei Ziffer 8 der deutsch-schweizerischen Transfervereinbarung entsprechend anzuwenden,
- b) der Deutschen Regierung von den zur Durchführung von Absatz a) getroffenen Maßnahmen Kenntnis zu geben,
- c) auf Wunsch der Deutschen Regierung in Einzelfällen Auskunft über Maßnahmen oder Entscheidungen zu geben, die zur Durchführung der Einschränkungsmaßnahmen gemäß Abschnitt I dieses Briefwechsels getroffen worden sind."

Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, daß ich mit dem Inhalt vorstehenden Schreibens einverstanden bin.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.



Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, daß die zwischen der Deutschen Regierung und dem Schweizerischen Bundesrat getroffene Vereinbarung vom 19. August 1937 betreffend Heim-schaffung schweizerischer Rückwandererguthaben wie folgt neu gefaßt worden ist:

1. Schweizerische Staatsangehörige, die vor dem 15. Juli 1931 die schweizerische Staatsangehörigkeit erworben haben und die in der Zeit vom 1. Januar 1933 bis 30. Juni 1940 von Deutschland nach der Schweiz ausgewandert sind oder die nach diesem Zeitpunkt bis zum 30. Juni 1941 von Deutschland nach der Schweiz auswandern werden, können ihr in Deutschland liegendes Vermögen nach den Bestimmungen der nachfolgenden Ziffern 2 und 4 in die Schweiz überweisen. Die Bestimmungen der Ziffern 2 und 4 werden auch angewandt auf schweizerische Staatsangehörige, die infolge ihrer Dienstleistung in deutschen öffentlichen Diensten die deutsche Staatsangehörigkeit erworben haben. Im Einvernehmen zwischen den zuständigen deutschen und schweizerischen Stellen können in Einzelfällen auch Personen die Vorteile der Ziffern 2 und 4 genießen, die nicht die schweizerische Staatsangehörigkeit besitzen oder bei denen eine der oben bezeichneten Stichtagvoraussetzungen nicht erfüllt ist.

2. Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, daß die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin in Deutschland liegende

An

den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,  
Herrn Direktor Dr. H o t z

z. Zt. B e r l i n

340/3

liegende Vermögenswerte der in Ziffer 1 genannten Personen übernimmt und zur Bestreitung folgender Auslagen der schweizerischen öffentlichen Hand in Deutschland verwendet:

- a) Unentgeltliche freiwillige Unterstützungszahlungen des Bundes, der Kantone und Gemeinden an schweizerische Staatsangehörige, die ihren Wohnsitz oder Aufenthalt in Deutschland haben;
- b) Kosten der diplomatischen und konsularischen Vertretung der Schweiz in Deutschland, ausgenommen Gehaltzahlungen an das zum Bezug von Registermark berechnigte diplomatische Personal.

Den schweizerischen Rückwanderern ist durch die schweizerischen Behörden für die Überlassung der Vermögenswerte ein nicht unter dem jeweiligen Registermarkkurs liegendes Entgelt zu zahlen. Grundsätzlich wird der Betrag, den die Schweizerische Gesandtschaft von dem einzelnen schweizerischen Staatsangehörigen gemäß dieser Ziffer erwirbt, auf 50.000.-- Reichsmark beschränkt; im Einzelfall kann im Einvernehmen zwischen den zuständigen deutschen und schweizerischen Stellen ein höherer Betrag zugelassen werden.

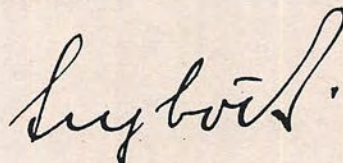
3. Sollte während der Dauer dieser Vereinbarung die Höhe der von der Schweizerischen Gesandtschaft zu übernehmenden Rückwanderervermögen nicht ausreichen, um die in Ziffer 2 erwähnten schweizerischen Zahlungen leisten zu können, so bleibt insoweit die im Notenwechsel vom 30. April 1937 getroffene Regelung betreffend die Beschaffung von Mitteln für die Auslagen der schweizerischen öffentlichen Hand in Deutschland in Geltung.

4. Die Überführung von Wertpapierbesitz der in Ziffer 1 bezeichneten Personen nach der Schweiz wird von den zuständigen deutschen Stellen im Rahmen der dafür geltenden Bestimmungen

Bestimmungen wohlwollend behandelt werden. Insbesondere werden die deutschen Devisenbehörden Anträgen dieser Personen auf Freigabe von ausländischen und inländischen Wertpapieren, die aus nichtdeutschem Vermögen bis zum Zeitpunkt der Auswanderung erworben worden sind, nach Möglichkeit in vollem Umfange entsprechen.

5. Diese Regelung gilt zunächst bis zum 30. Juni 1941, und zwar für das Deutsche Reich ausschließlich des Protektorats Böhmen und Mähren.

Ich benutze auch diesen Anlaß, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Leybold'.

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation

(5c)  
Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, daß die zwischen der Deutschen Regierung und dem Schweizerischen Bundesrat getroffene Vereinbarung vom 19. August 1937 betreffend Heim-schaffung schweizerischer Rückwandererguthaben wie folgt neu gefaßt worden ist:

1. Schweizerische Staatsangehörige, die vor dem 15. Juli 1931 die schweizerische Staatsangehörigkeit erworben haben und die in der Zeit vom 1. Januar 1933 bis 30. Juni 1940 von Deutschland nach der Schweiz ausgewandert sind oder die nach diesem Zeitpunkt bis zum 30. Juni 1941 von Deutschland nach der Schweiz auswandern werden, können ihr in Deutschland liegendes Vermögen nach den Bestimmungen der nachfolgenden Ziffern 2 und 4 in die Schweiz überweisen. Die Bestimmungen der Ziffern 2 und 4 werden auch angewandt auf schweizerische Staatsangehörige, die infolge ihrer Dienstleistung in deutschen öffentlichen Diensten die deutsche Staatsangehörigkeit erworben haben. Im Ein-vernehmen zwischen den zuständigen deutschen und schwei-zerischen Stellen können in Einzelfällen auch Personen die Vorteile der Ziffern 2 und 4 genießen, die nicht die schweizerische Staatsangehörigkeit besitzen oder bei de-nen eine der oben bezeichneten Stichtagvoraussetzungen nicht erfüllt ist.

2. Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, daß die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin in Deutsch-land

An den Vorsitzenden der Deutschen Delegation,

Herrn Ministerialrat S e y b o t h

B e r l i n

Deutschland liegende Vermögenswerte der in Ziffer 1 genannten Personen übernimmt und zur Bestreitung folgender Auslagen der schweizerischen öffentlichen Hand in Deutschland verwendet:

- a) Unentgeltliche freiwillige Unterstützungszahlungen des Bundes, der Kantone und Gemeinden an schweizerische Staatsangehörige, die ihren Wohnsitz oder Aufenthalt in Deutschland haben;
- b) Kosten der diplomatischen und konsularischen Vertretung der Schweiz in Deutschland, ausgenommen Gehaltszahlungen an das zum Bezug von Registermark berechnigte diplomatische Personal.

Den schweizerischen Rückwanderern ist durch die schweizerischen Behörden für die Überlassung der Vermögenswerte ein nicht unter dem jeweiligen Registermarkkurs liegendes Entgelt zu zahlen. Grundsätzlich wird der Betrag, den die Schweizerische Gesandtschaft von dem einzelnen schweizerischen Staatsangehörigen gemäß dieser Ziffer erwirbt, auf 50.000.-- Reichsmark beschränkt; im Einzelfall kann im Einvernehmen zwischen den zuständigen deutschen und schweizerischen Stellen ein höherer Betrag zugelassen werden.

3. Sollte während der Dauer dieser Vereinbarung die Höhe der von der Schweizerischen Gesandtschaft zu übernehmenden Rückwanderervermögen nicht ausreichen, um die in Ziffer 2 erwähnten schweizerischen Zahlungen leisten zu können, so bleibt insoweit die im Notenwechsel vom 30. April 1937 getroffene Regelung betreffend die Beschaffung von Mitteln für die Auslagen der schweizerischen öffentlichen Hand in Deutschland in Geltung.

4. Die Überführung von Wertpapierbesitz der in Ziffer 1 bezeichneten Personen nach der Schweiz wird von den zuständigen deutschen Stellen im Rahmen der dafür geltenden Bestimmungen wohlwollend behandelt werden.

Insbesondere

Insbesondere werden die deutschen Devisenbehörden Anträgen dieser Personen auf Freigabe von ausländischen und inländischen Wertpapieren, die aus nichtdeutschem Vermögen bis zum Zeitpunkt der Auswanderung erworben worden sind, nach Möglichkeit in vollem Umfange entsprechen.

5. Diese Regelung gilt zunächst bis zum 30. Juni 1941, und zwar für das Deutsche Reich ausschließlich des Protektorats Böhmen und Mähren.

Ich benutze auch diesen Anlaß, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

5 d

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

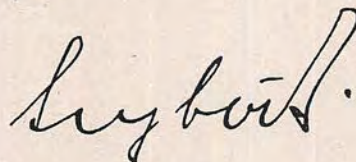
Ich beehre mich Ihnen mitzuteilen, daß bei Abschluß des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage über folgende Punkte Einverständnis bestand:

Überschreiten die gemäss Artikel V A 2 d dem Transferfonds gutgeschriebenen Beträge in einem Monat die Summe von 3,6 Millionen Franken, so wird der überschüssige Betrag auf das "Warenkonto" übertragen.

Falls die Einzahlungen in den Transferfonds in drei aufeinanderfolgenden Monaten den Gesamtbetrag von 10.8 Millionen Franken nicht erreichen, so wird der Fehlbetrag durch Rücküberweisung aus dem "Warenkonto" ausgeglichen. Infolge einer derartigen Rücküberweisung dürfen dem "Warenkonto" nicht mehr Mittel entzogen werden als ihm vorher durch Überweisung aus dem Transferfonds zugeflossen sind.

Durch diese Regelung wird einer späteren anderweitigen Festsetzung der Höhe der auszahlenden Barquoten nicht vorgegriffen.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.



An

den Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation

Herrn Direktor Dr. H o t z

z.Zt. Berlin

940/3

69

A N L A G E D

zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen  
Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940.  
(VERSICHERUNGSABKOMMEN).

940/3



Ga

1. Die Zahlungen im deutsch-schweizerischen Direktversicherungsverkehr werden in Devisen oder freien Reichsmark geleistet, und zwar deutscherseits im Rahmen der geltenden devisenrechtlichen Bestimmungen. Die Überweisung von Überschüssen im Direktversicherungsverkehr ist durch besondere Vereinbarung vom 9. August 1940 geregelt.

Die Zahlungen im deutsch-schweizerischen Rückversicherungsverkehr werden in Devisen oder freien Reichsmark unter Berücksichtigung der besonderen Vereinbarung vom 9. August 1940 geleistet.

2. Die vorliegenden Vereinbarungen bilden einen Bestandteil des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr und bleiben so lange in Geltung wie dieses Abkommen.

Berlin, den 9. August 1940.

Für die Deutsche Regierung:

Wilhelm  
Leybold

Für den Schweizerischen  
Bundesrat:

Frédéric  
Halle

(66)

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Die in der Anlage D zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 (Versicherungsabkommen) unter Ziffer 1 Absatz 1 erwähnte besondere Vereinbarung bezüglich der Überweisung von Überschüssen im Direktversicherungsverkehr hat folgenden Wortlaut:

I. Fremdwährungsüberschüsse.

Die im deutschen Geschäft in Fremdwährung erzielten Überschüsse können von den deutschen Zweigniederlassungen und selbständigen Agenturen aus ihren eigenen Devisenbeständen bis zur vollen Höhe auf Grund von Einzel-Devisenverwendungs-Genehmigungen an die schweizerische Hauptniederlassung überwiesen werden.

II. Reichsmarküberschüsse.

Die im deutschen Geschäft in der Zeit vom 1. Juli 1940 bis 30. Juni 1941 erzielten Reichsmarküberschüsse werden bis zur Höhe von insgesamt 4 Millionen Franken überwiesen werden. Die Verteilung dieses Betrages unter die schweizerischen Gesellschaften erfolgt vierteljährlich nach folgenden Grundsätzen:

1. Gesellschaften, die Anträge zur Überweisung von Überschüssen eingereicht haben, stellen wie bisher eine Abschrift dieser Anträge in drei Stücken dem Eidgenössischen Versicherungsamte zu.

2.

An den

Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,  
Herrn Direktor Dr. H o t z,

z.Zt. B e r l i n

2. Die einzelnen Anträge sind vierteljährlich von den inländischen Zweigniederlassungen und selbständigen Agenturen nach Maßgabe der Bestimmungen in RE 37/35 D.St., Abschnitt III, und RE 38/35 D.St., Abschnitt B II, an die zuständigen Devisenstellen zu richten. Die Devisenstellen entscheiden, ob die beantragten Überschüsse auf Grund der genannten Bestimmungen überweisungsfähig sind. Von den Entscheidungen der Devisenstellen, die den inländischen Antragstellern zugestellt werden, geben die schweizerischen Gesellschaften dem Eidgenössischen Versicherungsamt unverzüglich Kenntnis.

3. Die Verteilung des auf ein Kalendervierteljahr entfallenden Teilbetrages des unter Ziffer II Absatz 1 genannten Betrages auf die überweisungsfähigen Überschüsse des Vierteljahres (Ziffer 2) wird vom Eidgenössischen Versicherungsamt vorgenommen. Dieses gibt die Verteilung dem Reichswirtschaftsminister bekannt, welcher über die Überweisung der Beträge entscheiden wird.

4. Reicht der Teilbetrag eines Vierteljahres für eine volle Zuteilung der genehmigungsfähigen Überschüsse nicht aus, so werden die Überschußbeträge unter Berücksichtigung der Überschußüberweisungen seit dem 1. Juli 1940 verhältnismäßig gekürzt.

5. Sofern Kürzungen vorgenommen werden müssen, dürfen an eine Gesellschaft in der Zeit vom 1. Juli 1940 bis zum 31. März 1941 nicht mehr als folgende Prozentsätze der Reichsmarkprämieinnahmen des direkten deutschen Geschäftes im Jahre 1939 in Schweizerfranken zugeteilt werden:

für Lebensversicherungsgesellschaften	5 %
für Unfall- und Haftpflichtversicherungsgesellschaften	5 %
für Feuerversicherungsgesellschaften	10 %
für Transportversicherungsgesellschaften	7 1/2%

Für die Festsetzung des Prozentsatzes ist bei Gesellschaften mit mehreren Versicherungszweigen die Sparte mit der größten Prämieinnahme maßgebend.

Bei etwaigen Kürzungen ist der Umrechnungskurs für das deutsche Geschäft 100 Reichsmark = 175 Franken

anzuwenden.

anzuwenden.

6. Im Interesse einer möglichst gerechten Berücksichtigung aller beteiligten Gesellschaften ist schon vom II.Quartal des Abkommensjahres an insoweit ein Ausgleich anzustreben, als alle nach Möglichkeit auf einen gleich hohen Zuteilungsprozentsatz gebracht werden.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

*L. v. B.*

66

Der Vorsitzende  
der Schweizerischen Delegation  
-----

Berlin, den 9. August 1940.

Herr Vorsitzender!

Indem ich mich auf die mir mit Ihrem Schreiben vom heutigen Tage mitgeteilte Regelung der Überweisung von Überschüssen im Direktversicherungsverkehr beziehe, bestätige ich Ihnen, daß ich mit der getroffenen Vereinbarung einverstanden bin.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

An den Vorsitzenden der Deutschen Delegation,  
Herrn Ministerialrat Seyboth, Berlin.

(G b)

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

Die in der Anlage D zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 (Versicherungsabkommen) unter Ziffer 1 Absatz 2 erwähnte besondere Vereinbarung bezüglich der Behandlung des deutsch-schweizerischen Rückversicherungsverkehrs hat folgenden Wortlaut:

1. Rückversicherungsleistungen werden deutscherseits in Höhe von zwei Dritteln der von deutschen Zedenten (einschließlich der deutschen Zweigniederlassungen ausländischer Gesellschaften) geschuldeten Reichsmarksalden in freien Reichsmark überwiesen.
2. Vor Errechnung des vorgenannten Zweidrittelbetrages sind im gleichen Zeitpunkt fällige Salden, welche der schweizerische Rückversicherer dem deutschen Zedenten aus Gegengeschäft schuldet, mit dem vom deutschen Zedenten zu zahlenden Reichsmarkbetrag zum Tageskurs und innerhalb der gleichen Versicherungsparte zu verrechnen.
3. Das nicht transferierbare Drittel der zu Gunsten der schweizerischen Rückversicherer fälligen Reichsmarksalden wird bei den deutschen Schuldner auf einem Separat Depot-Konto gutgeschrieben.
4. Die Guthaben auf den Separat-Depot-Konten können von den schweizerischen Rückversicherern
  - a) auf ein Vorzugssperreguthaben eingezahlt und zu den in den Richtlinien der Devisenbewirtschaftung Abschnitt IV Ziffer 49 ff genannten Zwecken,
  - b) zu eigenen Rückversicherungszahlungen innerhalb Deutschlands
 verwendet werden.

An den  
Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,  
Herrn Direktor Dr. Hotz,

z.Zt. Berlin

5.

5. Eine Überweisung nach der Schweiz, beziehungsweise eine Gutschrift auf das Separat-Depot-Konto kann erst erfolgen, wenn die schweizerischen Rückversicherer bei ihren deutschen Zedenten nachfolgende Sicherheitsdepots gestellt haben:

- a) in der Feuer-, Einbruch-Diebstahlbranche und den Nebenbranchen 50 % der Jahresprämien
- b) in der Unfall-, Haftpflicht- und Autohaftpflichtbranche 60 % der Jahresprämien
- c) in der Transportbranche 65 % der Schadenreserve.

Die vorstehenden Sicherheitsdepots sind aus Aktivsalden -nach Branchen getrennt - aufzufüllen.

Vertraglich vereinbarte Sicherheitsdepots, die über den vorgenannten Sätzen liegen, bleiben in der Regel im bisherigen prozentualen Umfange bestehen.

Von dem Einbehalt von Sicherheitsdepots kann abgesehen werden, wenn der schweizerische Rückversicherer seinem deutschen Zedenten ein Gegenaliment gibt. Diese Begünstigung ist jedoch an die Voraussetzung geknüpft, daß auch der schweizerische Rückversicherer für sein Gegenaliment kein Sicherheitsdepot einbehält, und daß das in die Schweiz gegebene Geschäft das aus der Schweiz hereinkommende Gegenaliment prämiemäßig nicht übersteigt.

6. Für Schadenexcedenten-Verträge und für die fakultative Abdeckung von Einzelrisiken können Ausnahmen von diesem Abkommen im Sinne der allgemeinen deutschen Bestimmungen über den Rückversicherungsverkehr in freien Reichsmark zugelassen werden. Diesbezügliche Anträge sind über die zuständigen Devisenstellen an das Reichswirtschaftsministerium zu richten.

7. Im Falle der Auflösung der gesamten vertraglichen Beziehungen zwischen einem deutschen Zedenten und einem schweizerischen Rückversicherer wird der Saldo aus der Schlußabrechnung über Portefeuille- und Depotrückgabe zu drei Dritteln in freien Reichsmark überwiesen.

8. Es besteht Übereinstimmung darüber, daß die hier vorgesehene Regelung solange in Geltung bleibt wie das Ab-  
kommen

kommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsver-  
kehr vom 9. August 1940.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck  
meiner vorzüglichen Hochachtung.

*Hyb...*



7

A n l a g e E

zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen  
Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940.

Vereinbarungen über den Verkehr zwischen der Deutschen  
Verrechnungskasse und der Schweizerischen Nationalbank

(Bankenabkommen)

Zur Regelung des Zahlungsausgleichs zwischen Deutschland (mit Ausnahme des Protektorats Böhmen und Mähren) und der Schweiz auf Grund des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940, der in Reichsmark oder in Schweizerfranken erfolgen wird, werden folgende Vereinbarungen getroffen:

#### Artikel I

Die Deutsche Verrechnungskasse führt in ihren Büchern für die Schweizerische Nationalbank ein auf Reichsmark lautendes Sammelkonto. Die Schweizerische Nationalbank führt in ihren Büchern für die Deutsche Verrechnungskasse ein auf Schweizerfranken lautendes Sammelkonto. Beide Konten werden nicht verzinst.

#### Artikel II

Deutsche Schuldner, die Verbindlichkeiten nach Maßgabe der Artikel 2 und 5 bis 8 des Warenzahlungsabkommens in Reichsmark erfüllen müssen, haben die geschuldeten Beträge auf das Sammelkonto der Schweizerischen Nationalbank bei der Deutschen Verrechnungskasse unter Vorlegung der erforderlichen Genehmigungen einzuzahlen. Die Schweizerische Nationalbank wird auf Grund der ihr gutgeschriebenen Reichsmarkbeträge im Rahmen dieses Guthabens und nach Maßgabe des Briefwechsels zwischen den Vorsitzenden der deutschen und der schweizerischen Delegationen vom 9. August 1940 betreffend die Pauschalwertgrenze von 124 Millionen Franken sogleich nach Empfang der Gut-schriftsaufgaben der Deutschen Verrechnungskasse die schweizerischen Gläubiger nach Feststellung der Ordnungsmäßigkeit der Überweisungen durch die Schweizerische Verrechnungsstelle in Franken befriedigen. Für die Umrechnung kommt der von der

Schweizerischen

Schweizerischen Nationalbank auf der Basis des Tageskurses für Auszahlung Berlin fixierte Kurs zur Anwendung.

Soweit deutsche Schuldner Verpflichtungen der im ersten Absatz genannten Art in Schweizerfranken eingegangen sind, haben sie die Frankenbeträge unter Vorlegung der erforderlichen Genehmigungen von der Deutschen Verrechnungskasse zu kaufen. Für die Umrechnung kommt der amtliche Mittelkurs der Berliner Börse für Auszahlung Schweiz zur Anwendung. Die Deutsche Verrechnungskasse wird diese Beträge aus ihren Guthaben bei der Schweizerischen Nationalbank und nach Maßgabe des in vorstehendem Absatz genannten Briefwechsels an die schweizerischen Gläubiger gemäß Artikel VII dieser Anlage zahlen lassen. Die Auszahlung erfolgt nach Feststellung der Ordnungsmäßigkeit der Überweisungen durch die Schweizerische Verrechnungsstelle.

### Artikel III

Schweizerische Schuldner, die Verbindlichkeiten nach Maßgabe des Art. IV des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr in Schweizerfranken erfüllen müssen, haben die geschuldeten Beträge auf das Sammelkonto der Deutschen Verrechnungskasse bei der Schweizerischen Nationalbank einzuzahlen. Die Deutsche Verrechnungskasse wird auf Grund der ihr gutgeschriebenen Schweizerfrankenbeträge im Rahmen dieses Guthabens sogleich nach Erhalt der Gutschriftsaufgaben der Schweizerischen Nationalbank die deutschen Gläubiger zum amtlichen Mittelkurs der Berliner Börse für Auszahlung Schweiz in Reichsmark befriedigen. Es ist der Deutschen Verrechnungskasse freigestellt, die Ordnungsmäßigkeit der Überweisungen zu prüfen.

Soweit schweizerische Schuldner Verpflichtungen derselben Art in Reichsmark eingegangen sind, haben sie die

Reichsmark-

Reichsmarkbeträge von der Schweizerischen Nationalbank zu kaufen. Für die Umrechnung kommt der von der Schweizerischen Nationalbank auf der Basis des Tageskurses für Auszahlung Berlin fixierte Kurs zur Anwendung. Die Schweizerische Nationalbank wird diese Beträge aus ihrem Guthaben auf dem Sammelkonto bei der Deutschen Verrechnungskasse an die deutschen Gläubiger zahlen lassen. Es ist der Deutschen Verrechnungskasse freigestellt, die Ordnungsmäßigkeit der Überweisungen zu prüfen.

#### Artikel IV

Zahlungsverpflichtungen in dritter Währung werden, falls nichts anderes bestimmt ist, zum Tageskurs des Auszahlungslandes in Reichsmark bzw. in Schweizerfranken umgerechnet.

#### Artikel V

Die Deutsche Verrechnungskasse wird der Schweizerischen Verrechnungsstelle auf Wunsch nach Möglichkeit über die bei der Reichsbank auf Grund der Exportvalutaerklärungen eingehenden Anmeldungen der Waren, die aus dem deutschen Wirtschaftsgebiet nach der Schweiz ausgeführt worden sind, alle zur Erfassung der betreffenden Zahlung dienenden Angaben machen.

#### Artikel VI

Die beiden Notenbanken werden erforderlichenfalls die Salden des Sammelkontos der Schweizerischen Nationalbank einerseits und des Warenkontos der Deutschen Verrechnungskasse andererseits zu einem zwischen ihnen zu vereinbarenden Kurs kompensieren.

Ein etwa zu Gunsten der Schweizerischen Nationalbank verbleibender Saldo wird auf die nächste Rechnungsperiode vorgetragen.

#### Artikel VII

A. Die bei der Schweizerischen Nationalbank gemäß Artikel III dieser Anlage monatlich erfolgenden Einzahlungen werden (soweit hierüber nicht nach Abschnitt B in diesem Artikel verfügt wird) ab 1. August 1940 in nachstehender Weise aufgeteilt:

1) Zunächst wird ein Betrag von 2,8 Mill. Fr. monatlich ausgeschieden. Von dieser Summe werden bis auf weiteres nur 1,5 Mill. Fr. einem "Reiseverkehrskonto", der verbleibende Betrag von 1,3 Mill. Fr. einem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" gutgeschrieben.

Für den Fall, daß die angeführten 1,3 Mill. Fr. auf Grund zu treffender Abrede nicht mehr dem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" gutgeschrieben, sondern dem "Reiseverkehrskonto" zugeführt werden sollten, kann aus diesen Mitteln die Bezahlung der Aufenthalts- und Kurkosten für deutsche Staatsangehörige, die sich aus besonderen Umständen in die Schweiz begeben und dort aufhalten (Kriegsverwundete, Rekonvaleszenten usw.) erfolgen, soweit die zuständigen schweizerischen Stellen damit einverstanden sind.

2) Der verbleibende Betrag der monatlichen Einzahlungen wird wie folgt aufgeteilt:

- a) 11,8 v.H. werden der Deutschen Verrechnungskasse auf ein freies Konto gutgeschrieben;
- b) 72,2 v.H. werden einem Warenkonto zur Bezahlung von Waren schweizerischer Erzeugung oder solcher Waren, die in der Schweiz eine wesentliche Bearbeitung erfahren haben, einschließlich der Zahlungen für Strom-

lieferungen

lieferungen von der Schweiz nach Deutschland, der Zahlungen für Veredelungslöhne und Reparaturen sowie zur Bezahlung von Nebenkosten im Warenverkehr und für verwandte Zahlungen gutgeschrieben;

- c) 4,0 v. H. werden einem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" gutgeschrieben;
- d) 12,0 v. H. werden einem Konto gutgeschrieben, aus dem vorerst die Kosten der Durchführung der Transferangebote und sodann die unter das Gesetz über Zahlungsverbindlichkeiten gegenüber dem Ausland vom 9. Juni 1933 fallenden Vermögenserträge schweizerischer Gläubiger gemäß besonderen Vereinbarungen beglichen werden sollen (Transferfonds).

B. Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank für Lieferungen deutscher landwirtschaftlicher Erzeugnisse der schweizerischen Tarifnummern 1 - 18, 23b, 45, 45a, 53, 68b, 114 a - b, 117a 1 - b 2, 119b, 125, 166, 205, 208a 1 - 210, 211b, 220 und 978 werden dem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" gutgeschrieben. Alle diesem Konto gutgeschriebenen Beträge stehen zu 100 v. H. für den Bezug schweizerischer landwirtschaftlicher Erzeugnisse zur Verfügung.

#### Artikel VIII

Diese Vereinbarungen bilden einen Bestandteil des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 und gelten so lange wie dieses. Bleibt eines der in den Anlagen A B C geregelten Abkommen länger in Kraft als das Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940, so gelten auch die darauf bezüglichen Bestimmungen des Bankenabkommens entsprechend weiter.

Berlin, den 9. August 1940.

Für die Deutsche Regierung:

Für den Schweizerischen Bundesrat:

*Wilhelm  
Leybold*

*Friedrich  
Haffner*

⑧

Zeichnungsprotokoll zum Abkommen über den.  
deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr  
vom 9. August 1940.

## 1

Unter Bezugnahme auf die heutige Unterzeichnung des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 und dessen Anlagen wird festgestellt, daß Einverständnis besteht über folgende weitere Punkte:

I. Zum Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr.

1.) Generalklausel (zu Artikel I).

Gerichtskosten, Steuern und ähnliche Zahlungen, welche auf Grund der in Artikel I ausgesprochenen Generalklausel von der Schweiz nach Deutschland im Verrechnungswege geleistet werden, können auch umgekehrt von Deutschland nach der Schweiz über das Sammelkonto beglichen werden; sie werden wie Nebenkosten im Warenverkehr behandelt.

2.) Grenzverkehr (zu Artikel III Ziffer 5a).

Die bisherige devisenmäßige Regelung des Grenzverkehrs soll vorbehaltlich von Mißbräuchen im Einzelfalle aufrechterhalten bleiben, sofern nicht in diesem Artikel Änderungen vorgesehen sind.

Schweizerische Anregungen und Wünsche über eine reibungslose Abwicklung des Grenzverkehrs werden deutscherseits geprüft werden; es soll ihnen nach Möglichkeit Rechnung getragen werden.

a) Lohn-, Gehalts-, Pensions- und ähnliche Zahlungen, die in Franken vereinbart sind, werden wie bisher durch Erteilung von Devisenerwerbsgenehmigungen transferiert. Bei Lohn-, Gehalts-, Pensions- und ähnlichen Zahlungen, die in Reichsmark vereinbart sind, werden den Berechtigten Devisenerwerbsgenehmigungen nur in Höhe derjenigen Franken beträge erteilt werden, wie sie auf Grund der alten Parität von 123,50 Franken für 100 Reichsmark zu beanspruchen wäre. Der Unterschied zum jeweiligen Tageskurs wird den Berechtigten in Silbermark zur Verfügung gestellt, über deren Verwendung in Deutschland und Verbringung in das Ausland die hierfür ergehenden Anordnungen maßgebend sind.

b) Tantieman, Gratifikationen oder Aufsichtsratsvergütungen



gütungen und dergleichen gelten als Zahlungen im kleinen Grenzverkehr und sind gemäß den Bestimmungen von a) zu überweisen, wenn diese Zahlungen nicht in einem unangemessenen Verhältnis zu den geleisteten Diensten stehen.

Durch die Bezahlung von Tantiemen, Gratifikationen oder Aufsichtsratsvergütungen und dergleichen soll jedoch für eine einzelne Person der Gesamtbetrag von 3.000 Franken monatlich unter Hinzuzählung der Zahlungen, die sie im kleinen Grenzverkehr für Löhne, Gehälter und dergleichen erhält, nicht überschritten werden. Übertragungen auf andere Monate sind zulässig.

c) Bei Lohn-, Gehalts-, Pensions- und ähnlichen Ansprüchen, die monatlich 3.000 Franken übersteigen, werden Devisenerwerbsgenehmigungen nur bis höchstens 3.000 Franken erteilt. Der 3.000 Franken übersteigende Betrag wird den Berechtigten in Silbermark zur Verfügung gestellt, über deren Verwendung in Deutschland und Verbringung in das Ausland die hierfür ergehenden Anordnungen maßgebend sind.

Die Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements behält sich vor, Einzelanträge von Berechtigten auf Erhöhung der 3.000 Franken befürwortend dem Reichswirtschaftsministerium zuzuleiten.

### 3.) Zinsen für Neukredite (zu Artikel III Ziffer 5c).

Zinsen für Kredite und Vermögensanlagen, die aus Mitteln stammen, die nach dem 15. Juli 1931 in ausländischen Zahlungsmitteln oder in freier Reichsmark nach Deutschland geflossen und deshalb dem Gesetz vom 9. Juni 1933 nicht unterstellt sind, werden in freien Devisen überwiesen.

### 4.) Zinsen für Frankengrundsulden (zu Artikel III Ziffer 5 d).

Hinsichtlich der schweizerischen Frankengrundsulden gemäß dem Abkommen zwischen dem Deutschen Reich und der Schweizerischen Eidgenossenschaft betreffend schweizerische Goldhypotheken vom 6. Dezember 1920 und dem Zusatzabkommen vom 25. März 1923 werden die beiderseitigen Rechtsvorbehalte, die im Briefwechsel vom 6. Juli 1936 festgestellt sind, aufrechterhalten. Die Zinsen aus diesen Frankengrundsulden

schulden werden bei der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden eingezahlt. Dieser Weg wird zum Zwecke der Erleichterung der praktischen Durchführung und der Kontrolle der Zahlungen gewählt. Die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden wird die Frankengrundschuldzinsen durch die Schweizerische Nationalbank auszahlen lassen und ihr hierzu die notwendigen Mittel in freien Devisen zur Verfügung stellen.

5.) Härtefälle bei Kapitalforderungen

(zu Artikel III Ziffer 5g).

Es besteht Einverständnis darüber, daß in besonders gelagerten Härtefällen fällige Kapitalforderungen schweizerischer Gläubiger, für die nach den deutschen devisa-rechtlichen Bestimmungen nur eine Zahlung auf Sperrkonto zulässig wäre, aus den unter Artikel V A 2 d zur Verfügung stehenden Mitteln vorweg transferiert werden können. Derartige Anträge werden schweizerischerseits vorgeprüft und unter Darlegung der Umstände dem Reichswirtschaftsministerium zur Entscheidung zugeleitet werden. Das Reichswirtschaftsministerium wird derartigen Anträgen entsprechen, wenn dies mit der allgemeinen devisa-rechtlichen Praxis in Härtefällen vereinbar erscheint.

6.) Kohleneinfuhr von Deutschland nach der Schweiz ( zu Artikel IV Ziffer 1).

Es besteht Einverständnis darüber, daß die aus Deutschland in die Schweiz eingeführte Kohle der Tarifnummern 643a, 644, 645, 646a und 646b des schweizerischen Zolltarifs nicht wieder aus der Schweiz in dritte Länder ausgeführt werden darf, sondern in der Schweiz zu verbrauchen ist.

7.) Stillhalteabkommen ; sowie Verzinsung und Tilgung der Schuldverschreibungen der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden (zu Artikel V A 2 a ).

Die Bestimmungen des deutschen Kreditabkommens von 1939  
oder

oder des nach Ablauf dieses Abkommens geschlossenen deutsch-schweizerischen Kreditabkommens werden durch das Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr nicht berührt. Es besteht Einverständnis, daß die Bestimmungen des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens und seiner Anlagen einer Unterstellung schweizerischer Kredite unter ein Stillhalteabkommen nicht entgegenstehen.

Der Schweizerische Bundesrat nimmt davon Kenntnis, daß aus den der Deutschen Verrechnungskasse monatlich zufließenden freien Guthaben (Artikel V A 2a) die Begleichung der Stillhaltezinsschweizerischer Gläubiger und die Verzinsung und Amortisation der ausgegebenen und noch auszugebenden Schweizer Franken-Schuldverschreibungen der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden erfolgen wird.

#### 8.) Handel in nichtschweizerischen Waren.

a) Es besteht Einverständnis darüber, daß die Bezahlung sämtlicher Waren nichtschweizerischer Erzeugung bzw. Waren, die in der Schweiz keine wesentliche Bearbeitung erfahren haben und die nach dem 31. Juli 1934 durch Vermittlung von in der Schweiz ansässigen Firmen nach Deutschland geliefert wurden, vorbehaltlich der Ziffer 14 dieses Zeichnungsprotokolls und der nachstehenden Vereinbarungen nicht im Wege des Verrechnungsabkommens erfolgt.

b) Die Deutsche Regierung hat nicht die Absicht, den Handel von in der Schweiz ansässigen Firmen, welche Waren nichtschweizerischer Erzeugung bzw. Waren, die in der Schweiz keine wesentliche Bearbeitung erfahren haben, schon vor dem Eintritt der Devisenbewirtschaftung regelmäßig nach Deutschland lieferten, schlechter zu stellen als den deutschen Handel mit gleichartigen Waren. Etwaige Beschränkungen des Handels infolge Bewirtschaftung dieser Waren werden grundsätzlich so gehandhabt werden, daß diese Maßnahmen unter Berücksichtigung aller Umstände den deutschen Handel in gleicher Weise wie den schweizerischen Handel treffen. Insbesondere wird die Deutsche Regierung bei der Zuteilung von Devisen zum Kauf von Rohstoffen und Lebensmitteln,

die

die Deutschland im Wege des Zwischenhandels über die Schweiz zu beziehen pflegt, keine Maßnahmen treffen, um den herkömmlichen verhältnismäßigen Anteil des schweizerischen Transithandels an der Versorgung Deutschlands mit diesen Waren zu verringern. Inwieweit im Rahmen der Monopol- oder monopolähnlichen Bewirtschaftung der schweizerische Handel berücksichtigt werden kann, bleibt in jedem Fall besonderer Vereinbarung überlassen.

c) Die Bezahlung deutscher Waren, die in der Schweiz ansässige Firmen nach dritten Ländern ausführen, mit denen Deutschland kein Verrechnungs- oder ein einem solchen gleichstehendes Zahlungsabkommen abgeschlossen hat, erfolgt in Abweichung von den Bestimmungen des Art. IV des Verrechnungsabkommens außerhalb des Verrechnungsverkehrs.

Zur Erleichterung der Abwicklung solcher Geschäfte mit Ländern, mit denen Deutschland ein Verrechnungs- oder diesem gleichstehendes Zahlungsabkommen abgeschlossen hat, wird die Deutsche Regierung den schweizerischen Firmen auf Antrag die Genehmigung zur Führung eines Ausländersonderkontos für Inlandszahlungen besonderer Art (Transit-ASKI) erteilen.

#### 9.) Übergangsvorschriften.

Die per 30. Juni 1941 im Transferfonds vorhandenen Überschüsse, die nicht zur Abwicklung früherer Fälligkeiten und der Fälligkeiten gemäß Ziffer 1 der Anlage C benötigt werden, sollen ausschließlich zur Bedienung von Vermögenserträgen schweizerischer Finanzgläubiger verwendet werden, es sei denn, daß zu oder nach diesem Zeitpunkt ein deutsch-schweizerisches Verrechnungsabkommen nicht mehr besteht.

Im Transferfonds noch vorhandene und zur Abwicklung gemäß Absatz I nicht benötigte Mittel werden dem Sammelkonto zugeführt, falls in diesem Zeitpunkt ein deutsch-schweizerisches Verrechnungsabkommen nicht mehr besteht.

#### 10.) Außerkrafttreten anderer Abkommen (zu Artikel VIII).

a) Im Falle einer Kündigung des Abkommens über den

deutsch-

deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr vom 9. August 1940 treten die Vereinbarungen über Verrechnung im deutsch-schweizerischen Warenverkehr (Anlage A) und die Vereinbarung über den deutsch-schweizerischen Reiseverkehr (Anlage B) zum gleichen Tage außer Kraft wie das deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen.

Die Kündigung des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr erstreckt sich jedoch nicht auf die Transfervereinbarung (Anlage C).

b) Im Falle der Kündigung des Abkommens über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr sind beide Teile berechtigt, mit einmonatiger Frist von dem Abkommen vom 5. November 1932 über den gegenseitigen Warenverkehr zurückzutreten.

## II. Zum Warenezahlungsabkommen (Anlage A).

### 11.) Beurteilung des schweizerischen Ursprungs (zu Artikel 4).

Bei der Anwendung des Bundesratsbeschlusses über die Zulassung von Warenforderungen zum Zahlungsverkehr mit dem Ausland vom 28. Juni 1935 werden die von der Deutschen Regierung in konkreten Fällen hinsichtlich der Umschreibung des schweizerischen Ursprungs der Waren vorgebrachten Wünsche wohlwollend geprüft und nach Möglichkeit berücksichtigt werden mit dem Ziele, die Ausfuhr von Waren bestimmter Bearbeitungsstufen im Umfange der früheren normalen Ausfuhr nach Deutschland auch während der Geltung des Verrechnungsverkehrs aufrechtzuerhalten.

Es herrscht Einverständnis darüber, daß die bei der schweizerischen Fabrikation entstehenden Abfälle (z.B. Abfälle von Wolle oder Metallen usw.) als Waren schweizerischer Erzeugung anzusehen sind.

Weiter besteht Einverständnis darüber, daß die Schweiz die Bezahlung von wollenen Kammzug im Verrechnungswege im Rahmen der allgemeinen Wertgrenzenregelung zulassen wird.

12.) Behandlung von Aufsichtsratsvergütungen  
und dergl. (zu Artikel 8).

Es herrscht Einverständnis darüber, daß die Forderungen schweizerischer Gläubiger auf Aufsichtsratsvergütungen, Reisevergütungen an Aufsichtsratsmitglieder, Steuererstattungen, insbesondere auf Grund des deutsch-schweizerischen Doppelbesteuerungsabkommens, sofern die Steuern in Devisen oder freier Reichsmark geleistet werden, für Kommissionsvergütungen aller Art, die nicht in unmittelbarem Zusammenhang mit dem Warenverkehr stehen, wie insbesondere Baukommissionen und Vergütungen für vertragliche Mitwirkung oder Beratung technischer oder geschäftlicher Art, den in Artikel 8 Abs. 2 genannten Nebenkosten im Warenverkehr gleichgestellt sind.

13.) Teilzahlung von Verbindlichkeiten  
(zu Artikel 6, 7, 8).

Falls mit Zahlungen der in Artikel 6, 7, 8 genannten Art Verbindlichkeiten abgedeckt werden sollen, die sich auf einen Zeitraum von mehr als einem Monat beziehen, bleibt vorbehalten, die Genehmigung in der Weise zu erteilen, daß die Bezahlung in monatlichen Teilbeträgen zu erfolgen hat.

14.) Rohseide für deutsche Fabrikationsstätten  
schweizerischer Firmen (zu Artikel 4).

Es herrscht Einverständnis darüber, daß die Bezahlung von Rohseide der stat.Nr. 391a nichtschweizerischer Erzeugung, welche in der Schweiz ansässige Firmen ihren in Deutschland gelegenen Fabrikationsstätten zur eigenen Verarbeitung liefern, bis zu dem nach Liste 1 zum Warenezahlungsabkommen zur Verfügung stehenden Betrag im Wege des Verrechnungsabkommens erfolgen kann.

15.) Erteilung von Einfuhrbewilligungen nur beim  
Vorliegen einer Devisenbescheinigung.

Es besteht Einverständnis darüber, daß für Waren, für die in Deutschland ein Einfuhrverbot besteht, Einfuhrbewilligungen

ligungen nur beim Vorliegen einer Devisenbescheinigung erteilt werden.

16.) Aushändigung von Devisenbescheinigungen.  
(Zu Artikel 11).

Die Aushändigung der Devisenbescheinigungen an die schweizerische Ausfuhrfirma gemäß Artikel 11 Absatz 2 kann jederzeit nach vorheriger Mitteilung der Gründe an die Schweizerische Regierung untersagt werden.

17.) Kunstseide .

Das dritte Geheime Protokoll über die Einfuhr von Kunstseide vom 5. Juli 1939 bleibt mit der Maßgabe aufrechterhalten, daß in Abänderung von Ziffer III Absatz 2 des genannten Protokolls die Wertgrenze für die Einfuhr von Kunstseide (Viscose- und Celtaseide) der Nrn. 394 und 395 des Deutschen Zolltarifs für die Zeit bis zum 31. Dezember 1940 auf einen Betrag in Höhe von monatlich 143.410.- RM zuzüglich 5.000.- RM Celtazuschlag festgesetzt und auf die einzelnen Firmen wie folgt verteilt wird:

Steckborn:	39.251,- RM
Feldmühle:	56.317,- RM
Emmenbrücke:	52.842,- RM.

Dabei besteht Einverständnis darüber, daß die Wertgrenze für Emmenbrücke in voller Höhe für die Einfuhr von Celtaseide verwendet werden kann. Soweit ein Absatz von Celtaseide in Deutschland nicht möglich sein sollte, steht sie auch für die Einfuhr von Viscoseseide zur Verfügung.

18.) Stromkosten (zu Artikel 6).

Die Schweiz behält sich vor, die Auszahlung für elektrischen Strom auf einen monatlichen Höchstbetrag zu beschränken.

Es besteht Einverständnis darüber, daß der von dem Kraftwerk Laufenburg bis Kriegsausbruch über die Firma "Formo" in Mülhausen nach Deutschland gelieferte und an  
Frankreich

Frankreich bezahlte schweizerische Strom, der nunmehr unmittelbar nach Deutschland geliefert wird, im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr bezahlt wird.

Weiter erklärt sich die Schweizerische Regierung damit einverstanden, daß auch der Teil des von den Lonzawerken nach Deutschland gelieferten Stromes, für den bisher Zahlungen in Sperrmark entgegengenommen wurden, im deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr bezahlt wird.

#### 19.) Höchstbeträge für Lizenzüberweisungen.

Entsprechend der vorgesehenen Möglichkeit, für schweizerische Gläubiger ideeller Leistungen Höchstbeträge festzusetzen, besteht Einverständnis darüber, daß:

- a) zugunsten der Firma Brown, Boveri & Cie.,  
Baden (Schweiz), ein monatlicher Höchstbetrag von  
175.000.- RM,
- b) zugunsten der Firma Gebrüder Sulzer A.G., Winterthur (Schweiz), ein monatlicher Höchstbetrag von  
100.000.- RM,
- c) zugunsten der Firma Alimentana A.G., Kempttal (Schweiz), ein monatlicher Höchstbetrag von  
185.000.- RM

festgesetzt wird.

Bei den obigen Lizenzüberweisungen findet ohne Rücksicht auf den Entstehungszeitpunkt der Forderung die vereinbarte Nebenkostenkürzung statt.

#### 20.) Überweisung von auf Franken lautenden Regiespesen.

Die Beträge, die gemäß Artikel 9 Absatz 1 des Warenzahlungsabkommens als Nebenkostensperrmark auf ein Sperrkonto einzuzahlen wären, sind auf dem L-Konto zu belassen.

#### 21.) Schweizerische Ausfuhrzölle.

Von der Erhebung der seit dem 26. September 1936 erhöhten oder neu eingeführten schweizerischen Ausfuhrzölle wird für solche Exporte von Abfällen aus der schweizerischen Produktion nach Deutschland abgesehen werden, die den von der einzelnen schweizerischen Firma im Monatsdurchschnitt des 1. Halbjahrs 1934 oder im Monatsdurchschnitt des Jahres 1933 nach Deutschland getätigten Exporten entsprechen.



chen. Das gleiche gilt für den Fall, daß für Abfälle bestehende Ausfuhrzölle erhöht oder neu eingeführt werden sollten.

22.) Schweizerische Ausfuhratteste für Uhrenteile.

Die zuständigen schweizerischen Stellen erhalten Anweisung, für die Ausfuhr von Teilen von Assortiments nach Deutschland Ausfuhratteste bis zu derjenigen Menge zu erteilen, für welche der schweizerische Exporteur nachweist, der beziehenden deutschen Firma schon im Jahre 1934 Teile gleicher Art geliefert zu haben.

23.) Baumwollgarne, Baumwollgewebe und Stickereien.

Das Zusatzprotokoll zu den Vereinbarungen über Verrechnung im deutsch-schweizerischen Warenverkehr betreffend Baumwollgarne, Baumwollgewebe und Stickereien vom 19. Februar 1935 bleibt mit sinngemäßer Anpassung an die veränderten Verhältnisse weiterhin in Anwendung.

24.) Auf österreichische Schillinge lautende Zahlungsverpflichtungen.

Soweit Zahlungsverpflichtungen auf österreichische Schillinge lauten, sind diese unter Umrechnung in Schweizerfranken abzuwickeln. Die Umrechnung hat bei Auszahlung an schweizerische Gläubiger auf Grund des letztbekannten Tageskurses für Auszahlung Wien in der Schweiz (81,35 Fr. = 100 Schillinge) und bei Auszahlung an österreichische Gläubiger auf Grund des mittleren Privatclearingkurses vom 17. März 1938 für Auszahlung Schweiz in Wien (123,54 Schillinge = 100 Fr.) zu erfolgen.

Falls der Kurs des Schweizerfranken über die üblichen Schwankungen hinausgehen sollte (173 bis 180 Fr. für 100 RM), werden die Schweizerische Nationalbank und die Deutsche Verrechnungskasse im Einvernehmen miteinander die Kursbasis für dann etwa noch zu erfüllende auf Schilling lautende Zahlungsverpflichtungen neu festsetzen. Zahlungsverpflichtungen in dritter Währung werden, falls nichts  
anderes

anderes vereinbart ist, zum Tageskurs des Auszahlungslandes in Reichsmark bzw. in Schweizerfranken umgerechnet.

25.) Übergangsregelung für die sudetendeutschen Gebiete.

Für den Gegenwert von Einfuhren in die sudetendeutschen Gebiete, die vor dem 9. November 1938, aber nach dem 31. Dezember 1937 stattgefunden haben, werden Devisenbescheinigungen ohne Rücksicht auf frühere entsprechende Warenbezüge der betreffenden Firmen und ohne Anrechnung auf die Wertgrenzen stets erteilt werden, soweit nicht eine Zahlungsmöglichkeit auf Grund einer vor der Eingliederung der sudetendeutschen Gebiete in das Deutsche Reich erteilten Bewilligung gegeben war. Dasselbe gilt sinngemäß für die Erteilung von Devisengenehmigungen zur Bezahlung von Veredelungslöhnen, die sich auf Veredelungsaufträge beziehen, welche vor dem 9. November 1938, aber nach dem 31. Dezember 1937 nach der Schweiz vergeben worden sind.

Für vor dem 1. Januar 1938 erfolgte Einfuhren in die sudetendeutschen Gebiete bleibt die Entscheidung von Fall zu Fall vorbehalten; für die Zahlung von Verbindlichkeiten aus der Lieferung von Waren, die handelsüblich mit längeren Zahlungsfristen verkauft werden oder bei denen aus sonstigen Gründen die Einräumung eines längeren Zahlungszieles kommerziell begründet erschien, werden die erforderlichen Devisenbescheinigungen ohne Rücksicht auf frühere entsprechende Warenbezüge und ohne Anrechnung auf bestehende Wertgrenzen unter Würdigung aller Umstände des Falles vorbehaltlich von offenkundigen Mißbräuchen erteilt werden.

Es besteht Einverständnis darüber, daß die Bezahlung der vor dem 1. Oktober 1938 aus der Schweiz in die sudetendeutschen Gebiete gelieferten Waren ohne Prüfung ihres Ursprungs im Verrechnungswege zugelassen wird. Weiter besteht Einverständnis darüber, daß bis zum 9. November 1938 in die sudetendeutschen Gebiete eingeführte Waren schweizerischen Ursprungs ohne Beschränkung zur Bezahlung im Verrechnungswege zugelassen werden.

26.) Übergangsregelung für sonstige neu in die deutsche Devisenbewirtschaftung einbezogene Gebiete.

Vorbehaltlich der Ziffern 24 und 25 dieses Zeichnungsprotokolls werden für den Gegenwert von Einfuhren, die in diejenigen Gebiete, in denen bis zum 7. Juni 1940 die deutschen Devisenbestimmungen durch Gesetz oder Verordnung eingeführt wurden, stattfanden, bevor dort die deutsche Devisenbewirtschaftung in Kraft war, vorbehaltlich von Mißbräuchen Devisenbescheinigungen ohne Anrechnung auf die Wertgrenzen stets erteilt werden, soweit nicht eine Zahlungsmöglichkeit auf Grund eines früher eingeleiteten Verfahrens gegeben ist. Dasselbe gilt sinngemäß für die Erteilung von Devisengenehmigungen zur Bezahlung von Veredelungslöhnen.

Für den Gegenwert von Einfuhren, die mehr als 12 Monate vor dem Inkrafttreten der deutschen Devisenbewirtschaftung stattfanden, bleibt die Entscheidung von Fall zu Fall vorbehalten; für die Zahlung von Verbindlichkeiten aus der Lieferung von Waren, die handelsüblich mit längeren Zahlungsfristen verkauft werden, oder bei denen aus sonstigen Gründen die Einräumung eines längeren Zahlungszieles kommerziell begründet erscheint, werden die erforderlichen Devisenbescheinigungen ohne Anrechnung auf bestehende Wertgrenzen unter Würdigung aller Umstände des Falles vorbehaltlich von offenkundigen Mißbräuchen erteilt werden.

Die Erfüllung alter Verpflichtungen aus dem Waren- und Dienstleistungsverkehr zwischen der Schweiz und den in das Deutsche Reich eingegliederten Gebieten der ehemaligen Republik Polen ist durch ein besonderes Protokoll vom 9. August 1940 geregelt.

27.) Veredelungsverkehr und Konsignationslager.

Es besteht Übereinstimmung; daß zu Veredelungszwecken oder als Zulieferung für die Herstellung von Fabrikaten gelieferte Waren aller Art den im anderen Lande geltenden kriegswirtschaftlichen Maßnahmen, wie Beschlagnahme, Requisitionen, Ausfuhrbeschränkungen und dergl. nicht unterliegen. Das gleiche gilt für Waren, die auf Konsignationslager geliefert

geliefert werden.

28.) Fortfall der Konten "Sonderbezüge Schweiz" und "Kohle-Eisen-Schweiz".

Im Hinblick auf den Fortfall der bisherigen Sonderregelung für Kriegsmaterialbezüge der kriegstechnischen Abteilung des Eidgenössischen Militärdepartements und der Sonderregelung für die deutschen Lieferungen von Kohle und Eisen besteht Einverständnis darüber, daß die am 31. Juli 1940 auf den Spezialkonten "Sonderbezüge Schweiz" und "Kohle-Eisen-Schweiz" bestehenden Salden auf das "Warenkonto" übertragen werden. Zahlungsaufträge deutscher Einführer, denen Devisenbescheinigungen zu Lasten der beiden erstgenannten Konten erteilt worden sind, werden ab 1. August 1940 über das "Warenkonto" abgewickelt.

29.) Übertragung des Saldos des Reiseverkehrskontos V.

Es besteht Einverständnis darüber, daß von dem am 31. Juli 1940 auf dem Reiseverkehrskonto V stehenden Saldo ein Betrag von 5 Mill. Fr. auf das "Warenkonto" übertragen werden wird.

30.) Kosten der diplomatischen und konsularischen Vertretung des Deutschen Reiches in der Schweiz.

Die Kosten der diplomatischen und konsularischen Vertretung des Deutschen Reiches in der Schweiz können für die Dauer des Verrechnungsabkommens vom 9. August 1940 im Verrechnungswege überwiesen werden, und zwar zu Lasten des bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle geführten Warenkontos.

In diesem Zusammenhange ist gleichzeitig die Vereinbarung vom 19. August 1937 betreffend die Heimschaffung schweizerischer Rückwandererguthaben abgeändert und vereinbart worden, daß die Einnahmen der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin und der Schweizerischen Konsulate im Deutschen Reich im Verrechnungswege nach der Schweiz überwiesen werden können.

31.)

31.) Gemischter Sachverständigenausschuß für  
Obst und Obstprodukte.

Der bestehende gemischte Ausschuß für Obst und Obstprodukte, dem von jeder Regierung ernannte Sachverständige aus Kreisen der Erzeugung und des Handels angehören, hat über die zeitliche und räumliche Beschickung der deutschen Märkte mit Obst und Obstprodukten und über die Absatzbedingungen zu beraten; zu den Beratungen des Ausschusses wird jede Regierung einen oder mehrere Vertreter entsenden. Die beiden Vorsitzenden des Ausschusses werden sich von Fall zu Fall über Tag und Zeit und Tagungsort verständigen. Der Ausschuß wird nach Bedarf zusammentreten.

Zu gegebener Zeit wird der Ausschuß den Regierungen Vorschläge unterbreiten über die Ausnutzung der für Obst und Obstprodukte zur Verfügung stehenden Beträge sowie über Lieferzeit und Lieferort.

32.) Erlös der Kaliausfuhr.

Es besteht Einverständnis darüber, daß der Erlös der deutschen Kaliausfuhr (schweizerische Zolltarifnummer 167) in die Schweiz bis zu einem Betrage von 3 Mill. Fr. jährlich in Bardevisen zur Bedienung der Kalianleihen zur Verfügung gestellt wird. Soweit der Erlös der Kaliausfuhr diesen Betrag übersteigt, wird der überschießende Betrag dem Konto "Landwirtschaftliche Erzeugnisse" überwiesen.

Berlin, den 9. August 1940.

Für die Deutsche Regierung:

Wichel  
Leybold

Für den Schweizerischen  
Bundesrat:

Fritsch  
Haller

Geheim

(9)

Der Vorsitzende  
der Deutschen Delegation  
-----

Berlin, den 9. August 1940

Herr Vorsitzender!

I. Bei den Verhandlungen über den Abschluss des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom heutigen Tage hat die Deutsche Regierung mitgeteilt, dass sie zwecks Verhinderung der Belieferung von anderen Ländern als Italien mit kriegswichtigen Waren autonom Massnahmen treffen wird, dass die in der Anlage 1 aufgeführten Waren nur dann durch Deutschland durchgeführt und nur dann über die schweizerisch-französische Grenze, sei es mit der Bestimmung nach Frankreich oder mit der Bestimmung nach einem dritten Land, ausgeführt werden können, wenn die Sendungen von einem Geleitschein begleitet sind, der von einer von der Deutschen Regierung zu bestimmenden Stelle ausgestellt wird. Die Änderung der Anlage 1 bleibt vorbehalten. Die Deutsche Regierung wird an die Italienische Regierung herantreten, um sie zu entsprechenden Anordnungen für die Durchfuhr durch Italien zu veranlassen.

Sobald die französischen Durchfuhrverbote erlassen sein werden und damit auch die in der Anlage 1 aufgeführten

Waren

An den

Vorsitzenden der Schweizerischen Delegation,  
Herrn Direktor Dr. H o t z ,

z.Zt. B e r l i n .  
-----

940/1

- 2 -

Waren in Frankreich diesen Durchfuhrverboten unterliegen, wird in Aussicht genommen, von der Ausstellung von Geleitscheinen für die Durchfuhr durch Frankreich abzusehen.

II. Bei dieser Gelegenheit ist über folgende Punkte Einverständnis erzielt worden:

- 1) Die in der Anlage 2 aufgeführten Waren können von der Schweiz unbeschränkt nach allen Ländern ausgeführt werden. Es bleibt vorbehalten, diese Anlage zu ändern.
- 2) Die Schweiz wird vorbehaltlich von Sonderabmachungen die Ausfuhr derjenigen Waren, die weder in der Anlage 1 noch in der Anlage 2 enthalten sind, nach allen Ländern mit Ausnahme von Deutschland und Italien bis Ende des Jahres 1940 auf diejenigen Mengen beschränken, die der Halbjahresausfuhr im Jahre 1938 oder, wenn die Ausfuhr im Jahre 1937 höher gewesen sein sollte, der Halbjahresausfuhr im Jahre 1937 entsprechen. Die gleiche Beschränkung gilt für die Ausfuhr im I. Halbjahr 1941.

Durch diese Ausfuhr nach dritten Ländern sollen die deutschen Bezugsmöglichkeiten nicht beeinträchtigt werden.

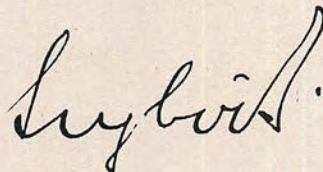
- 3) Bis zu dem Zeitpunkt, an dem die erforderlichen Einrichtungen für die Erteilung der Geleitscheine und für die Kontrolle an der deutschen, italienischen und französischen Grenze getroffen sein werden, wird die Schweiz Ausfuhrbewilligungen für die in der Anlage 1

auf-

- 3 -

aufgeführten Waren, soweit diese nicht für Deutschland oder Italien bestimmt sind, nicht erteilen. Das gleiche gilt für die Ausfuhr von Kriegsgerät über die italienische und französische Grenze, soweit das Kriegsgerät nicht für Italien bestimmt ist.

Genehmigen Sie, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'L. v. B.', is written in the center of the page.



Schweizerische  
Zolltarif-Nr.

## Warenbezeichnung

ex 19	Milchpulver (Trockenmilch)
92	Milch, kondensiert, sterilisiert, etc.
195 a	Schweres Schuhwerk
288	Lumpen (Hadern) aller Art, etc.
307 d	Chemisch präparierte und lichtempfindliche Papiere
436	Rohseide dieser Tarifnummer
630 - 632 b	Schmirgel- und Karborundumfabrikate
633 - 634	Asbest, Mika und Fabrikate daraus
638 a/b	Edelsteine aller Art, ungefasst, n.a.g.
ex 689	Optisches Rohglas
710 b	Ferrochrom, Ferro-Silicium: roh
747	Uhrenmacherwerkzeuge
753 - 756	Präzisionswerkzeuge für Metallbearbeitung
768 b, ex 769 b	Nieten, Schrauben und Schraubenmutter dieser Tarifnummern, mit Bolzendurchmesser von weniger als 9 mm
809 a <sup>1/3</sup>	Kugel- und Rollenlager aus Stahl
811 - 813	Waffen und deren Bestandteile
814	Kupfererze, Kupferfeile, Kupferspäne
816	Kupfer, rein oder legiert: Bruch; altes Glocken- und Kanonenmetall
823 - 828	Kabel aller Art
830 b	Nieten, Schrauben, etc. dieser Tarifnummer (andere als Holzschrauben)
833 - 836	Waren aus Kupfer und Kupferlegierungen, n.a.g.
840	Bleiglanz, Bleierz, Bleiabfall
842	Blei in Bruch
844	Alte Buchdruckerlettern
848	Zink in Barren, Blöcken, Platten oder Bruch; Zinkfeile, Zinkspäne
854	Zinn in Bruch; Zinnfeile, Zinnspäne
859 - 861	Nickel und Nickelwaren
862 - 865 b	Aluminium und Aluminiumlegierungen: in Massen, etc.; gehämmert, gewalzt, etc.; gestanzt
ex 870	Metallisches Chrom, Mangan, Molybdän, Titan, Uran, Vanadium, Wolfram: gewalzt (Blech)
ex 871	Desgl.: gezogen (Draht)
ex 878	Desgl.: in Stücken, Barren, Pulver

Schweizerische  
Zolltarif-Nr.

## Warenbezeichnung

Schweizerische Zolltarif-Nr.	Warenbezeichnung
894 - 898 M Dy	Dynamo-elektrische Maschinen und elektrische Transformatoren aller Art
ex 894 - 898 M 3	Pumpen
894 - 898 M 5	Gas-, Petrol-, Benzin-, Heissluft- und Druckluft-Maschinen, sowie andere Kraft-erzeugungsmaschinen
894 - 898 M 6	Werkzeugmaschinen zur Bearbeitung von Metal- len, Holz, etc.
ex 894 - 898 M 7	Luftkompressoren
894 - 898 M 9	Maschinen und mechanische Geräte aller Art, n.a.g., sowie bearbeitete Teile von Maschinen und mechanischen Geräten, n.a.g.
914 d	Automobile etc., über 1600 kg Stückgewicht (auch Bestandteile für Automobile etc., ein- schliesslich der Motoren)
914 h	Flugzeuge
924 c <sup>1/2</sup>	Elektrische Apparate zum Anlassen, zur Zün- dung, Beleuchtung etc., für Kraftfahrzeuge etc.; Teile von solchen Apparaten
924 d	Geschwindigkeitsmesser für Kraftfahrzeuge
925 - 926	Bestandteile von Stand-, Wand- und Weckeruhren
930 a/c	Bestandteile von Taschenuhren dieser Tarif- nummern
934 a/c	Andere Taschenuhrenbestandteile
935 d	Chronographen etc.
936 d	Chronographen etc.
936 e/f	Andere Uhren dieser Tarifnummern, ausgenom- men Automobiluhren
936 i	Automobiluhren
937	Astronomische, mathematische etc. Instrumente und Apparate (Feinmesswerkzeuge)
ex 943	Luftbildgeräte
944	Ungefasste optische Gläser
ex 946	Ferngläser
948 a	Feinmechanische Apparate, n.a.g., etc., sowie Teile zu solchen
971	Pflanzenealkaloide, andere als solche der Ta- rifnummer 971 a
971 a	Nikotin und dessen Verbindungen
973	Heilsera; Impfstoffe
1010	Kalziumkarbid
...	Ascorbinsäure

Schweizerische  
Zolltarif-Nr.

Warenbezeichnung

Schweizerische Zolltarif-Nr.	Warenbezeichnung
ex 23 a <sup>2</sup> und 24 a <sup>1</sup> 103	Tafelobst Konserven und Gegenstände des feineren Tafelgenusses, n.a.g., andere als Fleisch- extraktpräparate der Tarifnummer 103 b
381	Bänder aus Baumwolle
382 - 383	Posamentierwaren: Barmerlitzen für die Stroh- hut- und Geflechtindustrie, etc., aus Baum- wolle
384 - 389	Stickereien: Kettenstich-, Plattstich-, Hand- und andere Stickereien, aus Baumwolle
390	Spitzen: Valenciennes, gewebt, aus Baumwolle
395 a/b	Linoleumteppiche
421	Stickereien aus Flachs, Hanf, etc.
449 a/e	Bänder aus Seide, Florettseide, Kunstseide
450	Posamentierwaren aus Seide, Florettseide, Kunstseide
451	Stickereien aus Seide, Florettseide, Kunst- seide
452	Spitzen aus Seide, Florettseide, Kunstseide
486	Stickereien aus Wolle
487	Spitzen aus Wolle
502 a - 503 d	Stroh, sortiertes; Rohr, Bast, Flechtweiden, Holzspäne, etc.
508 a/b	Geflechte (Tressen): rohe und andere
509	Hutstumpen aus den in die Nrn. 502/503 ge- hörenden Materialien
510 - 511	Waren aus den in die Nrn. 502 und 503 ge- hörenden Materialien, n.a.g.
566	Hüte, ungarniert, andere als aus Stroh, Rohr, Bast, Haarfilz, Wollfilz, etc.
781 a/b	Kochherde und Öfen: für elektrothermischen Betrieb und andere
892	Hauswirtschaftliche Maschinen

Les accords germano-suisses de la Seconde Guerre mondiale

**L'accord du 9 août 1940**

Documents:

- Conseil fédéral, Procès-verbal de la séance du 13.8.1940

## Diplomatische Dokumente der Schweiz, Bd. 13

13 AOÛT 1940

885

der schweize-  
cht teilen kön-  
Truppenbewe-  
en Schweizer-

hen deutscher  
Truppen doch  
h in geeigneter  
aufg gestreift,  
lb nicht länger

chtig durchge-  
ims Ausdruck,  
erals ausgelöst  
neinem Dafür-  
en habe, nicht

rchaus freund-

en 16.50 Uhr  
gt, den soeben  
erstützen, und  
mit, dass das  
einstimme. Ich  
über gemacht  
en Standpunkt  
n er den Tages-  
Oberst Masson  
er und vorsich-  
öglichkeit eines  
ster Köcher er-  
schweizergrenze  
keine derartige  
s die Tatsache,  
atenwort inter-  
ee einfach ihre  
glichen Angriff  
hängigkeit, der  
positiv zu beto-  
nn der General,  
und nicht von  
einen Vorwurf

en [Injurierung  
ngen zu Italien  
ersönlich, dass

r freundschaft-

Cf. N° 316. De  
ement politique  
s conditions qui  
E 4300 (B) 2/7).

lichem Ton. Ich selbst hatte mich zu absolut ruhiger Entgegennahme der Erklärungen gezwungen; ich muss jedoch gestehen, dass es mir Einiges kostete, ruhig und freundlich zu bleiben, da sich der ganze Mensch und insbesondere der Offizier in mir aufbäumte gegen die mir zugefallene Aufgabe, seitens ausländischer Mächte einen meines Erachtens sachlich unberechtigten Protest gegen einen Tagesbefehl unseres Generals zuhanden des Bundesrates entgegennehmen zu müssen. Durum officium!<sup>5</sup>

5. Pilet-Golaz lira ce document le 16 août 1940.

363

E 1004.1 1/400

## CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 13 août 1940<sup>1</sup>

## 1339. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland. Schlussbericht

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 12. August 1940

1. Am 9. August a.c. konnten in Berlin die *neuen Wirtschafts-Vereinbarungen mit Deutschland* zwischen Ministerialdirektor Wiehl, Ministerialrat Seyboth, sowie Minister Dr. Frölicher und Direktor Dr. Hotz unterzeichnet werden, wodurch unsere Beziehungen zu Grossdeutschland wiederum für ein Jahr bis Ende Juni 1941 vertraglich geregelt sind. Allerdings konnte dem Abkommen für einige Fragenkomplexe – mit Rücksicht auf die Unsicherheit der Zeit – vorläufig nur ein Inhalt gegeben werden bis Ende dieses Jahres, sodass voraussichtlich im Dezember resp. Januar neue Besprechungen nötig werden. Es wird sich dann vor allem darum handeln, über weitere Warenlieferungen auf industriellem, aber auch auf landwirtschaftlichem Gebiet sowie für weitere Kohlenlieferungen neue Abmachungen zu treffen und auch über die Entwicklung der Kredit-Inanspruchnahme und dessen Abdeckung zu verhandeln.

2. Auf dem Gebiet des *Versicherungsverkehrs, der Goldhypothecken, des Transfers* sowie des *Reiseverkehrs* bleibt es im wesentlichen bei der bisherigen Regelung. Trotz der reichlichen Clearing-Einzahlungen war es nicht möglich, von den Deutschen eine 2% übersteigende Verzinsung zu erreichen; wir mussten froh sein, den bisherigen Transfersatz beibehalten zu können. Im Reiseverkehr ist es gelungen, die ursprüngliche Kopfquote von wiederum 400 RM zu vereinbaren, dagegen würde auf eine Tilgung mit dem vorgesehenen sehr bescheidenen Betrag von monatlich 0,1 Millionen Franken für das Reiseverkehrs-Konto I (schweizerische Guthaben von ca. 9 Millionen Franken, die durch Kohlenlieferungen zu tilgen wären) verzichtet. Über die Tilgung soll im Zusammenhang mit der Abtragung des Kredits seinerzeit verhandelt werden. Die ganze Differenz zwischen 2,8 Millionen Franken und 1,5 Million Franken geht somit auf Landwirtschafts-Konto, während der aufgelaufene Betrag auf

1. *Etaient absents: R. Minger, M. Pilet-Golaz, E. Wetter.*

Reiseverkehrs-Konto V in Höhe von 5 Millionen Franken auf Warenkonto übertragen wird; dem Landwirtschaftskonto werden dagegen eventuell nicht benützte Summen der noch 1,5 Million Franken betragenden monatlichen Reiseverkehrsquote gutgeschrieben.

3. Im Gebiet des *Warenverkehrs* ist es gelungen, mit geringen Korrekturen für kleine und nicht ausgenützte *Wertgrenzen* die bisherigen 40% zu retten, was nicht ohne die allergrössten Anstrengungen möglich geworden ist. Auch bezüglich der *Kohlenlieferungen* ist ein befriedigendes Resultat erzielt worden, indem die Deutschen beim Koks unser Begehren für 300 000 Tonnen akzeptiert haben, sodass sie bis Ende des Jahres total 870 000 Tonnen liefern werden. Es besteht noch eine Differenz in der Menge für Braunkohlen-Briketts von ca. 40-80 000 Tonnen, weshalb vorgesehen ist, sobald sich die Verhältnisse auf dem deutschen Kohlenmarkt bessern sollten, erneut in Besprechungen über zusätzliche Kohlenmengen einzutreten.

4. Die *Kreditfrage* ist folgendermassen geregelt worden: Der Kredit ist grundsätzlich auf 150 Millionen Franken angesetzt worden, wobei aber die den Deutschen am 22. Juni aufs freie Reichsbankkonto zur Verfügung gestellten 28 Millionen Franken grundsätzlich abzuziehen sind. Es werden somit für 124 Millionen Fr. *neue* Devisenbescheinigungen ausgegeben. Eigentlich wären es nur 122 Millionen Fr., aber es kommt noch ein Betrag von ca. 2 Millionen Fr. hinzu, die auf Reisekonto aufgelaufen sind und nicht aufs freie Reichsbankkonto überwiesen wurden, sondern auf Warenkonto. Die Summe ist aber nicht starr begrenzt, indem die Schweiz noch folgenden Erleichterungen für die Deutschen zugestimmt hat: Sollte ganz wider Erwarten der Kredit im Momente erschöpft sein, wo noch dringende Heereslieferungen aus der Schweiz zu machen sind – insbesondere für den Reichsmarschall Goering – dann wäre die Schweiz bereit, über die 150 Millionen Franken hinauszugehen. Ferner ist die Schweiz bereit, gegenüber den Deutschen für monatlich 11 Millionen Fr. Bezugsmöglichkeiten über die normalen Wertgrenzen etc. hinaus gutzustehen auch für den Fall, dass die kommenden Clearing-Einzahlungen eine niedrigere verfügbare Summe als die erwarteten 11 Millionen Fr. ergeben sollten. Die obigen 11 Millionen werden nämlich nur erreicht, wenn die monatlichen Einzahlungen in Zürich nicht unter 38 Millionen Fr. fallen. Es ist weitgehend dieser Eventual-Verpflichtung zu verdanken, dass die bisherigen 40% Wertgrenzen erneut haben gerettet werden können.

5. Schliesslich konnte für den Waren- und Dienstleistungsverkehr eine provisorische Lösung betreffend *Polen* in der Weise getroffen werden, dass noch möglichst viele Geschäfte – wo eben die nötigen Kompensations-Partner noch gefunden werden können – auf bisheriger Kompensationsbasis abgeschlossen werden können. Für die Zukunft, d.h. vom 1. Januar 1941 an, geht der Verkehr mit den eingegliederten Gebieten über das deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen, während für die Abwicklung alter Forderungen im Generalgouvernement ein Sonderkonto geführt wird.

6. *Blockade-Frage*. Nach zähem Ringen ist es schliesslich gelungen, auch in dieser heiklen und politisch gefärbten Frage eine erträgliche Lösung zu finden. Deutschland beharrt nicht mehr auf einem «de jure» Verbot der Ausfuhr nach Frankreich und England. Es begnügt sich damit, dass unser Land hier nur eine

pass  
den  
das  
mö  
neh  
mor  
gru  
D  
Itali  
Anl  
gefü  
Best  
Lan  
der  
brau  
unv  
bote  
A  
terli  
für  
Pun  
1  
schr  
Anl  
2  
derj  
sind  
End  
ausf  
sein  
Bes  
D  
seite  
sche  
zur  
abe  
sch  
schl  
Anf  
Ver  
2  
L  
d  
si  
A  
n  
si

passive Rolle zu spielen hat. Die getroffene Regelung unterscheidet sich von den frühern deutschen Begehren dadurch, dass es eben Deutschland selber ist, das für eine Anzahl Waren unsern Export nach England/Frankreich verunmöglicht und wir daher das Odium der Ausfuhrverweigerung nicht auf uns nehmen müssen. Da eine nennenswerte Ausfuhr nach den genannten Ländern momentan praktisch nicht möglich ist, hat die Angelegenheit vornehmlich *grundsätzliche* Bedeutung im Hinblick auf unsere *staatsrechtliche Stellung*.

Die nunmehr getroffene Regelung besteht darin, dass Deutschland und Italien autonom Massnahmen treffen werden, dass die in der beiliegenden Anlage I aufgeführten Waren nur dann durch Deutschland und Italien durchgeführt und nur dann über die schweizerisch-französische Grenze, sei es mit der Bestimmung nach Frankreich oder mit der Bestimmung nach einem dritten Land, ausgeführt werden können, wenn die Sendungen von einem *Geleitschein* der deutschen resp. italienischen Gesandtschaft in Bern begleitet sind. Es braucht allerdings deutscherseits noch Verhandlungen mit Italien, die aber unverzüglich eingeleitet worden sind. Sobald die französischen Durchfuhrverbote erlassen sein werden und damit auch die in der

Anlage I aufgeführten Waren in Frankreich diesen Durchfuhrverboten unterliegen, wird in Aussicht genommen, von der Ausstellung von Geleitscheinen für die Durchfuhr durch Frankreich abzusehen. Dabei ist über folgende Punkte Einverständnis erzielt worden:

1) Die in der Anlage 2 aufgeführten Waren können von der Schweiz unbeschränkt nach allen Ländern ausgeführt werden. Es bleibt vorbehalten, diese Anlage zu ändern.

2) Die Schweiz wird vorbehaltlich von Sonderabmachungen die Ausfuhr derjenigen Waren, die weder in der Anlage 1 noch in der Anlage 2 enthalten sind, nach allen Ländern mit Ausnahme von Deutschland und Italien bis Ende des Jahres 1940 auf diejenigen Mengen beschränken, die der Halbjahresausfuhr im Jahre 1938 oder, wenn die Ausfuhr im Jahre 1937 höher gewesen sein sollte, der Halbjahresausfuhr im Jahre 1937 entsprechen. Die gleiche Beschränkung gilt für die Ausfuhr im I. Halbjahr 1941.

Da noch etwelche Zeit verstreichen wird, bis die ganze Organisation von seiten Deutschlands und Italiens geschaffen ist, wird sich unser Land veranlasst sehen, Ausfuhrbewilligungen für die in Anlage I genannten Waren bis dahin zurückzuhalten, da wir schon mit Rücksicht auf die Kriegsrisiko-Versicherung, aber auch aus wirtschaftlichen Gründen vermeiden müssen, dass plötzlich schweizerische Waren der genannten Liste von Deutschland, resp. Italien beschlagnahmt werden. Diese Zurückhaltung unsererseits nimmt aber ihren Anfang erst im Moment der Publikation der entsprechenden deutschen *Verordnung*<sup>2</sup>.

2. Cf. la lettre confidentielle du Président de la délégation allemande, Seyboth, au Président de la délégation suisse, J. Hotz: Bis zum Zeitpunkt, an dem die erforderlichen Einrichtungen für die Erteilung der Geleitscheine und für die Kontrolle an der deutschen, italienischen und französischen Grenze getroffen sein werden, wird die Schweiz Ausfuhrbewilligungen für die in der Anlage I aufgeführten Waren, soweit diese nicht für Deutschland oder Italien bestimmt sind, nicht erteilen. Das Gleiche gilt für die Ausfuhr von Kriegsgerät über die italienische und französische Grenze, soweit das Kriegsgerät nicht für Italien bestimmt ist (K 1/940).

Schliesslich bemerken wir noch, dass den Gegenständen der Anlage I die Lieferungen von Kriegsgerät gleichgestellt sind. Bis die definitive Ordnung von Deutschland und Italien getroffen worden ist, gelten als solche diejenigen Waren, die unter den bekannten Bundesratsbeschluss vom 13. Februar 1940 fallen<sup>3</sup>.

7) *Zusammenfassend* dürfen wir mit dem erzielten Resultat durchaus zufrieden sein. Wenn wir bedenken, dass die Verhandlungen seit dem 25. Mai gedauert haben und unter welchen schwierigen Voraussetzungen sie haben geführt werden müssen (Regelung der Kriegsmateriallieferungen, Behebung der Kohlen- und Transitsperre, die politisch sehr heiklen Blockadefragen, die für unser Verhältnis zu Frankreich, besonders aber zu Grossbritannien und Übersee äusserst wichtig sind), so geht mit aller Deutlichkeit die grosse Bedeutung des neuen Vertragswerkes mit Gross-Deutschland für unser Land hervor. Die zeitweise gehegten Befürchtungen, die Schweiz werde nicht zu wirklichen Verhandlungen kommen, haben sich erfreulicherweise nicht bewahrheitet. Dass die neuen handelspolitischen Abmachungen aber auch politisch im Hinblick auf unsere Beziehungen zum grossen nördlichen Nachbar von bedeutender Tragweite sind, liegt auf der Hand. Unter dem Gesichtswinkel der *Arbeitsbeschaffung* ergeben sich schätzungsweise zusätzliche Lieferungen nach Deutschland für minimum 150 Millionen Fr. (100 Millionen Fr. Waffen und Munition, 15-20 Millionen Fr. Aluminium, vermehrte Maschinenlieferungen und 40 Millionen Fr. für landwirtschaftliche Erzeugnisse). Ohne diese Exportmöglichkeiten, die Arbeitsbeschaffung im besten Sinne des Wortes darstellen, wäre es um unsere Industrie, aber auch um unsere Landwirtschaft schlimm bestellt. Dass die schwierigen und komplizierten Verhandlungen besonders in der letzten Verhandlungs-Etappe in einer freundschaftlichen Atmosphäre haben zu Ende geführt werden können, ist gerade im Hinblick auf unsere weitgehende Abhängigkeit von Gross-Deutschland für unsere Zukunft von besonderer Wichtigkeit. Es ist aber dringend nötig, dass sich unser Land der neuen Sachlage in Europa bewusst wird und sich dazu, wo immer es eine Gelegenheit gibt, auch entsprechend einstellt. Unvorsichtige Äusserungen massgebender schweizerischer Kreise, besonders aber auch in der Presse, sind geeignet, bis zu den höchsten Stellen für unser Land folgenschwere Verstimmungen zu verursachen.»

Gestützt auf die vorstehenden Ausführungen wird antragsgemäss  
*beschlossen:*

1. Dem neuen Vertragswerk mit Deutschland wird die vorbehaltene Genehmigung erteilt.
2. Das eigentliche Verrechnungsabkommen wird in die Gesetzessammlung aufgenommen, während die übrigen Vereinbarungen vertraulich den interessierten Kreisen durch die Handelsabteilung, resp. die in Frage kommenden Spitzenverbände der schweizerischen Wirtschaft bekanntgegeben werden<sup>4</sup>.

3. Cf. E 1004.1 1/394, N° 233.

4. Copie complète de l'accord, avec ses annexes et la correspondance échangée entre les délégations au sujet du contre-blocus dans E 1001 1/VD 1.8.-30.9.1940. et K 1 /940. Sur les négociations, cf. notamment E 2001 (D) 2/ 47 et 229, E 7110 1967/32/900 Deutschland (7) et (8).

E 2001 (D) 2/228

*Le Directeur*

L S/Sp Vertraulich.  
Betrifft: deutsche Wirtschaftslagen.

[...]<sup>1</sup>

Wollen Sie sich  
einmal in pers  
griffen wurde  
Armee. Schon  
abhin wurde g  
Verzögerung s  
den langandau  
unserer Arme  
wurde, deutsc  
unserer Arme  
meiner letzten  
eigentlich imm  
ja die kriegeris  
seien und ande  
er die Neutral  
andere Einstel  
deutschen Kre  
Deutschland ge  
ses Misstrauen  
sich dabei um  
verständlich ni  
dabei aber vo  
indem es nicht  
Rohmaterialzu  
Erwerbszweige  
entlassen, ohn  
haben. Eine V  
vermieden wer  
Ich weiss, da  
tigt, vermehrte  
Natur und mus  
m.E. mit einer

1. La lettre rés.



Les accords germano-suisses de la Seconde Guerre mondiale

**L'accord du 9 août 1940**

Documents:

- Conseil national, Procès-verbal de la séance du 23.9.1940

# Procès-verbal de la séance du Conseil

national du

- 269 - 23 sept. 1940

Par lettre de ce jour, le Conseil fédéral annonce le prochain dépôt de deux conventions avec l'Italie pour la revision de la frontière.

L'effectif de la commission est fixé à 7 membres, et la priorité attribuée au Conseil des Etats.

Au bureau.

Au Conseil des Etats.

Ausgeteilt: Distribué:

Antwort vom 20. September 1940 auf die Kleine Anfrage Dicker vom 26. März 1940 (Beilage Nr. 36 a).

Die Anfrage wird abgeschrieben.

Réponse du 20 septembre 1940 à la question Dicker du 26 mars 1940 (Annexe no 36 b).

La question est classée.

Der Rat legt den Sessionsschluss auf den 25. September fest. Le conseil décide de clôre la session le 25 septembre.

An den Ständerat.

Au Conseil des Etats.

26/4060 n Einfuhrbeschränkungen. 21. Bericht des Bundesrats vom 10. September 1940 (BB1 I, 885)

Antrag der Kommission: Der Bericht wird genehmigt und die getroffenen Massnahmen bleiben in Kraft.

Berichterstatter: HH. Gottret und Gattiker.

26/4060 n Importations. Limitation. 21e rapport du Conseil fédéral du 10 septembre 1940 (FF I, 905)

Proposition de la commission: Le rapport est approuvé et les mesures prises sont maintenues en vigueur.

Rapporteurs: MM. Gottret et Gattiker.

M. G o t t r e t, rapporteur: Le XXIème rapport du Conseil fédéral sur les mesures de défense économique prises contre l'étranger a fait l'objet d'un examen attentif de votre commission.

réunie à Berne les 13 et 14 septembre.

C'est principalement l'accord conclu avec le Reich qui a retenu son attention. Nos négociateurs ont en premier lieu recherché le moyen de rétablir l'équilibre du compte de clearing. Un régime nouveau est créé pour l'agriculture. Les conditions de répartition des sommes payées à la banque nationale en faveur des divers groupements intéressés ont été modifiées.

La convention comprend plusieurs annexes concernant le paiement des marchandises, le tourisme, les transferts, les assurances, les banques, etc. Une quote-part de 4 % prélevée sur les recettes mensuelles attribuées au compte "produits agricoles" remplace les contingents de devises disponibles au clearing pour la livraison de ces produits. Au besoin, la Confédération accordera des avances au "clearing", ce qui contribuera à abréger les délais de paiement et à faciliter notre commerce d'exportation.

Les sommes versées par voie de compensation depuis le 1er août 1934 atteignent 1 milliard 915 millions.

Quand on examine dans ses détails la convention conclue avec l'Allemagne, on doit reconnaître que notre grande voisine du Nord s'est montrée compréhensive de la situation difficile dans laquelle se trouve notre pays. Les négociations qui se sont ouvertes à Berlin ont témoigné d'un excellent esprit et d'un vif désir d'aboutir à une entente.

C'est avec beaucoup d'intérêt que la commission a écouté les explications et les commentaires fort complets de M. le Conseiller fédéral Stampfli et de M. le directeur Hotz qui a présidé la délégation suisse à Berlin et qui, avec le Prof. Laur et les autres délégués partage l'honneur d'avoir réussi dans leur mission délicate. Aussi, considérons-nous comme un devoir de leur adresser nos chaleureux remerciements pour leur habile intervention et les services éminents rendus à notre pays.

Dans la période instable et tourmentée que nous traversons, aucun Etat ne consent à se lier par des arrangements de longue durée. On vit au jour le jour. C'est peut-être plus sage, mais il est permis de regretter que la malice des temps comporte une pareille instabilité dans les rapports économiques entre les nations. Ainsi, l'accord germano-suisse restera en vigueur

- 271 -

jusqu'au 30 juin 1941.

L'essentiel consiste à pouvoir importer ce qui est absolument nécessaire à l'existence de notre peuple et à écouler à l'étranger l'excédent de notre production tant agricole qu'industrielle. Il s'agit de fournir à la main d'oeuvre qualifiée des occasions de travail.

Avec l'Italie, les rapports économiques sont en tout points excellents et il est satisfaisant d'avoir pu mettre sur pied avec Rome un accord de clearing avantageux, preuve évidente des sentiments amicaux réciproques qui animent les deux gouvernements.

Nous en dirons autant des arrangements intervenus pour le règlement du paiement avec la Belgique, la Hollande, le Danemark, la Norvège, la Roumanie, la Turquie et l'Espagne. Dans les conjonctures présentes, la politique de compensation est plus que jamais à l'ordre du jour, car elle est la seule possible et revêt un caractère purement provisoire.

Les délibérations au sein de votre commission ont été très animées. Chacun des membres a pu en pleine liberté poser des questions, formuler des observations, voire même des critiques sur telle initiative ou telle mesure.

Les uns estimaient que, d'une façon générale, l'accord germano-suisse favorisait l'agriculture, les autres que certaines industries se trouvaient lésées. On s'est demandé si les produits que nous vendions à l'étranger n'étaient pas cédés à un prix inférieur à celui que paient les consommateurs suisses.

D'autre part, des avis contradictoires ont été émis au sujet de l'attitude de la presse. Alors que des collègues recommandaient qu'elle observât une extrême prudence dans l'appréciation des événements extérieurs de manière à respecter avec la plus scrupuleuse fidélité le principe de la neutralité intégrale, d'autres voix se sont prononcées en faveur d'une plus grande liberté laissée aux journaux.

Une question importante a été posée à laquelle il n'a pas été répondu. Des milliers de wagons chargés sont embouteillés sur la ligne de Marseille à Annecy à la suite de la rupture du viaduc de Lavillat, près de la Roche-sur-Foron. Il y a là des denrées périssables et d'autres qui se supportent pas les frais

- 272 -

d'un transport par camions. Il serait désirable que le Conseil fédéral fît des démarches pressantes auprès du gouvernement du Reich pour que les wagons soient acheminés par la voie de Bellegarde actuellement rétablie. La Suisse est intéressée au premier chef à ce que le trafic normal des marchandises reprenne le plus vite possible, puisque son ravitaillement en dépend pour une large part.

D'autre part, il serait grandement à désirer que la Suisse se hâtât de conclure aussi un accord de clearing avec la France ou de modifier le système de paiement en vigueur. Nos commerçants se plaignent - je l'ai entendu ce matin encore - des difficultés qu'ils rencontrent lorsqu'ils ont des marchandises à payer à leur fournisseurs français. Une entente devrait intervenir entre la Banque nationale et la Banque de France.

Enfin, M. Duttweiler a déposé un postulat que la commission a jugé superflu de discuter, la question soulevée par notre honorable collègue étant du ressort de l'office de l'économie de guerre.

Jusqu'ici, après plus d'une année de guerre, la Suisse n'a manqué de rien. Elle le doit, pour une large part, à l'esprit de sage prévoyance du Conseil fédéral et à la clairvoyance du regretté magistrat dont nous déplorons vivement la mort prématurée. M. Hermann Obrecht a bien mérité de la patrie et nous avons la certitude que son digne successeur, M. le Conseiller Walther Stampfli, marchera sur ses traces.

Enfin, la commission unanime a entériné le XXIème rapport du Conseil fédéral sur les mesures de défense économique contre l'étranger et je vous convie, à votre tour, Messieurs les conseillers, à lui donner votre approbation.

G a t t i k e r, Berichterstatter: Der 21. Bericht des Bundesrates über auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 14. Oktober 1933 erlassene wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Auslande (10. September 1940) ist von der Zolltarif-Kommission am 14. und 15. September behandelt worden. Ich bin beauftragt, Ihnen darüber einen kurzen Bericht zu erstatten und Ihnen namens der Kommission die Genehmigung zu beantragen.

Der Bericht erklärt zunächst lakonisch, dass in der Berichtsperiode keine neuen Massnahmen über die Beschränkung der Einfuhr getroffen worden sind. Diese Feststellung ist richtig; es ist aber beizufügen, dass ausgedehnt wurde: die Ueberwachung der Einfuhr. Diese Ueberwachung stützt sich aber auf den Vollmachtenbeschluss für den Bundesrat vom 30. August 1939 und ist also im Zusammenhang mit dem heute zur Diskussion stehenden Bericht nicht zu behandeln.

Unso umfangreicher und zahlreicher sind die Gegenstände, die der Bericht unter dem Titel "Clearingverkehr" behandelt; es wird berichtet über die Neuordnung des Verrechnungs- oder Zahlungsverkehrs mit 20 verschiedenen Ländern. Darunter steht zweifellos das Abkommen mit Deutschland an erster Stelle. Dieses Abkommen ist für unser Land von höchster Bedeutung; es soll daher näher darauf eingetreten werden. Um seinen Inhalt verständlicher zu machen, will ich mir gestatten, mit ein paar Strichen seine Vorgeschichte zu zeichnen: Dabei will ich nach Möglichkeit vermeiden, im Bericht Enthaltenes zu wiederholen.

Durch den Ausbruch des europäischen Krieges haben mit einem Schlag völlig neue Probleme der auswärtigen Handelspolitik höchste Gegenwartsgeltung erhalten. Diese neuen Probleme sind die Folge der wirtschaftlichen Kriegsführung, die den Zweck verfolgt, den Gegner von der Wareneinfuhr abzuschneiden und gleichzeitig seinen Export zu verhindern. Die Schweiz (so sagt der Bericht der Schweiz. Handelskammer), für deren wirtschaftliche Existenz intensive internationale Wirtschaftsbeziehungen Voraussetzung sind und deren Grenzen anfänglich von zwei kriegsführenden Staaten gebildet wurden, musste von diesem Wirtschaftskriege empfindlich getroffen werden. Die Bedeutung der Blockademassnahmen kann am deutlichsten illustriert werden durch die Feststellung, dass 59 % des schweizerischen Exportes nach und 67% des schweiz. Importes aus den Ländern der europäischen Kriegsführenden und aus den von den kriegsführenden Staaten besetzten Ländern erfolgen. Die Schweiz ist ein typisches Veredelungsland, das nach allen Richtungen die angestammten Geschäftsbeziehungen aufrecht erhalten muss. Dies ist notwendig

wegen der Sicherung der Landesversorgung mit Lebensmitteln und Rohstoffen zur Erhaltung der Beschäftigung für unsere Industrie; aber auch weil alle Importe durch Exporte und Dienstleistungen an das Ausland bezahlt werden müssen.

Die Schweiz hat sofort nach Kriegsausbruch mit allen kriegsführenden Staaten Verhandlungen aufgenommen. Die vorhandenen Gegensätze und unsere eigenen komplizierten Wirtschaftsverhältnisse haben diese Verhandlungen erschwert. Es ist schliesslich gelungen, eine Regelung zu treffen, die der Schweiz die nötige materielle Bewegungsfreiheit in ihrem Warenverkehr nach allen Seiten gestattete. Die dabei notwendig gewordenen formellen Beschränkungen durften angenommen werden, weil sie von unsern schweizerischen Behörden gehandhabt werden können.

In materieller Hinsicht stellt die Blockaderegelung einen Kompromiss dar und beruht auf drei verschiedenen Prinzipien: 1. Die Schweiz verpflichtet sich, keine Waren in unverändertem Zustande zu exportieren. 2. Gewisse Waren sind ausschliesslich für den schweizerischen Konsum bestimmt. 3. Die Ausfuhr nach gewissen Ländern wird mengenmässig beschränkt. Diese Regelung trägt unsern Bedürfnissen Rechnung. Es bestand eine grosse Liste von Waren, die mit Einverständnis der Westmächte nach allen Ländern unbeschränkt ausgeführt werden konnten; insbesondere aber gewährte sie die Aufrechterhaltung des angestammten Exportes nach Deutschland. Auf dieser Freiliste sind die "produits du sol" (also alle unsere landwirtschaftlichen Produkte) enthalten. Die Handhabung der Kontrolle darf als bekannt vorausgesetzt werden. Damit komme ich zu dem neuen Vertrag mit Deutschland. Die Regelung mit den Westmächten bildet dafür weitgehend die Grundlage.

Deutschland hat seit Jahren den ersten Platz im schweizerischen Aussenhandel eingenommen. Die schweizerische Handelspolitik hat darum der Ordnung der Handelsbeziehungen mit unserm nördlichen Nachbar schon immer eine besondere Sorgfalt angedeihen lassen. Auf dieser guten Grundlage konnte aufgebaut werden, als nun Ende Juni vertragsgemäss das Verrechnungsabkommen neu zu regeln war. Die Verhandlungen hatten eine Reihe der durch die neuen Verhältnisse bedingten Hindernisse zu überwinden; der Abschluss des Ver-

trages zeigt uns, dass auch von deutscher Seite Verständnis vorhanden war für die Vielgestaltigkeit der wechselseitigen Wirtschaftsbeziehungen. Das neue Abkommen ist organisch herausgewachsen aus den vorhandenen Gegebenheiten. Dabei ist festzuhalten, dass der Warenverkehr und die Dienstleistungen das Primäre sind und das Verrechnungsabkommen auch in diesem Falle nur das Mittel zur Durchführung des Zahlungsverkehrs darstellt. Die zu überwindenden Schwierigkeiten waren mancherlei Art; sie konnten, von beidseitigem gutem Willen getragen, alle überwunden werden. Der Vertrag ist das Resultat von Geben und Nehmen.

Die Vereinbarungen vom 9. August 1940 bestehen wie früher aus dem Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr, dem sog. Rahmenabkommen, und verschiedenen Nebenabkommen, welche die übrigen in Frage kommenden Gebiete ordnen: Warenezahlung, Reiseverkehr, Transfer, den Versicherungsverkehr und den Verkehr der beiden Staatsbanken.

Das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen, das, wie gesagt, als das Ergebnis jahrelanger intensivster Verhandlungsarbeit bezeichnet werden darf, hat seine Grundlage nicht geändert. Auf wichtigen Gebieten ist alles beim Alten geblieben. Beim Zinsentransfer wird wiederum ein Barzins bei freilich etwas niedriger Quote von 2 % zur Abgeltung angeboten und die Gewinnerträge auf Beteiligungen aller Art werden mit einer Barzahlung von 1 1/4 % und je nach Ertrag mit einer Ergebnisquote bedacht; wobei der Satz von 4 1/2 % p.a. nicht überschritten werden darf.

Der Entwicklung des Warenverkehrs wurde die Anpassung an die neuen Verhältnisse ermöglicht. Sowohl für landwirtschaftliche Produkte als auch für die Produkte unserer Industrie wurden interessante Möglichkeiten geschaffen. Dabei hat Deutschland auf die freie Warenwahl weitgehend verzichtet, während der Schweiz die ihr im Abkommen mit den Westmächten zugestandenen Exportmöglichkeiten zustatten kamen und als Resultat ernsthafter Neutralitätsbeweise uns anerkannt und entgegengenommen wurden. Wichtig war aber vor Allem das deutsche Zugeständnis einer ver-



- 276 -

mehrten Kohlenversorgung; unsere prekäre Lage wird damit nicht behoben, aber in aner kennenswerter Weise gemildert. Es muss aber angenommen werden, dass Deutschland sich selbst Entbehrung auferlegt, um uns zu beliefern. Das neue Abkommen gibt Deutschland die Möglichkeit, seine bisherigen Warenbezüge wesentlich zu vergrössern. Diese zusätzlichen Bezüge schweizerischer Waren sind für die schweizerische und für die deutsche Wirtschaft gleich wichtig. Um diese Umsatzvermehrung voll ausschöpfen zu können, ist das Verrechnungsabkommen in der Weise verbessert worden, dass der schweizerische Exporteur durch Bereitstellung von Mitteln der schweizerischen Nationalbank sofort in den Besitz seines Geldes kommt, sobald der deutsche Schuldner seine Verpflichtung bei der deutschen Verrechnungskasse erfüllt hat. Das so neu organisierte Verrechnungsabkommen stellt eine Bevorschussung künftiger deutscher Lieferungen dar, andererseits dient es in grosszügiger Weise der Arbeitsbeschaffung, indem es die Beschäftigung der Arbeiter an ihrem angestammten Arbeitsplatz ermöglicht.

Die Entwicklung des Krieges hat dann dazu geführt, dass die ursprünglich nur von den Westmächten ausgeübte Blockade heute auch von Deutschland und Italien gehandhabt wird. Es bestehen drei verschiedene Warenlisten; diese sind im Schweiz. Handelsamtsblatt No. 208 vom 5. September veröffentlicht worden. Gewisse Waren unterstehen einem absoluten Durchfuhrverbot, während für andere Waren die Durchfuhr frei bleibt. Auf der 3. Liste - es ist die Liste, die mit I bezeichnet ist - sind diejenigen Waren aufgeführt, die nur mit einem von der resp. Gesandtschaft ausgestellten Geleitschein durch Deutschland, Italien und Frankreich transitieren können. Die Waren der Liste I sind zudem kontingentiert nach unserer Wahl auf Basis der Exporte von 1937 oder 1938. Auf der Freiliste befinden sich auch Käse, Chemikalien und Uhren, was wichtig ist.

Diese sog. Gegenblockade hätte uns England gegenüber in eine fatale Lage bringen können. England hat zu einer annehmbaren Lösung Hand geboten. Wir haben dafür bereits einen sog. "tastecase", einen tatsächlichen Beweis, Dieser Tage ist ein von der Schweiz gechartetes Schiff, der "Mout Taurus", mit einer Ladung von

- 277 -

Schweizerwaren im Werte von 18 Millionen Fr., auf Grund italienischer Geleitscheine und begleitet von durch England genehmigten Interessen- und Ursprungszeugnissen, mit Bestimmung nach einem amerikanischen Hafen aus einem italienischen Hafen ausgelaufen. Diese Ausfahrt ist von grundsätzlicher Bedeutung. Die überseeischen Käufer waren im Begriffe, uns ihre Aufträge zurückzuziehen, mit der Begründung, wir könnten ja doch nicht liefern; die Ausfahrt des "Mount Taurus" befreit uns von der bestandenen Gefahr. Dieser Transport beschreibt freilich besser als alle theoretischen Erläuterungen die Komplexität aller unserer Handelsbeziehungen.

Es ist insbesondere der Kommission nach den von uns zu zahlenden und den von uns empfangenen Preisen gefragt worden. Es ist befürchtet worden, dass durch den Export unserer landwirtschaftlichen Produkte die Inlandspreise unangemessen verteuert würden. Ich glaube darüber absolut beruhigende Erklärungen abgeben zu können.

Zunächst bedeuten unsere Exporte landwirtschaftlicher Produkte, gemessen z.B. an unseren Viehbeständen, einen Prozentsatz, der 1 - 2 % nicht übersteigt, und er bildet höchstens einen gewissen Stimulus, der ein weiteres Absinken der Preise verhindert. Dabei muss aber festgehalten werden, dass auch absolut unparteiische Sachverständige bestätigen, dass die Preise vieler landwirtschaftlicher Produkte die Gestehungskosten des Bauern effektiv nicht zu decken vermochten und in bescheidenem Umfange hätten ansteigen müssen, auch ohne die wie gesagt verhältnismässig bescheidenen Exporte. Hier muss besonders hingewiesen werden auf die um über 100 % gestiegenen Kraftfuttermittel.

Ueber den Käseexport nach Deutschland empfinden wir deswegen eine gewisse Genugtuung, weil uns unsere früheren Kunden für unsere Exportüberschüsse verloren gegangen sind. Uebrigens exportieren wir nur das, was auch mit Frankreich und England vereinbart war. Unser Obst ging auch bei frühern grossen Ernten nach Deutschland.

Erwähnung verdient auch unser Export von Textilien. Die ostschweizerische Feinspinnerei und Feinweberei, die Stickereiindustrie und Ausrüstindustrie liegen brach, Deutschland übernimmt

nun grosse Mengen solcher Feingewebe. Es war im Sinne eines auf Geben und Nehmen aufgebauten Vertrages, dass auch ein gewisser Prozentsatz von groben Geweben mitgeliefert wird. Die erzielten Preise sind Weltmarktpreise.

Beim Import sind besonders die Kohlenpreise besprochen worden. Zunächst ist zuzugeben, dass diese Kohlenpreise gestiegen sind; sie sind höher als die vom deutschen Konsumenten bezahlten Preise. Wir bezahlen Weltmarktpreise; wir können nicht billigere Preise verlangen. Wir bezahlen aber weniger, als wenn wir Kohlen von Uebersee beziehen müssten. Wir können auch einen gewissen Ausgleich erreichen, indem wir unsere Holzbestände, unsere Torflager und unsere bescheidenen Kohlenvorkommen besser ausnützen.

Summa summarum darf gesagt werden, dass sich unsere Preissteigerung langsam fortsetzt. Aber dem Vertrag mit Deutschland darf dabei ein mehr als bescheidener sekundärer Einfluss nicht zugeschrieben werden. Und dieser Einfluss wird indirekt kompensiert durch die erschlossenen Exportmöglichkeiten in wichtigen Sektoren unserer Luxus- und Produktionsmittel, d.h. Apparate- und Maschinen-Industrie.

Das Vertragswerk ist kritisiert worden. Es muss gewürdigt werden als das Resultat gegenseitigen guten Willens in schwerer Zeit. Durch seine Durchführung wird es Beruhigung auslösen. Die Schweiz darf - wie das auch die Schweiz. Handelskammer zum Ausdruck gebracht hat, mit grösserer Zuversicht in die Zukunft blicken, als sich durch die Verhandlungen mit dem Deutschen Reich gezeigt hat, dass alle Staaten der einzigartigen Lage, in der sich die Schweiz heute befindet, das durch die Tat bekundete Verständnis entgegenbringen, dessen sie zu ihrer Existenz bedarf.

Das neue Verrechnungsabkommen mit Deutschland gilt bis 30. Juni 1941. Sollten sich die Verhältnisse wesentlich ändern oder die an das Abkommen geknüpften Erwartungen nicht erfüllen, so steht beiden Teilen das Recht zu, Verhandlungen zu verlangen. Solche Verhandlungen müssen binnen einer Frist von 10 Tagen stattfinden. Wenn binnen einer weiteren Frist von 21 Tagen eine Verständigung nicht gefunden wird, ist jeder Teil berechtigt, das Abkommen mit einer Frist von 10 Tagen zu kündigen.

Auch diese kurzen Kündigungsfristen sind kritisiert worden. Ich bin der Meinung, dass ein Abkommen hinfällig wird, wenn es zu spielen aufhört. Dann ist es aber besser, wenn kurze Fristen sofort neue Besprechungen ermöglichen. Soweit der Vertrag mit Deutschland.

Dieses notwendige Verständnis hat unser Land sodann auch gefunden bei der Neuordnung des vor vier Jahren erstmals abgeschlossenen Verrechnungsabkommens mit Italien. Das Verrechnungsabkommen erhielt die notwendigen Verbesserungen; der Verkehr wird sich abwickeln auf der Basis der "courants normaux", d.h. auf Grund des bisherigen Exports und Imports. Die Verständigung mit Italien erhält aber ihre besondere Wichtigkeit durch das Transitabkommen, das uns Einfuhr und Ausfuhr gestattet.

Wir haben allen Grund, die freundliche Haltung unseres südlichen Nachbarn dankbar anzuerkennen. Es ist wohl eine einfache Pflicht der Dankbarkeit, wenn wir die freundliche Haltung Italiens der klugen Politik des unvergessenen Herrn Motta zuschreiben.

Sodann ist hinzuweisen auf ein interessantes Abkommen mit Rumänien. Auf Grund des neuen schweizerisch-rumänischen Vertrages sollte die Einfuhr beträchtlicher Mengen flüssiger Brennstoffe möglich werden, wenn nur die Zufahrtslinien und die Transportmittel den Verkehr gestatten.

Damit sind die Abkommen nicht einmal alle aufgezählt. Die Verhandlungen mit Frankreich sind erschwert, weil die wirtschaftliche Einheit fehlt. Mit Belgien/Holland/Dänemark und Norwegen haben wir immer ausgezeichnete Beziehungen unterhalten, Ihre Wiederaufnahme steht in weiter Ferne. Dennoch können wir nicht die Hände in den Schoss legen. Neben den politischen Sorgen fordern die wirtschaftlichen Belange gebieterisch ihr Recht. Jetzt kommt uns mit erschreckender Deutlichkeit die Abhängigkeit unseres Landes vom Weltgeschehen zum Bewusstsein. Verantwortung und Aufgabe aller Berufenen sind ungeheuer gross. Möge es zähem Willen, umfassendem Wissen, verbunden mit dem für uns vorhandenen Vertrauen, gelingen, unser Land durch Nacht zum Licht und in eine bessere Zukunft hindurchzuführen.

Es ist mir innerstes Bedürfnis dabei, von dieser Stelle aus dem Bundesrat, allen seinen Mitarbeitern, insbesondere allen Unterhändlern, den tiefgefühlten Dank des Rates auszusprechen. In

- 280 -

diesen Dank schliesse ich ein auch alle Beamten "hinter der Front."

Im Namen der einstimmigen Kommission empfehle ich Ihnen, Herr Präsident, meine Herren, dem 21. Bericht des Bundesrates die Genehmigung zu erteilen.

Allgemeine Beratung.

Discussion générale.

S c h m i d - Oberentfelden: Es ist klar, dass der Aussenhandel heute auch der Schweiz grösste Schwierigkeiten bereitet. Je mehr wir durch die Blockade- und Anti-Blockadebestimmungen eingeengt sind, um so schwieriger ist es, unsere Ein- und Ausfuhr so zu gestalten, wie es wünschenswert wäre.

Es gäbe zum vorliegenden Bericht eine Reihe von Betrachtungen anzustellen über das, was sich im Zeitraum, den er betrifft, ereignet hat. Ich verzichte aber darauf, auf Einzelheiten einzugehen, möchte aber etwas anderes, was für das Abkommen mit Deutschland sehr wichtig ist und für die Schweiz zweifellos eine Rolle gespielt hat, hier zur Sprache bringen. Auf Seite 2 des Berichtes lesen wir:

"Zufolge der anhaltend hohen Einfuhr deutscher Waren in der Schweiz sind inzwischen nicht nur sämtliche Rückstände im Clearing abgetragen worden, sondern es begannen sich deutsche Clearingguthaben in der Schweiz zu bilden." Ich möchte feststellen, dass selbstverständlich seit der Abwertung und seitdem wir die verschiedenen deutschen Auslandswährungen haben, natürlich auch die Währung bei diesen Guthaben eine Rolle spielt; ebenso spielen die Preise eine Rolle.

Und wenn nun auf Grund des neuen Abkommens eine Vorschussgewährung in einem ziemlich hohen Ausmasse an Deutschland erfolgt, so geschieht das natürlich auf Grund der Erfahrungen, die in den letzten Monaten im Handel mit Deutschland gemacht worden sind. Aber unser Verkehr mit Deutschland datiert nicht nur aus der Zeit der letzten Monate; er geht vielmehr auf Jahre zurück. Wir haben nicht nur einen Waren- und Reiseverkehr mit Deutschland, sondern wir haben nach Deutschland früher auch einen starken Kapitalexport gehabt. Ich habe zu wiederholten Malen bei der Behandlung dieser Berichte darauf aufmerksam gemacht, dass dieser Kapitalexport, der ja für uns eine gewisse Rolle spielte, von Deutschland in einer Art und Weise geregelt worden ist, dass man von

"eingefrorenen" Krediten sprach. Während wir in der Schweiz die bei uns bestehenden Kapitalien und Bankguthaben anstandslos auslieferten, hat man das gleiche in Deutschland nicht gemacht. Es zeigt sich jetzt, dass wir auch dazu gekommen sind, von Staatswegen Vorschüsse auf die zu liefernden Waren zu gewähren. Es hätte mich interessiert zu erfahren, ob bei diesen Abmachungen bestimmte Fristen festgesetzt worden sind, innert welcher Zeit bestimmte Waren von Deutschland geliefert werden müssen.

Mit Recht haben die beiden Herren Referenten auf die Kündigungsfristen aufmerksam gemacht und ebenso auf die Transport-schwierigkeiten, besonders für die Kohlenlieferungen, Transport-schwierigkeiten, die natürlich nicht für alle Länder gleich gross sind. Es ist für uns von Bedeutung, wie rasch diese Vorschüsse durch staatliche Warenlieferungen, beispielsweise durch Kohlenlieferungen, abgetragen werden. Vielleicht ist auch der Vertreter des Bundesrates nicht in der Lage genaue Auskunft zu geben, weil diese Dinge ja noch in der Schwebe sind. Aber ich möchte trotzdem diese Frage stellen, weil sie für unser Land von Bedeutung ist.

Sehr wichtig ist bei dem vorliegenden Abkommen, dass bestimmte Waren, die natürlich auch bei uns gut gebraucht werden können, nach Deutschland exportiert werden müssen. Ich denke hier an Obst, Vieh, Käse usw., und möchte in diesem Zusammenhang nur wünschen, dass die Tendenz der Preiserhöhungen durch diese Lieferungen für den Inlandkonsum einigermaßen abgestoppt wird. Mein Herr Vorredner, der Herr Referent deutscher Zunge, hat darauf aufmerksam gemacht, dass es sich ja nur um kleine Quantitäten handle, verglichen mit dem gesamten Viehbestand unseres Landes. Aber es kommt auf die Tendenz der Preise an. Wir dürfen nie vergessen, dass die Konsumenten im Verlaufe des ersten Kriegsjahres bereits grosse Opfer gebracht haben und dass es deshalb ausserordentlich wichtig ist, ob auch durch solche Handelsabkommen die steigenden Preisendenzen nicht noch in dieser Richtung beeinflusst werden müssen.

Im Bericht ist auf Seite 2 unten zu lesen:

"Das neue Abkommen basiert nach wie vor auf dem System der zwischenstaatlichen Verrechnung. Der zu Beginn der Verhandlungen von deutscher Seite gemachte Vorschlag auf Umstellung des

deutsch-schweizerischen Zahlungsverkehrs auf ein Zahlungsabkommen wurde zurückgezogen, nachdem von schweizerischer Seite, wie schon früher, Bedenken gegen diese Neuerung einlässlich dargelegt worden waren. Die Vereinbarungen vom 9. August 1940 bestehen aus dem Abkommen über den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr (Rahmenabkommen), dem verschiedene Anlagen beigegeben sind, einem Protokoll betreffend die Abwicklung alter Forderungen aus dem Waren- und Dienstleistungsverkehr zwischen der Schweiz einerseits und dem Generalgouvernement für die besetzten polnischen Gebiete und den in das Deutsche Reich eingegliederten Gebieten der ehemaligen Republik Polen andererseits, sowie verschiedenen Briefwechseln und einem Zeichnungsprotokoll."

Es würde mich interessieren, zu erfahren, ob trotzdem man wieder ein Clearingabkommen festlegen konnte - wir halten die Stellungnahme der Delegation und des Bundesrates für durchaus richtig - hier eventuell für verschiedene Lieferungen verschiedene Zahlungskurse vereinbar worden sind. Das wäre natürlich nicht sehr günstig. Ich hätte darüber ebenfalls gerne Auskunft. Es ist ganz klar, dass es schwierig ist, in der heutigen Zeit solche Abkommen abzuschliessen. Und wenn in der Kommission von einer gewissen Seite darauf aufmerksam gemacht wurde, dass die Kündigungsfristen zu kurz seien, so teile ich die Auffassung des Herrn Referenten deutscher Zunge, die dahin geht, dass diese kurzen Kündigungsfristen bedeutend besser sind, weil die Wahrscheinlichkeit besteht, dass sie mindestens innegehalten werden, während bei längeren Kündigungsfristen bei den stark wechselnden Verhältnissen von heute der Anreiz zu einer Nichtinnehaltung der Kündigungsfristen viel grösser ist. Ich bin überzeugt, dass das vorliegende Abkommen keineswegs alle Kreise befriedigen kann. An unseren Wünschen oder Bedürfnissen gemessen, kann in der heutigen Zeit kein Abkommen alle Kreise vollständig befriedigen, aber ich glaube, wir müssen uns darüber klar sein, in welcher Situation und unter welchen Schwierigkeiten das Abkommen abgeschlossen wurde. Deshalb stimme ich der Genehmigung des Berichtes zu.

D u t t w e i l e r: Auch unsere Fraktion ist der Auffassung, dass der Bericht zu genehmigen sei. Er beschlägt die

- 283 -

letzte Periode, die noch freie Einfuhr gestattete, vom November 1939 bis zum April 1940. Ich glaube, wenn wir damals gewusst hätten, was am 10. Mai also kurz darauf gekommen ist, nämlich die Abschliessung der Schweiz, hätten wir zwei und drei Mal mehr, vielleicht vier oder fünf Mal mehr eingeführt. Das wissen wir alle und das wird nicht bestritten werden. Man kann fragen: Was hat es für einen Sinn, das zu wiederholen? Ich glaube aber, man muss das tun, denn es präsentieren sich immer wieder grundsätzliche Fragen gleichen Ausmasses, da müssen wir eben ganz anders denken in den noch neuen Massen. Prinzipiell hat man richtig gehandelt mit der Versorgung, aber eben im Ausmass leider ungenügend. Ich weise namentlich auf zwei Artikel hin, Futtermittel und Treibstoffe. Auf beiden Gebieten ist heute ein Mangel und der wird sich immer stärker auswirken, namentlich der Mangel an Futtermitteln ist sehr bedenklich. Sie kennen die Lage Dänemarks, wie dort die Abschachtungen in unerhörtem Ausmass vor sich gehen. Der Schweinebestand wird auf die Hälfte reduziert, der Hühnerbestand von 15 auf 7 Millionen. Da sehen wir die Notschlachtungen, nachher ist das Huhn, das die goldenen Eier legt, geschlachtet. Woher nehmen sie nachher den Export, wie besorgen sie die Versorgung des eigenen Landes?

Wenn wir die Versorgung des Landes betrachten, so stellen wir fest, dass immerhin im Sektor Lebensmittel die Versorgung mit Importnahrungsmitteln verhältnismässig befriedigend ist. Es empfiehlt sich, hier keine Zahlen bekanntzugeben, ich bin dagegen, dass man mit unsern Vorräten irgendwie blaguiert. Aber andererseits ist eben auch auf andern Gebieten der Vorrat ausserordentlich gering, so bei Heizöl, Treiböl, Benzin. Schon im August 1938 wurde mit sehr energischen, damals als krankhaft empfundenen Aufrufen verlangt, dass die Versorgung viel weitergehend gefördert werde. Man sprach damals von 200.000 Tonnen Benzin und Treiböl und 500.000 Tonnen Getreide und Futtermittel.

Dann glaube ich, es wäre richtig, wenn eine Untersuchungskommission eingesetzt würde, um folgende Fragen und die Verantwortung, die damit zusammenhängt, abzuklären: 1. Wie kam es, dass unserer Regierung gegenüber hier behauptet wurde, dass



die Versorgung der Schweiz, die letzte kleine Versorgungsmöglichkeit, zu sabotieren. Das kann nicht positiv behauptet werden, aber ein anderer Grund ist bei der heutigen Lage nicht anzunehmen. Wichtig ist dabei, dass Transporte per Camion von Annecy nach der Schweiz möglich sind. Hier haben wir wieder einen Fall, wo man mit unseren eidgenössischen Bedenken wichtigste Fragen nicht erledigte. Sie wissen, dass ich seinerzeit im März dafür plädierte, dass wir einen Camion-Transit von den Seehäfen einführen sollten, weil ich befürchtete, dass wir abgesperrt werden könnten, Sie wissen auch, wie ich beruhigt wurde, mit dem Hinweis darauf, man hätte einen schönen Vertrag mit Frankreich, betr. den Bahnverkehr, das werde glänzend funktionieren. Die Tatsachen haben wir erfahren, allerdings in drastischer Form. Wir werden allerhand erleben bei Bombardementen von Eisenbahnknoten. Ich warne unsern Herrn Volkswirtschaftsminister, sich dabei zu beruhigen, dass die Transportverhältnisse erträglich bleiben. Allerdings, die Verschiffungsfrage ist noch nicht gelöst, aber wir müssen uns mindestens dort einstellen, wo es in unserer eigenen Kraft liegt. Da müssen die Transitfragen durch Frankreich gelöst werden, sie sind zu lösen, denn es ist anzunehmen, dass wenn Transitgüter über französisches Territorium von Annecy nach Genf geführt wurden, also ist prinzipiell die Möglichkeit da, und da heisst es halt auch Konzessionen machen. Ich nehme an, auch für die Möglichkeit des Transportes von Annecy nach Genf sind Konzessionen gemacht worden.

Dann kommt das ganze grosse Gebiet der Autarkie. Es hängt nur indirekt mit der Einfuhrfrage und mit diesem Bericht zusammen. Aber es darf darauf hingewiesen werden, dass mit der Einfuhr der Rohstoffe, wie Baumwolle, Wolle und Gummi in absehbarer Zeit - ich glaube, man kann hier ungefähr - ich darf das wiederum nicht sagen ... In so und so viel Monaten haben wir keinen Rohstoff mehr. Was ist die Folge für die Unternehmungen, für die Arbeiter, ich meine für Hunderttausende von Arbeitern, die in Frage kommen? Auch hier würde ich empfehlen, das Beste zu hoffen, aber den schlimmsten Fall vorzusetzen, denn die Regierung bekommt die Verantwortung nur auferlegt, wenn der schlimmste Fall eintritt. Wenn es gut geht, tritt der Verant-

wortungsfall nicht ein. Darum hat die Regierung Grund, dieses Prinzip anzunehmen und für den schlimmsten Fall vorzusorgen, d.h. in diesem Fall die Produktion von Ersatzindustrien zu fördern. Herr Herzog hat erklärt, das gehöre nicht in den Rahmen unserer Kommission. Der Rahmen ist alles, was geblieben ist. Die Verfassung und Verantwortung sind nicht mehr da. Den Rahmen haben wir glücklich gerettet. Es gibt aber Leute, die sind nicht im Rahmen, d.h. nicht im Bild. Das ist auch ein Memento für später.

Man sollte vielleicht auch nicht zu ängstlich sein. Man könnte Camions beziehen, man müsste sie nicht kaufen von Bundes wegen. Private haben sie gekauft und ich weiss nicht, ob man da nicht die ganze Frage der Verantwortung stellen sollte, denn es hängt nun einmal daran, ob man diese Versicherung decken kann, ob wir das nötige Wagenmaterial haben. Ich weiss, formal mag das stimmen, aber wir dürfen uns nicht an Paragraphen halten, wenn die Verfassung und Grundsätze preisgegeben werden. Ich möchte Herrn Bundesrat Stampfli empfehlen, diese Frage zu prüfen, und ihm sagen, dass von der Transportfrage alles abhängen wird, sei es zur See, sei es zu Land. Waren hat es genug auf der Welt, es hat zu viel. Man fängt wieder an, Waren zu verbrennen, weil man sie nicht verschiffen kann. Aber Transportmittel fehlen. Auf dem Land, auf dem Kontinent sollten wir vorkehren, was auf unserer Seite möglich ist.

Dann sollten wir kämpfen, dass wir von den Transitländern, von denen nicht wenige uns günstig gesinnt sind, die Erlaubnis erhalten, die Waren durchzuführen. Es ist nicht gesagt, z.B. dass der Transport von italienischen Seehäfen nach der Schweiz immer möglich sein wird. Diese Linien sind sehr verwundbar, namentlich die Strecke von Genua, weil sie dort über Berge führt und grosse Kunstbauten und Brücken aufweist, die beschädigt werden können. Auch da müssen wir vorsorgen. Wir wissen nicht, wie lange es geht, wie weit die Zerstörungen greifen können. Wir haben Beispiele aus der jüngsten Geschichte, dass alles zu befürchten ist. Ich bitte um Entschuldigung, wenn ich immer diese Themen behandle, aber ich glaube zu sehen und es zeigt sich stückweise, wie sich leider immer die schlimmsten Voraussichten realisieren.

Nun komme ich zu einer Hauptsache. Sie betrifft den Vertrag mit Deutschland. Es handelt sich um einen Grundsatz, den wir nicht aufgeben dürfen. Es ist in verschiedenen Kommissionen gesagt worden, dass man Gesten machen müsse usw., gemeint sind Konzessionen, sagen wir auf halb politischem Gebiet. Ich bin der Auffassung, dass es Konzessionen auf ganz politischem Gebiet sind, um derentwillen wir wirtschaftliche Vorteile geniessen. Wir dürfen das nicht tun. Zu diesem Grundsatz sollte sich der Bundesrat aussprechen. Keine politischen Konzessionen für wirtschaftliche Vorteile, sonst geben wir den kleinen Finger. Gerade gestern hat mir ein Historiker gesagt: Es klopft einer mit dem Gotteshammer die Welt ab und sucht die hohlen Stellen, und dort schlägt er zu. Wir wollen keine hohlen Stellen haben in der Angelegenheit unserer Neutralität. Wir können Konzessionen machen, einverstanden. Es gibt eine Reihe Konzessionen, die wir auf andern Gebieten machen können, wo wir nicht, ich will nicht sagen Verachtung, aber sicher eine Minderung der Achtung erzielen, dafür aber Respekt für uns erringen können. Da ist z.B. die Familienpolitik, wie sie unser Nachbar im Norden betreibt. Dann ist die Wirtschaftsauffassung die Wirtschaftswahrheit, die sich dort gezeigt hat, eben diese dynamische Wirtschaft; durchaus nachahmenswürdig in diesen Zeiten, und zwar nicht nur mit Worten. Sie wissen, seit dem 25. Juni haben wir einiges an Worten gehört, wir müssen aber mit einer Tat anfangen, z.B. müssen wir suchen, eine andere Einstellung des Kapitals zu erreichen. Auch das Arbeitsjahr ist durchaus zeitgemäss und sollte eingeführt werden. Der Bürger soll am Kragen gefasst und hineingestellt werden und das gründlich. Dann die Pflicht zu arbeiten und das Recht auf Arbeit. Gerade dieses Prinzip ist von Frankreich eingeführt worden, nicht gerade unter schönen Bedingungen. Dann die Ernährungs- und Wohnpolitik. Da haben wir grosse und wertvolle Erfahrungen in der Schweiz auszuwerten. Auch da sind Möglichkeiten, aber alles Möglichkeiten, wo es effektiv Arbeit braucht und einen gewissen Wagemut, nicht bloss Worte. Ich möchte hier nicht zu weit gehen in der Kritik. Ich habe gelernt, die Hemmungen der Demokratie zu verstehen und weiss, dass das nur stückweise geht. Aber wenn

- 288 -

wir nur hin und wieder auf einem Gebiet etwas ganzes machen würden, müsste die Zuversicht von innen und die Achtung von aussen kommen, vor allem das nachbarliche Wohlwollen Deutschlands. Das sage ich offen. Dafür habe ich schon plädiert vor dem 10. Mai. Ich bin auch deswegen angefochten worden. Ich bin aber noch genau auf dem gleichen Standpunkt, dass wir ein freundschaftliches Verhältnis haben sollen, das wir aber auf der Basis von Leistungen, nicht auf der Basis von schmähhlichen Konzessionen aufbauen müssen.

Beim Abkommen mit Deutschland haben die Unterhändler, das muss zugegeben werden, herausgeholt, was herauszuholen war, aber die Freude, die der Herr Kommissionspräsident geäussert hat, dass man Textilien ausführen kann, namentlich feine Textilien, allerdings in Verbindung mit groben Textilien, hat seine zwei Seiten. Wir haben einen gewissen Haufen Rohbaumwolle. Dieser nimmt mit jedem Tag ab. Ich sehe ängstlich, sehr ängstlich in die Zukunft, denn bis jetzt haben sich immer die schlimmsten Erfahrungen bewahrheitet, und die Hoffnungen haben nur irreführt. Ich bitte Sie dringend, auf das Ganze zu gehen und auch bei der Versorgung acht zu geben, dass unsere wertvollsten Vorräte, namentlich der Viehbestand, möglichst geschont bleiben, denn wir werden vielleicht noch ganz andern Zeiten entgegengehen und es wird für uns vielleicht eine Rettung sein, wenn wir die hochwertigen Nahrungsmittel, Fleisch und Milchprodukte, in Austausch geben können für anderes, z.B. für die Cerealien, für Zucker und Rohstoffe usw.

Was ich sage, ist zusammengefasst eine Mahnung, sich bewusst zu sein, dass die schweren Zeiten erst kommen. Man wird sagen, wir haben das nicht notwendig. Ich plädiere aber sozusagen für ein Uebermass solcher Massnahmen. Sie sollen geschafft werden in der Ueberzeugung, dass eventuell alle Hoffnungen versagen und eben doch irgend eine Lösung auf den beiden grossen Gebieten: Transport und Autarkie in Rohstoffen vorgesehen wird.

M. Graber: La guerre a créé autour de nous un état de fait avec lequel nous devons compter. Que cet état de fait soit provisoire, comme d'aucuns le désirent et le souhaitent, ou qu'il soit durable, comme d'aucuns le redoutent, ne changera

rien à la situation présente. Nous devons nous incliner. Le poumon économique suisse respire à raison de 90 % par des frontières qui sont contrôlées. C'est dire que lorsque nos représentants discutent, ils ont à faire à un partenaire qui tient fortement le couteau par le manche. En réalité, ils ne peuvent guère que s'incliner. Je ne leur en fait pas le reproche, je constate simplement qu'ils se trouvent dans cette obligation.

Notre rapporteur français s'est montré plutôt optimiste. Il a déclaré, au début de son exposé, que lorsqu'on examine en détail la convention germano-suisse, on arrive à se convaincre que notre partenaire du nord a fait preuve d'une grande bienveillance à notre égard. Je voudrais bien savoir où et comment M. le rapporteur a pu examiner en détail cette convention. Etant membre de la commission, je ne vois comment il a pu accomplir ce tour de force car il faut convenir que ne nous expose qu'une partie des faits pour des motifs peut-être valables, et qu'on laisse systématiquement, volontairement, obligatoirement peut-être l'autre partie dans l'ombre ... pour ne pas dire davantage. Dans ces conditions, je crois qu'il est exagéré de parler de la bienveillance que l'on a eue à notre égard. On nous a livré et on nous livrera du charbon, c'est très bien. Je crois même que quelqu'un a dit un jour aux Suisses: Puisque vous avez la liberté, chauffez-vous avec votre liberté et, puisque vous avez des droits, nourrissez-vous avec. Je comprends fort bien ce langage. Nous sommes - je le répète encore une fois - en face d'un partenaire qui tient le couteau par le manche et qui dicte sa volonté. Nous avons l'habitude, dans nos milieux, de discuter avec des partenaires très forts et de faire le poing dans notre poche.

Il y a cependant dans l'objet que nous discutons quelque chose qui me préoccupe et qui m'inquiète. En octobre dernier, l'accord de clearing avec l'Allemagne présentait un solde en notre faveur d'environ 90 millions. On a constaté que c'était pour le moins inélégant et on a demandé à l'Allemagne de verser des acomptes d'amortissement. En février, la situation s'était améliorée. On a renoncé aux amortissements spéciaux. Puis, sou-

tainement, on a constaté que la balance de l'accord de clearing s'était renversée et que la Suisse accusait un solde débiteur. C'est ainsi que la préoccupation essentielle de nos représentants a été - si j'ai bien compris - de rétablir l'équilibre des comptes de clearing avec notre voisin du nord. On peut y parvenir de diverses façons. Je crains que l'on ait cherché à l'obtenir en achetant très cher les marchandises allemandes et en vendant bon marché les marchandises suisses. C'est évidemment une méthode excellente pour rétablir un équilibre qui risque d'être désavantageux pour l'une des deux parties. Qu'on ait payé cher les marchandises allemandes, encore une fois, à quoi servirait-il, de le relever ? Il suffit de dire que ces prix nous ont été imposés. Mais alors, il ne faut pas avoir l'air d'adresser des flatteries à notre partenaire. Il faut dire, clairement, que nous subissons la loi du plus fort. Le prétexte qu'on nous donne paraît un peu tiré par les cheveux. On nous dit que l'Allemagne nous vend son charbon passablement plus cher qu'à ses nationaux, mais au prix du "marché mondial". Je voudrais connaître l'avis d'hommes compétents connaissant actuellement le prix du "marché mondial" du charbon ! Où ce marché se tient-il ? Il est évident que si l'on veut faire venir du charbon du Japon ou d'Amérique, il reviendra plus cher que s'il vient de France, de Belgique ou d'Allemagne. Les frais de transport sont onéreux. Il est évident que si le producteur vend son charbon en se basant sur les prix pratiqués en Amérique, le prix du marché mondial est alors assez élevé. Mais je ne veux pas insister sur ce point. Il en est un autre qui m'inquiète beaucoup plus. Il s'agit du prix de vente de nos propres marchandises. - Pour autant que nous soyons renseignés - car nous le sommes fort peu - même en commission - nous vendons à l'Allemagne certaines marchandises : fromage, beurre, bétail, bovin, à des prix plutôt bas, ceci pour améliorer l'équilibre de l'accord de clearing. Il paraît même que nous vendons ces marchandises non pas plus chères qu'à nos nationaux mais meilleur marché. Pour le fromage, on se base à nouveau sur le prix du marché mondial. Encore une fois, où donc ce "marché mondial" se trouve-t-il, qui est-ce qui fixe les prix et sur quelles bases ? J'ai de grandes inquiétudes à ce sujet. Le

Rapporteur de langue allemande a déclaré que si nous vendions certains produits bon marché, nous vendions par contre certains produits textiles à des conditions avantageuses. Mais cette compensation ne joue pas dans l'ensemble. Je crains beaucoup l'influence que cette convention des prix peut exercer sur notre production intérieure. En ce qui concerne les porcs par exemple - je crois être assez exactement renseigné - je me suis laissé dire que les éleveurs sont sur le point de renoncer à en élever parce qu'ils y perdent. En effet, on les oblige à vendre à des prix très bas alors que l'affouragement revient très cher. Je crois - cela m'a été confirmé aujourd'hui encore, dans cette salle par des personnes particulièrement qualifiées - que l'élevage du porc enregistre un sensible recul en Suisse, étant données les conditions faites aux producteurs. Dans ces conditions, n'est-il pas dangereux, tout en subissant la loi du plus fort, d'accepter des mesures qui, à un moment donnée, peuvent tendre à paralyser la production intérieure ? En effet, nous n'aurons bientôt plus de marchandises de compensation pour des échanges à l'extérieur et nous risquons même d'en manquer à l'intérieur, pour notre propre consommation. On nous dit bien que nous devons éprouver des craintes sérieuses pour le printemps, que l'on ne sait pas très bien comment à cette époque nous allons vivre, nous peuple suisse, si les affaires continuent comme elles marchent actuellement, mais alors au moins faudrait-il ne pas paralyser la production intérieure, il faudrait au contraire la stimuler ! Si l'on nous impose de l'extérieur certaines conditions draconiennes, quelles mesures en revanche prend-t-on à l'intérieur pour rétablir l'équilibre, de façon que le consommateur ne soit pas trop brutalement frappé, que le producteur soit encouragé à produire ? Voilà le côté intéressant du problème, plus intéressant, à mon sens, que la question des quantités de telle ou telle marchandise que nous livrerons ou qu'on nous livrera, chose qui, je le répète, demeure plus ou moins dans la nébuleuse.

Il n'y a pas que la production agricole qui risque d'être frappée, je crains quant à moi que notre production industrielle ne vienne à l'être également. Je prends un exemple qui nous

- 292 -

vient du Jura. C'est évidemment l'industrie horlogère vous le comprendrez, qui me préoccupe le plus ici. Vous devez comprendre aussi que cette industrie, qui vient de passer par dix années de crise, se trouve de nouveau menacée avant toute autre et je dirai plus que toute autre par le fait de la guerre. Sous toutes espèces de prétextes et pour toutes sortes de raisons, raisons peut-être plausibles, je le veux bien, on paralyse l'exportation de notre horlogerie. Une fois c'est parce que certains métaux, le nickel par exemple ou d'autres ne doivent plus être exportés: il faut les conserver, on en aura besoin pour notre armement; une autre fois, notre industrie horlogère se trouve paralysée parce que nous ne pouvons plus obtenir certaines matières premières indispensables. C'est ainsi que le défaut de diamants risque d'arrêter la fabrication de la pierre fine et dès lors une bonne partie de l'horlogerie. Dans tout cela nous ne voyons pas comment l'industrie horlogère se tirera d'affaire.

Mais je crains que d'autres mesures n'aient été prises, que d'autres ententes ne soient intervenues dont nous ne connaissons pas les détails - nous ne sommes pas comme M. Gottret, au surplus, je me demande si lui en connaît aussi bien les détails qu'il le dit - je me demande - dis-je, s'il n'y a pas d'autres mesures qui sont prises ou qui risquent de l'être et qui seraient de nature à porter préjudice à notre industrie. C'est ainsi que ce matin certaines fabriques d'horlogerie du Jura ont fermé soudainement leurs portes. Pourquoi ? Parce qu'on a refusé des visas pour l'exportation de pièces compliquées, des chronomètres-compteurs. Ces visas ont été refusés pour l'exportation à travers la France s'ils sont à destination de l'Angleterre et de l'Amérique. Voilà de la sorte tout un secteur arrêté, tout un marché qui se ferme. Cela se fait-il, ici encore, comme je le crains, en vertu, des dispositions et des clauses de la convention germano-suisse ? S'il en est ainsi, nous devons le déplorer vivement et je crains que nous ne soyons dans cette affaire mis en demeure de subir encore une fois la loi du vainqueur dans ces traitations, en payant très cher les marchandises qu'il veut bien nous céder. Sur ce point il n'y a



peut-être rien à dire, mais en tout cas j'estime qu'il est très important de faire en sorte de maintenir la production intérieure qui reste notre dernière source de vie, notre dernière ressource, si nous ne voulons pas marcher directement à la mort économique.

Entre deux suicides - celui qui consisterait à refuser de traiter avec quelqu'un qui est tout-puissant autour de nous et dont la bonne volonté est nécessaire pour que nous puissions vivre car ce serait un suicide, d'une part, et, d'autre part, le suicide qui consisterait à voir notre production marcher à sa ruine, mais en conservant du moins son indépendance, je préférerais quant à moi la seconde forme. J'entends dire que je ne suis ni pour l'un ni pour l'autre car je ne suis guère pour le suicide en général.

Je pense donc que ce n'est pas trop demander (sans faire d'ailleurs des reproches en ce qui concerne l'orientation des pourparlers) que d'inviter le Conseil fédéral à examiner de très près les répercussions de ces conventions sur notre vie économique intérieure et de le prier d'examiner immédiatement les mesures qui permettront de protéger d'une part le consommateur et surtout, d'autre part, de stimuler le producteur qu'il s'agisse du producteur agricole, qu'il s'agisse du producteur industriel.

M. Kuntzchen: Dans le rapport qu'il a présenté tout à l'heure, M. le rapporteur de langue française a touché une question que je m'étais permis d'évoquer au sein de la commission. Cependant je me permets de monter à cette tribune afin d'insister encore un peu sur ce point particulier; le fait que le rapporteur l'a lui-même évoqué souligne son importance; enfin notre collègue M. Duttweiler en a également touché un mot il y a un instant.

Mais, à la commission, la réponse qui nous a été donnée a été quelque peu hâtive: c'était le matin au moment du départ des trains et déjà les députés s'égrenaient sur les quais de sorte que nous n'avons pas pu obtenir de renseignements aussi complets qu'on aurait pu le désirer. C'est ce qui motive ma brève intervention.

- 294 -

Cette question dont je vous parle c'est le rétablissement du trafic ferroviaire entre la Suisse d'une part et la France non occupée d'autre part. Comme vous le savez, c'est la destruction du pont de Lavillat qui a interrompu nos relations ferroviaires avec la France non occupée et qui nous a mis dans une situation toute spéciale par rapport à cette zone derrière laquelle il y a encore tout l'empire français. L'écroulement de ce pont a coupé en effet toute liaison par voie ferrée entre la Suisse et la partie de la France, juridiquement libre encore en vertu des clauses de l'armistice. On peut donc dire qu'il s'agit là d'un événement extrêmement important pour notre trafic. Comme vous le savez, cette destruction est due à la malveillance: c'est au moyen de la dynamite ou de la mélinite que l'ouvrage a été anéanti. Quel en a été l'auteur? Qui a cherché à interrompre ainsi nos relations par fer avec la France non occupée? Nous ne le savons pas. Sont-ce des Savoyards, jaloux de voir partir des marchandises pour la Suisse alors qu'eux mêmes sont dans le besoin et se trouvent réduits à se serrer la ceinture? Sont-ce des belligérants du continent européen qui auraient vu dans le maintien de cette liaison certains inconvénients pour eux parce que les trains de retour pouvaient peut-être amener jusqu'en Portugal des marchandises en provenance de la Suisse et à destinations diverses? Nous l'ignorons. Le Conseil fédéral est-il, à cet égard, mieux renseigné que nous? je ne le sais pas, mais là n'est pas la question que je veux lui poser.

Ce que je lui demande, c'est d'entreprendre sans tarder toutes les démarches nécessaires et possibles afin de rétablir au plus vite les relations interrompues. En somme la voie d'Annecy est la seule qui soit actuellement indépendante des puissances de l'Axe et qui permette d'amener par voie ferrée des contingents de marchandises jusqu'au Portugal, c'est-à-dire jusqu'à la mer libre et inversement. Elle offre donc un intérêt incontestable pour les relations de la Suisse avec ces pays.

Sans doute on m'objectera - on l'a déjà laissé entendre au sein de la commission - que la France a elle-même des besoins, qu'elle n'est pas une source où nous pouvons nous alimenter, un bassin d'alimentation pour le ravitaillement de la Suisse ... Il est vrai aussi que la zone française non occupée est pratiquement sous la coupe indirecte des vainqueurs et que, par conséquent, elle

n'est pas sans subir dans une certaine mesure les effets du contre-blocus. On a fait valoir encore, qu'au delà, il faut encore atteindre la mer et même traverser la mer pour être ravitaillé. Enfin, il y a encore le blocus anglais. Il s'agit donc de traverser les deux blocus, blocus proprement dit et contre-blocus, pour arriver à faire parvenir jusqu'en Suisse les marchandises nécessaires à notre ravitaillement. Là est la question vitale, le point dominant, c'est le principal et je ne le conteste pas. Il en est bien ainsi, c'est certain. Et la grande difficulté l'essentielle consiste surtout à faire passer les deux blocus aux marchandises dont nous avons besoin. Pourtant quoi qu'il en soit, il est évident que, surtout à une époque où le ravitaillement est aussi difficile qu'actuellement, toute voie de communication avec l'extérieur est d'une certaine importance. On ne doit pas pouvoir le contester. Déjà la destruction voulue du pont dont je parlais tout à l'heure est une preuve suffisante des services que rendait cet ouvrage pour les communications avec la Suisse. Dans les circonstances présentes, aucune liaison avec le dehors ne saurait être considérée comme négligeable. Au moment où l'axe nous enserme économiquement la voie qui vient d'être ainsi interrompue était quand même une porte, une petite porte ouverte juridiquement, par laquelle, entre les tenailles des vainqueurs continentaux, nous pouvions avoir accès au continent et au delà. C'était un reste de liberté relatif pour nos transports.

Au reste, les relations avec tous les pays doivent être recherchées par la Suisse: c'est là le programme même proclamé par le Conseil fédéral. Dernièrement encore il l'a confirmé: bonnes relations économiques et politiques avec tous les pays sans exception. La France inoccupée est encore, je crois, pour le moment, avec son arrière-pays et son empire d'outre-mer un pays à part, avec lequel nous devons nous efforcer de conserver les relations dans tous les domaines. Outre cela et ce point a déjà été signalé tout à l'heure par M. le rapporteur de langue française - il y a la question des marchandises à destination de la Suisse et qui, nous dit-on, se trouvent quelque part en panne, arrêtées et bloquées parce qu'elles ne peuvent plus être acheminées par chemin de fer. Elles

- 296 -

n'arrivent pas non plus être amenées jusque chez nous par le circuit routier. Par conséquent, nous avons le plus grand intérêt (sans parler de celui des propriétaires de ces marchandises qui sont déjà payées), à ne rien négliger pour trouver le moyen de les faire acheminer à destination. C'est une question de transport comme de ravitaillement puisque c'est au moyen des transports, spécialement par voie ferrée, actuellement, que nous obtenons ce qui est nécessaire à la vie de notre peuple.

Je demande donc au Conseil fédéral de faire un effort, le plus grand effort possible: premièrement, pour détourner le trafic par Bellegarde, qui se trouve en France occupée, afin d'avoir une solution provisoire aussi rapide que possible à la situation si difficile dans laquelle nous nous trouvons; c'est la première chose à faire et nous croyons que l'on pourrait aboutir en entamant des pourparlers dans cette direction. Ensuite, parallèlement, il faudra faire des démarches afin que soit entreprise également dans le plus bref délai possible la reconstruction du pont détruit. Il ne doit pas être tellement difficile de discuter la question de réseau à réseau. Les C.F.F. peuvent s'en entretenir avec les Etats voisins. Il est évident que nous avons le plus grand intérêt au rétablissement d'une ligne qui dessert la Suisse et par laquelle peuvent se faire les transports jusqu'à la mer; de même qu'à Berlin et à Rome on s'intéresse extérieurement à l'Allemagne et à l'Italie, de même nous sommes intéressés à la liaison entre la Suisse et la France inoccupée, qui se prolonge jusqu'au Portugal. En faisant valoir ces arguments, je crois que l'on pourrait obtenir de la part des intéressés une réponse affirmative à nos vœux et le rétablissement, aussi prompt que possible, d'une situation normale.

Il est du reste dans l'intérêt de tous de réparer au plus tôt ce qui a été détruit soit par la guerre, soit pour tout autre motif. La France non occupée elle-même a intérêt à remettre en état ses ouvrages d'art, à réparer ses routes et tout ce qui est d'intérêt et d'utilité publics. Au reste, la suite normale de l'armistice doit être que, dès qu'on a signé une paix préalable, le pays où les hostilités cessent doit immédiatement s'acharner à tout remettre en ordre. Nous demandons donc au Conseil fédéral d'insister pour que l'on rétablisse au plus tôt la liaison France-Suisse. Je

crois qu'en présentant les arguments que je viens d'invoquer le Conseil fédéral aurait de grandes chances de se faire entendre et d'obtenir satisfaction.

Tel est le but principal de mon intervention.

Puisque j'ai la parole, je tiens à ajouter quelques mots en ce qui concerne les restrictions d'importation. Je ne voudrais pas que l'on crût que ma demande de rétablir des relations économiques avec la France permît d'envisager la transport en Suisse de vins étrangers. Je prie le Conseil fédéral de bien vouloir maintenir les restrictions d'importation concernant ce produit, et même de les renforcer. Il y aura une grosse récolte dans le sud de la France mais la consommation sera insuffisante puisque beaucoup de Français sont encore prisonniers en Allemagne. Il est évident que la récolte se fera en tout état de cause. On se débrouillera pour cela. Il y aura aussi les vins provenant des autres pays. Notre marché de vins indigènes risque donc d'être touché. Or, dans le chapitre des restrictions aux importations du 21ème rapport du Conseil fédéral, neuf lignes - sur 20 pages - concernent les restrictions d'importation. La guerre étant là cette question des restrictions d'importation semble secondaire. Je tiens donc à souligner qu'il y a tout de même une restriction d'importation qui ne doit pas être oubliée, celle qui concerne les vins étrangers. Il n'est plus nécessaire, maintenant, de sacrifier le vin au fromage sur l'autel de la patrie, puisque le fromage ira en Allemagne. Et il nous sera payé en charbon. Pour ce qui concerne les vins le maintien des prix est dépendant de l'entrée des vins étrangers et de leur abondance sur le marché suisse. Il faut subordonner l'importation à la consommation du vin suisse. Par conséquent, l'actuel statut des vins doit être maintenu et même renforcé.

Le Conseil fédéral est muni de pleins pouvoirs. Il maintiendra sans doute cette restriction d'importation, capitale pour le vignoble suisse. Je serais, pour ma part, heureux de pouvoir en prendre acte, dans cette assemblée, pour éviter toute équivoque et difficultés à l'avenir.

Hier wird die Beratung abgebrochen. Ici le débat est interrompu.

Schluss der Sitzung um 19 Uhr 30. - Séance levée à 19 h. 30.

Les accords germano-suisses de la Seconde Guerre mondiale

**L'accord du 9 août 1940**

Documents:

- Directive de la Division „Presse et Radio“

# Directive de presse permanente de la Division Presse et Radio 1/4

## Note 16

**Sont interdites, dans l'intérêt du secret de l'économie de guerre, la publication, la diffusion et la transmission d'indications détaillées sur les importations et les exportations, sur les achats à l'étranger, les embarquements, les compensations, notamment sur la quantité et la nature des marchandises ainsi que sur leur provenance.**

**a** Réserves (4.4.40; 12.4.41):

Il est **interdit** de publier des **chiffres** concernant les réserves de denrées alimentaires, de combustibles et de matières premières pour l'industrie.

**b** Négociations économiques avec l'étranger (30.7.40; 21.11.40; 24.2.41; 24.10.41):

**Il est interdit de publier n'importe quelle indication sur l'ouverture, le cours, la fin et le résultat de négociations économiques avec l'étranger; seuls sont autorisés les communiqués officiels** du Palais fédéral.

**Les détails complémentaires, même s'ils viennent de l'étranger, doivent être soumis, pour autorisation, à la division du commerce du Département fédéral de l'économie publique.** Le texte devra faire ressortir que la publication de tels détails est autorisée. On utilisera, à cette fin, des formules telles que « nous apprenons de source autorisée » ou bien: « les autorités compétentes confirment que... » (On ne doit pas recourir, en revanche, à des formules comme « autorisé » ou « autorisé par la censure ».)

**c** Données de la statistique commerciale (27.7.40):

**Toute publication dans la presse de données statistiques sur le commerce et l'industrie en Suisse** est soumise à la censure préventive.

**d** Navigation sur le Rhin (1.11.41):

Il n'est permis de donner que **des indications d'ordre général sur la navigation rhénane.** Dans ce domaine encore, la réserve est de rigueur, car il n'est pas dans l'intérêt de notre approvisionnement que l'on insiste trop sur l'importance de la navigation sur le Rhin ou que l'on mette en particulière évidence le trafic fluvial.

Sont interdites toutes les **indications détaillées**, tels qu'informations sur l'arrivée et le départ des cargos ou données statistiques sur le trafic des marchandises dans les ports suisses.

## Les accords germano-suisses de la Seconde Guerre mondiale

### **L'accord du 9 août 1940**

#### Documents:

- Commerce extérieur de la Suisse, 1937-1945



Pour donner en chiffres une idée encore plus claire du développement du commerce extérieur de la Suisse pendant la seconde guerre mondiale, nous faisons suivre ci-dessous un aperçu sous forme de tableau des importations et des exportations, groupées d'après la situation résultant de la guerre :

Commerce extérieur avec l'Europe et les pays d'outre-mer

(En millions de francs suisses)

	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945
<i>Importations</i>									
Total . . . . .	1 807,2	1 606,9	1 889,4	1 853,6	2 024,3	2 049,3	1 727,1	1 185,9	1 225,4
<i>Europe</i> . . . . .	1 364,9	1 221,5	1 430,2	1 288,7	1 591,9	1 526,3	1 418,5	1 007,5	629,2
dont : Allemagne <sup>1</sup> . . . . .	402,7	373,1	440,4	411,3	656,2	660,3	532,2	433,4	54,3
France <sup>2</sup> . . . . .	245,3	229,2	275,3	138,9	72,1	71,8	56,7	28,2	129,8
Italie . . . . .	117,4	116,7	135,2	164,5	244,5	154,4	131,3	28,6	47,1
Grande-Bretagne . . . . .	112,7	95,0	109,3	68,0	14,3	20,0	3,6	1,2	21,5
Neutres et Etats non belligérants <sup>3</sup> . . . . .	41,8	36,9	45,5	79,9	261,0	328,7	324,8	236,9	229,5
<i>Pays d'outre-mer</i> . . . . .	442,3	385,4	459,2	564,9	432,4	523,0	308,6	178,4	596,2
dont : Etats-Unis . . . . .	126,2	125,3	132,7	199,2	151,3	235,2	56,4	21,2	136,8
Argentine . . . . .	92,9	58,4	78,3	114,6	109,1	112,5	51,9	41,1	120,8
<i>Exportations</i>									
Total . . . . .	1 285,1	1 316,6	1 297,6	1 315,7	1 463,4	1 571,7	1 628,9	1 131,8	1 473,7
<i>Europe</i> . . . . .	923,6	943,7	921,5	947,1	1 169,9	1 262,0	1 253,3	763,5	650,3
dont : Allemagne <sup>1</sup> . . . . .	199,9	206,1	191,5	284,8	577,0	655,6	598,4	293,6	11,2
France <sup>2</sup> . . . . .	139,5	121,4	140,1	112,1	91,4	65,9	50,7	23,1	165,1
Italie . . . . .	102,2	91,2	80,7	141,9	185,6	158,6	93,5	4,9	11,1
Grande-Bretagne . . . . .	143,8	148,1	164,5	94,9	23,0	21,6	35,8	34,0	31,7
Neutres et Etats non belligérants <sup>3</sup> . . . . .	45,4	59,2	72,0	101,5	119,3	163,7	239,5	277,4	333,2
<i>Pays d'outre-mer</i> . . . . .	362,5	372,9	376,0	368,6	293,4	309,7	375,6	368,3	823,4
dont : Etats-Unis . . . . .	112,3	90,7	129,7	139,9	108,0	102,2	152,8	140,8	385,3
Argentine . . . . .	31,3	35,8	32,8	27,8	6,42	39,6	40,1	39,6	86,9

<sup>1</sup> Depuis janvier 1939 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1945, y compris l'Autriche.

<sup>2</sup> Depuis 1941 sans l'Alsace-Lorraine, depuis 1945 y compris l'Alsace-Lorraine.

<sup>3</sup> Suède, Espagne, Portugal, Irlande et Turquie.

En ce qui concerne l'importation, on constate que, sans aucun doute, la part de l'Europe a augmenté pendant la guerre. Si l'on prend des chiffres absolus, les importations en provenance des pays d'outre-mer n'ont pas été, du point de vue de la valeur, inférieures à celles d'avant la guerre ; toutefois, on ne peut pas en tirer de conclusions concernant le développement de ces importations du point de vue des quantités, par suite des très fortes augmentations de prix. On peut dire que, proportionnellement, en 1938 25 % des importations venaient d'outre-mer et un peu plus de 75 % des pays européens ; pendant les années 1940 et 1942, la proportion des importations d'outre-mer était supérieure à 25 %, pendant les années 1941 et 1943, elle a été inférieure à 25 %. On ne constate une forte diminution qu'en 1944, alors que nos importations ont été paralysées par l'invasion. Ce qui est frappant, c'est la forte augmentation du commerce extérieur de la Suisse avec les pays neutres et non belligérants en 1942. L'importation en provenance de ces pays-là a dépassé, du point de vue valeur, neuf fois le niveau atteint en 1938 et l'exportation à destination de ces mêmes pays a sans cesse augmenté jusqu'en 1943, pour atteindre enfin le quadruple de ce qu'elle était en 1938. La guerre a porté un préjudice sensible à nos relations commerciales avec la Grande-Bretagne ; en ce qui concerne les Etats-Unis, la valeur de nos importations en provenance de ce pays, aussi bien que celle de nos exportations à destination dudit pays ont augmenté par rapport à leur valeur d'avant-guerre.

A part une petite diminution dans les années 1941 et 1942, l'exportation à destination des pays

Les accords germano-suisses de la Seconde Guerre mondiale

**L'accord du 18 juillet 1941**

Documents:

- Conseil fédéral, Procès-verbal du 24.7.1941

1151<sup>A</sup>

E 1004.1 1/411

Bundesratprotkoll

Donnerstag, 24. Juli 1941.

Wirtschaftsverhandlungen  
mit Deutschland.

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

" 1. Mit unserem Bericht vom 2. pto. gaben wir Ihnen Aufschluss über die in Berlin erfolgte grundsätzliche Einigung über die wichtigsten Fragen der deutsch-schweizerischen Wirtschaftsbeziehungen. Die seit 6 Wochen in Bern mit Hartnäckigkeit weitergeführten Verhandlungen haben am 18. ort. zu einer völligen Einigung der beiden Delegationen geführt, sodass noch am gleichen Tag die verschiedenen Wirtschaftsvereinbarungen unterzeichnet werden konnten. Da die neuen Vereinbarungen sich im Rahmen unserer bisherigen Berichte bewegen, können wir uns auf die folgenden ergänzenden Bemerkungen beschränken:

2. Versorgungsfragen:

a) Bei Kohle und Eisen bleibt es bei den vorgesehenen monatlichen Mengen (200'000 Tonnen Kohle und 13'500 Tonnen Eisen). Wir fügen lediglich bei, dass durch eine Sonderdelegation vom 6./10. pto. betreffend die Erleichterung der Kohlentransporte nach der Schweiz in Berlin und Essen Verhandlungen gepflogen worden sind, sodass auch hinsichtlich des Kohlentransportes alle Vorkehren getroffen resp. eingeleitet worden sind, damit das Maximum an Kohlen in unser Land transportiert werden kann. Weitere Besprechungen zwischen den beiderseitigen Experten stehen für die nächste Zeit in Aussicht. Es darf mit Befriedigung festgestellt werden, dass auch die deutschen massgebenden Kreise der Kohlenproduktion alles daran setzen, um den schweizerischen Bedürfnissen weitgehendst Rechnung zu tragen.

b) Flüssige Brennstoffe: (flüssige Treib- und Brennstoffe, Schmieröle)

Wir müssen feststellen, dass wir ausser einigen erst kürzlich bewilligten Mengen Spezial-Oele trotz unserer bald einjährigen Bemühungen bisher nur ein einziges britisches Navicert für 7000 Tonnen Benzin erhalten haben. Die Ware selbst ist noch nicht in die Schweiz gelangt. England hat uns bekanntlich immer auf Rumänien verwiesen und uns damit auch auf diesem Gebiete voll-

ständig von Deutschland abhängig gemacht. Die im Osten Europas vor Monaten schon eingetretenen kriegerischen Ereignisse haben die Zufuhren aus Rumänien praktisch unterbunden.

Die Haltung der britischen Blockadebehörden auch nach der in Osteuropa völlig veränderten Lage, hat die Schweiz bezüglich ihrer Treibstoff- und Schmierölversorgung in eine ausserordentlich bedrängliche Lage gebracht. Wenn die landwirtschaftlichen Traktoren, die motorisierten Einheiten unserer Armee und die wenigen für industrielle Zwecke noch bewilligten Lastwagen weiter fahren sollen, insbesondere aber wenn wichtige Zweige der schweizerischen Industrie nicht infolge Mangels an Heiz- und Schmierölen zum Stillstand kommen sollen, so war eine Verständigung über die Belieferung der Schweiz mit flüssigen Treibstoffen durch Deutschland von grösster Dringlichkeit. Wir haben daher eine Sonderdelegation unter Führung von Herrn Dr. Ebrard nach Berlin entsandt, der es nach eingehenden Besprechungen gelungen ist, zu einem recht erfreulichen Resultat zu gelangen.

Das in Berlin am 5. Juli unterzeichnete Sonderabkommen sichert der Schweiz monatlich 14'500 Tonnen Benzin und Schmieröl, sei es aus Rumänien oder der Slowakei im Transit durch Deutschland, sei es beim Ausfall dieser Bezugsmöglichkeiten aus deutschen Vorräten. Diese Zufuhren werden bei Aufrechterhaltung der bestehenden äusserst einschneidenden Verbrauchsbeschränkungen die künftige Deckung des reduzierten Bedarfs gestatten.

Die Schweiz stellt Deutschland für die Zufuhr dieser Mengen flüssiger Treib- und Brennstoffe und für weitere Transporte ihre bisher über Italien und Jugoslawien und auf der Donau laufenden Transportmittel zur Verfügung.

Wir hoffen, durch die deutsche Lieferverpflichtung in einem Versorgungssektor wieder zu einigermaßen tragbaren Verhältnissen zu gelangen, dessen Zustand uns in letzter Zeit grösste Sorge bereitet hat.

Gestützt auf die Vereinbarung vom 5. crt. sind zwischen der Petrola und der Rumänen Mineral-Oel G.m.b.H. (Rumin genannt) die erforderlichen Durchführungs-Vereinbarungen abgeschlossen worden. Durch die zwischen den beiden genannten Organisationen getroffene "Zusatzvereinbarung über Kesselwagen zur Vereinbarung vom 5. Juli 1941" wird die Petrola verpflichtet, die zu übergebenden 1000 Kesselwagen gegen die ihr als versicherungswichtig erscheinenden Risiken zu versichern. Da die Versicherung der erwähnten Kesselwagen durch die eidg. Kriegsrisiko-Versicherung eine *Conditio sine qua non* für die Durchführung der erwähnten Vereinbarung und damit für die Gewährleistung einer angemessenen Versorgung der Schweiz mit Erdölprodukten ist, beantragen wir Ihnen, das eidgenössische Kriegs-Transport-Amt zu ermächtigen, unverzüglich die in Frage stehenden 1000 Kesselwagen zu versichern.

c) Landwirtschaftliche Produkte: Gegen angemessene Belieferung durch Deutschland mit Zucker, Saatgut, Saatkartoffeln, Alkohol und Düngemittel etc. hat sich unser Land verpflichtet, Vieh, Obst und Molkereiprodukte im Betrag von ca. 55 Millionen Fr. zu liefern. Davon fallen auf Vieh 15 Mo. Fr., auf Obst 20 Mill. Fr., auf Molkereiprodukte (Käse, Frischmilch und Milchkonserven) 18 Mio. Fr. Diese Lieferungen sind mit den zuständigen Stellen des Kriegs-Ernährungs-Amtes vereinbart worden und ferner im entsprechenden Landwirtschaftsbrief gegenüber Deutschland der Vorbehalt gemacht, dass diese Lieferungen nur soweit erfolgen, als dies im Hinblick auf die Versorgung der Schweiz mit Lebensmitteln möglich ist.

### 3. Export- und Kontrollfragen:

Ohne Rohstoffe und Kraftstoffe (Kohle und flüssige Brennstoffe) kann die schweizerische Wirtschaft nicht arbeiten. Arbeit allein, ohne die notwendigen Exportmöglichkeiten könnte unserem Volke nichts nützen; denn wir müssten in unseren Erzeugnissen ersticken. Es ist keineswegs übertrieben zu behaupten, dass wir in den letzten Monaten der Gefahr eines steigenden und unbefriedigten schweizerischen Exportdranges ausgesetzt waren. Seit dem Monat März hat die Deutsche Gesandtschaft in Bern praktisch die Bewilligung von Geleitscheinen eingestellt. Die italienische Gesandtschaft folgte dieser Politik weitgehend, sodass unsere Export-Schiffe ab Genua nur bescheidene Mengen schweizerischer Ausfuhrgüter mitnehmen konnten. Es stellte sich somit neben den Versorgungsproblemen als zweiter Hauptgegenstand der Verhandlungen mit Deutschland die Frage der "Gegenblockade" und ihrer Handhabung durch Deutschland. Dabei konnte es sich für die Schweiz nicht bloss um die Wiederherstellung des früheren, unbefriedigenden Zustandes wie er bis zum März 1941 bestanden hatte, handeln, sondern es musste im ureigensten schweizerischen Exportinteresse <sup>sowie im Interesse</sup> unserer Beziehungen zu Grossbritannien und den Vereinigten Staaten alles versucht werden, um eine gewisse Lockerung der bisherigen Gegenblockade-Hindernisse für unsere Ausfuhr nach dem Westen durchzusetzen.

Ein erster Schritt konnte schon vor einigen Wochen in dieser Richtung gegenüber Italien getan werden. Im Zusammenhang mit einer Erhöhung des Vorschuss-Kredites, welchen die Schweiz Italien im gegenseitigen Clearingsystem gewährte, sagte die italienische Regierung die sofortige Erledigung des Grossteils der unerledigten und zurückgehaltenen schweizerischen Geleitschein-Gesuche zu und erklärte sich im weiteren bereit, den in den deutsch-schweizerischen Wirtschaftsverhandlungen von Deutschland zu erreichenden Erleichterungen im Geleitschein-System auch ihrerseits zu folgen.

Es war ursprünglich deutsche Absicht, die Gegenblockade-massnahmen in der Schweiz ganz wesentlich zu verschärfen, sei es durch ausdrückliche Produktionsverbote gewisser Waren für Rechnung der Feinde Deutschlands, sei es durch Kontrolle dieser Erzeugung durch deutsche Agenten. Diese grossen Gefahren konnten

abgewendet werden und es gelang schliesslich in sehr mühsamen und zeitraubenden Verhandlungen nicht bloss die Aufrechterhaltung des bisherigen Zustandes, sondern dessen Verbesserung in doppelter Hinsicht. Wie Sie aus beiliegender Sondervereinbarung ersehen können, sind einmal einige Zollpositionen, welche bisher auf der Liste der geleitscheinpflichtigen Waren figurierten, von dieser Liste abgesetzt worden (fertige Uhrwerke, gewisse Elektromotoren und Transformatoren) und wurden andererseits für eine Reihe wichtiger Ausführpositionen bodetsame Zusatzkontingente von deutscher Seite, insbesondere für die schweizerische Ausfuhr nach Amerika gewährt.

Zu den Fragen einer besseren Kontrolle der schweizerischen Ausfuhr nach und über Frankreich bemerken wir noch folgendes:

Die jüngste deutsch-französische Verständigung gibt, wie es die deutsche Delegation in den Verhandlungen deutlich zum Ausdruck brachte, Deutschland das Recht, auch an jenem Teil der schweizerischen Grenze bei Genf, welcher an das "unbesetzte Gebiet Frankreichs grenzt, die ihm gutscheinenden Kontrollen auszuführen. Damit wird das "Loch im Westen", das nun ein Jahr lang aus nie klar erkennbaren Gründen bestanden hat, gestopft. Bereits heute befinden sich deutsche Kontrollbeamte in Annemasse.

Deutschland hat damit von Frankreich die Möglichkeit erhalten, den gesamten Personen- und Warenverkehr aus der Schweiz nach und durch Frankreich zu kontrollieren. Es ist bereit, die seit langen Monaten unterbrochene Linie über Bellegarde für den Verkehr mit und aus der Schweiz wieder zu öffnen, dies in Abwechslung der ursprünglich erhobenen Forderung nach Aufhebung dieses Verkehrs überhaupt. Deutschland hätte hierzu auf Grund der Verständigung mit Darlan wohl die technischen Möglichkeiten besessen. In den Verhandlungen ist es gelungen, schweizerische Interessen zu wahren, welche in autonomen Massnahmen auf der andern Seite bei Genf sicherlich nicht in dieser Weise gewährt worden wären (Grenz- und Lokalverkehr, der für Genf lebenswichtig ist, Strassen-Fernverkehr und Ausnahmen im Eisenbahn-Fernverkehr, siehe Sondervereinbarung Art. VII).

Zur Anpassung an die zwischen Deutschland und Frankreich vereinbarte Beschränkung der Grenzübergänge und um gleichzeitig die Wiedereröffnung der wichtigsten Linie über Bellegarde sowohl für die Ein- wie für die Ausfuhr zu erreichen, hat die Schweiz zugestehen müssen, Ausfuhrbewilligungen für sämtliche Waren nach und durch Frankreich ausschliesslich zur Ausfuhr über die schweizerische Grenzstation La Plaine an der Linie Genf-Bellegarde oder für Basel zu erteilen, was praktisch nichts anderes bedeutet, als dass in Zukunft alle schweizerischen Ausfuhren nach dem Westen von den Deutschen auf die Erfüllung der Geleitscheinpflicht überprüft werden. Durch diese Kontrolle sowie durch das Warenversand-Verbot im Briefpostverkehr wird die deutsche Kontrolle über die geleitscheinpflichtige schweizerische Ausfuhr effektiver gestaltet als bisher.

Nachdem festgestellt ist, dass die Voraussetzungen dieser besseren Kontrolle ohne jedes Zutun der Schweiz in der deutsch-französischen Verständigung gelegt worden sind, kommt den schweizerisch-deutschen Abreden technischer Natur in dieser Frage nurmehr eine untergeordnete Bedeutung im Sinne der Wahrung schweizerischer Interessen gegenüber einem "fait accompli" zu. In diesem Sinne ist auch die provisorische Gestattung der Warenkontrolle durch einige deutsche Zöllner in La Plaine d.h. auf Schweizerboden zu beurteilen. Eine ständige Kontrolle in Bellegarde ("unbesetztes Gebiet") ist den Deutschen zur Zeit noch nicht möglich; Pougny, die erste und einzige Station im "besetzten Gebiet", an der Linie Genf-Bellegarde ist technisch völlig ungenügend (kleiner Landbahnhof ohne jede Kontroll-Einrichtungen), sodass im Interesse einer glatten Abwicklung der Warenkontrolle, d.h. um den schweizerischen Export so wenig wie möglich zu hindern, deren Durchführung in La Plaine gestattet werden musste.

Von der gesamten in Art. VII der Sondervereinbarung vorgesehenen Leitung des Personen- und Warenverkehrs sind die Kuriermit ihrem Gepäck ausgenommen, abgesehen davon, dass der Strassenverkehr über alle bisherigen Grenzübergangsstellen für Personen vollständig frei bleibt.

Punkt 9 (Art. VII der Sondervereinbarung vom 18. ort.) sieht vor, dass zwischen den beiderseitigen Zollverwaltungen die nähern Einzelheiten über die Durchführung dieser Regelung vereinbart werden. Wir legen die zwischen den Herren Oberzollinspektor Häusermann und Ministerialdirigent Dr. Siegert abgeschlossene Vereinbarung der beidseitigen Zollverwaltungen hier ebenfalls zur Genehmigung bei und bemerken, dass diese Sonderregelung am 25. crt. in Kraft treten wird.

#### 4. Verlängerung des Verrechnungsabkommens.

Die Geltungsdauer des am 30. pto. abgelaufenen und provisorisch bis 19. Juli 1941 verlängerten schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommens wird bis Ende des Jahres 1942 verlängert. Die deutschen Verpflichtungen für die Kohlen-, Eisen- und Mineralöl-Lieferungen gelten für die gleiche Dauer.

a) Im Warenverkehr bleibt es grundsätzlich bei der bisherigen Regelung. So werden insbesondere die Wertgrenzen für die schweizerische Warenausfuhr nach Deutschland, die sich nach dem schweizerischen Export in den Basisjahren 1933/1934 bemessen, in der bisherigen Höhe von 40 % der Grundbeträge beibehalten. Daneben behält Deutschland die Möglichkeit, in einem gewissen Umfang nach freier Wahl Warenbezüge in der Schweiz zu tätigen. In Abweichung von der bisherigen Regelung wird der schweizerische Exporteur bei der Ueberweisung des Ausfuhrerlöses im Clearing mit Deutschland und den von Deutschland besetzten Gebieten wieder mit bestimmten Auszahlungsfristen rechnen müssen. Es ist indessen im neuen Abkommen Vorsorge getroffen worden, dass die Wartefristen,

welche zwischen der Ueberweisung der Einzahlung des deutschen, belgischen, holländischen oder norwegischen Schuldners und der Auszahlung in der Schweiz verstreichen, während der Dauer des Abkommens drei Monate nicht übersteigen werden.

Im Rahmen der getroffenen Vereinbarungen erfuhr auch der Warenverkehr mit den von Deutschland besetzten Gebieten Belgiens, Hollands und Norwegens eine Regelung, welche sich im grossen und ganzen an die bisherigen Vereinbarungen anschliesst. So wickelt sich insbesondere der Zahlungsverkehr für neue Verbindlichkeiten nach wie vor über die Deutsche Verrechnungskasse in Berlin ab. Da diese Gebiete unter den heutigen Umständen nur geringe Exporte nach der Schweiz tätigen können, werden auch die Lieferungen der Schweiz nach den besetzten Ländern sich in einem bescheidenen Rahmen halten müssen. Dabei ist deutscherseits zugesagt worden, dass bei der Erteilung von Devisenbescheinigungen für den Bezug von schweizerischen Waren durch die zuständigen Stellen in Belgien, Holland und Norwegen nach Möglichkeit auf die herkömmliche Zusammensetzung des schweizerischen Exportes Rücksicht genommen werden soll.

\*)

b) Reiseverkehr: Die Vereinbarungen über den deutschen Reiseverkehr nach der Schweiz bleiben im wesentlichen unverändert. Nach wie vor ist von den für den sogenannten genehmigungsfreien Reiseverkehr zur Verfügung stehenden Mitteln ein wesentlicher Teil für unsere in Deutschland ansässigen Landsleute reserviert. Für den genehmigungspflichtigen Reiseverkehr (Studien-, Erziehungs- und Kuraufenthalte) sind Beträge im bisherigen Umfang bestimmt, die nach den gemachten Erfahrungen unter den heutigen Verhältnissen hinreichen.

Zu erwähnen ist eine Aenderung in bezug auf die Einlösung der Reisekreditdokumente von Personen, die Privatquartier beziehen. Diese erhalten in Zukunft nicht mehr Bar- und Sachgutscheine, sondern für den vollen Nennwert ihrer Reisezahlungsmittel Bargutscheine ausgehändigt. Damit wird die Abwicklung erleichtert, während andererseits durch gestaffelte Einlösung der Bargutscheine und Vorschriften über den Verbrauchsnachweis Missbräuche ausgeschlossen werden.

Zufolge der inskünftigen Anwendung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens auf den Zahlungsverkehr mit dem Elsass, Lothringen, Luxemburg und der Untersteiermark werden nunmehr auch den in diesen Gebieten domizilierten Personen für Aufenthalte in der Schweiz Reisedevisen gemäss den Bestimmungen des deutsch-schweizerischen Reiseverkehrsabkommens zur Verfügung gestellt werden.

c) Transfer-Vereinbarung: Für den Transfer von Vermögenserträgen schweizerischer Gläubiger bleibt es bei der bisherigen Regelung, Der Transferfonds, aus welchem diese Ansprüche beglichen werden, erhält weiterhin 12 % der Clearinginzahlungen nach Abzug

\*) Der Zahlungsverkehr mit den Gebieten Elsass, Lothringen und Luxemburg wird sich inskünftig im Rahmen des schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehrs abwickeln. Die gleiche Regelung gilt für die von Deutschland besetzten Gebiete Untersteiermarks.



der Reiseverkehrsquote von 2,8 Mill. Franken. An die schweizerischen Finanzgläubiger erfolgen daraus, wie bisher, die folgenden Auszahlungen:

- a) Die Gläubiger von festverzinslichen Einzelforderungen und die Inhaber von Anleihestücken erhalten eine Barzahlung von jährlich 2 %. Laufen die Forderungen auf Reichsmark, wird die Barzahlung auf Grund der alten Parität, d.h. auf der Basis von Fr. 123.50 für RM 100.- errechnet.
- b) Bei Ansprüchen aus Aktiendividenden und sonstigen auf Reichsmark lautenden Gewinnerträgen erhält der Berechtigte eine Barzahlung von  $1 \frac{1}{4} \%$  und  $\frac{1}{7}$  des Unterschiedes zwischen der Barquote und dem Dividenden-Nettobetrag. Die angebotene Barauszahlung darf den Satz von jährlich  $4 \frac{1}{2} \%$  nicht übersteigen. Die Berechnung erfolgt wie bis anhin auf der Basis der Parität von Fr. 175.- für RM 100.-.
- c) Miet- und Pachtzinse werden mit 40 % der bei der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden einbezahlten Beträge - ohne Rücksicht darauf, ob es sich um den Brutto- oder Nettobetrag handelt - auf der Basis der Parität von Fr. 175.- für RM 100.- bar ausbezahlt.
- d) Gewinnanteile von Kapitalbeteiligungen, deren Nennwert nicht bestimmbar ist, insbesondere Einnahmen aus Gesellschaften bürgerlichen Rechts, werden folgendermassen abgewickelt: Einzahlungen bis zur Höhe von 50.000 RM werden mit einer Barzahlung von 28 %, Einzahlungen, welche diesen Betrag übersteigen, hinsichtlich des überschüssenden Betrages mit 25 % abgegolten. Die Barzahlung wird auf der Basis der Parität von Fr. 175.- für RM 100.- berechnet.

Die schweizerischen Gläubiger, welche Inhaber der in der Zeit vom 1. Januar 1941 bis einschliesslich 31. Dezember 1941 fällig werdenden Zinsscheine der Dawes- und Younganleihe sind, erhalten einen Bartransfer von jährlich 3 %.

Die Zinsscheine der 5 % Anleihe der Kraftübertragungswerke Rheinfelden von 1927, der  $5 \frac{1}{2} \%$  Anleihe der Rheinkraftwerke Albruck-Dogern A.G. von 1930 sowie der 6% Anleihe der Stadt Konstanz von 1928 werden wie bisher in Höhe des vollen vertraglichen Zinssatzes bezahlt. Ausserdem werden auch die Zinsen der  $4 \frac{1}{2} \%$  Anleihe Kraftwerk Reckingen A.G. von 1930 voll ausbezahlt.

Infolge der Einbeziehung des Zahlungsverkehrs mit dem Elsass, Lothringen, Luxemburg und der Untersteiermark in den deutsch-schweizerischen Verrechnungsverkehr gilt diese Regelung nunmehr auch für den Transfer der Erträge schweizerischer Vermögensanlagen in diesen Gebieten. In Bezug auf das Elsass, Lothringen und Luxemburg besteht grundsätzliches Einverständnis über die Vornahme von Kapitalkompensationen in einem noch festzulegenden Umfang. Darüber werden noch Sonderverhandlungen geführt werden. Der Bundes-

ratsbeschluss vom 6. Juli 1940 über die vorläufige Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen der Schweiz und verschiedenen Ländern bleibt vorderhand für die Kapitalzahlungen nach den genannten Gebieten weiterhin in Geltung.

In Bezug auf den Kapitalverkehr mit den besetzten Gebieten Norwegen, Holland und Belgien erwies sich die Situation als noch nicht genügend abgeklärt, um eine Transfervereinbarung treffen zu können.

d) Versicherungsverkehr: Die bisherige Regelung, wonach Zahlungen im deutsch-schweizerischen Direktversicherungsverkehr beidseitig in Devisen oder freien Reichsmark und diejenigen im deutsch-schweizerischen Rückversicherungsverkehr nach besonderen Bestimmungen geleistet werden, bleibt aufrechterhalten. Für die Ueberschüsse der schweizerischen in Deutschland das Versicherungsgeschäft betreibenden Versicherungsunternehmungen) konnte eine angemessene Erhöhung der Transferquote erreicht werden, die auch der Einbeziehung des Versicherungsverkehrs mit dem Elsass, Lothringen, Luxemburg und der Untersteiermark in die deutsch-schweizerische Regelung Rechnung trägt.

5. Gestützt auf obige Ausführungen, wird

b e s c h l o s s e n :

Die folgenden, am 18. crt. unter Ratifikationsvorbehalt unterzeichneten deutsch-schweizerischen Vereinbarungen werden genehmigt:

- 1.) Sondervereinbarung vom 18. Juli 1941 samt Anlage, sowie Vereinbarung der beidseitigen Zollverwaltungen,
- 2.) Briefwechsel zu dieser Sondervereinbarung,
- 3.) Zweites Zusatzabkommen zum schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommen,
- 4.) Briefwechsel betreffend den Transferfonds,
- 5.) Protokoll zum zweiten Zusatzabkommen
  - a) Protokoll
  - b) Briefwechsel über die Weitergeltung früherer Briefwechsel
  - c) Wertgrenzen-Briefwechsel
  - d) Landwirtschafts-Briefwechsel
  - e) Briefwechsel betr. deutsch-schweizerischer Reiseverkehr
  - f) Transfervereinbarung (Anlage C) mit Briefwechsel I-VIII, Zeichnungsprotokoll und Zusatzvereinbarung,
  - g) Versicherungsabkommen (Anlage D) mit Briefwechsel I-VII
- 6.) Fünfzehnte Zusatzvereinbarung zum Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr,

--9--

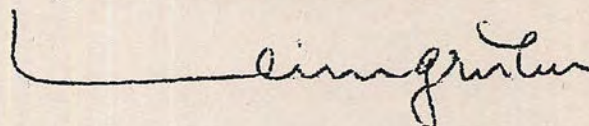
- 7.) Briefwechsel zur Fünfzehnten Zusatzvereinbarung betr.  
Zollbehandlung von Vanillin,
- 8.) Protokoll betr. die Regelung des Zahlungsverkehrs zwischen  
der Schweiz einerseits und den Niederlanden, Belgien  
und Norwegen andererseits,
- 9.) Kohlenvereinbarung,
- 10.) Mineralölvereinbarung (mit Beilagen).

In die amtliche Sammlung nur Nr.3 und 6:

Zweites Zusatzabkommen zum schweizerisch-deutschen Verrech-  
nungsabkommen und  
Fünfzehnte Zusatzvereinbarung zum Abkommen über den gegen-  
seitigen Warenverkehr.

Protokollauszug *s t r e n g v e r t r a u l i c h* an das  
Volkswirtschaftsdepartement (Vorsteher, Handel 10), an das Politi-  
sche Departement und an das Finanz- und Zolldepartement.

Für getreuen Auszug,  
Der Protokollführer:



Les accords germano-suisses de la Seconde Guerre mondiale

**L'accord du 1 octobre 1943**

Documents:

- Conseil fédéral, Procès-verbal du 17.9.1943

E 1004.1. 1 / 427

1657

Bunderratiprotokoll

Freitag, 17. September 1943.

Wirtschaftsverhandlungen  
mit Deutschland.Vertraulich.

Volkswirtschaftsdepartement, Antrag vom 15. Sept. 1943.  
Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

- "1. Mit unserm Bericht vom 24. Juni a.c. gaben wir Ihnen Kenntnis vom Abschluss eines provisorischen Abkommens mit Deutschland in der Form eines Protokolls vom 23. VI. 1943. Damit konnte im wesentlichen gegen die Wiederherstellung der Transfegerantie für alte Geschäfte die Kontingentierung der Kriegsmaterialausfuhr nach Deutschland vertraglich erreicht werden, und die Kohlenversorgung gegen einen entsprechenden Kohlenkredit von Fr. 50.- per Tonne im Umfang von weitem 600'000 To bis Ende 1943 gesichert werden. (Vgl. unsern besondern Antrag an den Bundesrat vom 9. September 1943.) Ferner ist durch Vereinbarung zwischen der deutschen und der schweizerischen Zollverwaltung vom 19. Juli a.c. die deutsche Zollkontrolle auf Schweizerboden in La Plaine nach Bellegarde verlegt worden, nachdem seit Ende 1942 diese Stadt nunmehr ebenfalls von Deutschland besetzt worden war.

Wie aus dem genannten Bericht vom 24. Juni a.c. hervorging, wurde durch das Protokoll vom 23.VI.a.c. im Verrechnungsverkehr mit Deutschland im Sinne eines Provisoriums die Transfegerantie auf die bis zum 31. Juli durch die Schweizerische Verrechnungsstelle zur definitiven Abrechnung gelangenden Zahlungsaufträge beschränkt, für die der Nachweis des Zugrundeliegens eines "alten" Geschäftes erbracht ist. Eine Ausnahme besteht lediglich für Restzahlungen aus langfristigen Geschäften, für die eine handelsübliche Anzahlung bereits definitiv zum Verrechnungsverkehr zugelassen wurde, wofür die Transfegerantie ohne Rücksicht auf eine neue vertragliche Vereinbarung mit Deutschland von vornherein auch für die Zeit nach dem 31. Juli vorgesehen ist. Um diese vorläufige zeitliche Beschränkung der Transfegerantie rechtzeitig durch eine Dauerregelung ablösen zu können, sind in der Zwischenzeit die Verhandlungen zwischen einer schweizerischen und einer deutschen Delegation weiter geführt worden. Leider hat es trotz ununterbrochenen Verhandeln die ausserordentliche Komplexität der zu regelnden Fragen unmöglich gemacht, bis Ende Juli eine neue Vereinbarung zum Abschluss zu bringen, die es erlaubt hätte, die Transfegerantie auf die nach dem 31. Juli zur Abrechnung gelangenden Zahlungsaufträge auszudehnen. Eine neue provisorische Verständigung

etwa für einen weiteren Monat scheiterte daran, dass die neuen deutschen Gegenlieferungen besonders auf dem Gebiete der Eisenlieferungen mit nur zwei weiteren Monatskontingenten von je 6000 To gegenüber einem schweizerischen Begehren von Bestellmöglichkeiten während 5 Monaten für je 13'600 To völlig ungenügend waren.

Damit im Falle einer baldigen Verständigung durch das seit Ende Juli a.c. eingetretene "Interregnum" in technischer Beziehung keine Zeit verloren geht, ist anfangs August Vorsorge getroffen worden, dass die Schweizerische Verrechnungsstelle intern fortfährt, die Abrechnungen auszufertigen, sofern die dazu erforderlichen Unterlagen beigebracht sind, dergestalt, dass die in der Zwischenzeit vorbereiteten definitiven Abrechnungen mit Transfargarantie (Einzahlungsanzeige auf grünem Formular) den Zahlungsempfängern sofort zugestellt werden können, sobald eine neue Vereinbarung hat erzielt werden können.

2. Mit Rücksicht auf die geschilderten Verhältnisse blieb daher nichts anderes übrig als der Versuch, eine etwas langfristige Regelung unserer Wirtschaftsbeziehungen mit Deutschland anzustreben. Da Deutschland erklärte nicht zuletzt aus politischen Gründen einen einjährigen Vertrag abzuschliessen zu müssen, hat die schweizerische Delegation im Rahmen ihrer bisherigen Instruktionen am 6. August a.c. einen Vorschlag zur Wiederherstellung der Transfargarantie im Verrechnungsverkehr mit Deutschland gemacht. Gegen monatliche Kohlenlieferungen von 150'000 To während 12 Monaten zu den im Protokoll vom 23. Juni a.c. festgesetzten Bedingungen und monatlichen Eisenlieferungen von je 13'700 To während 10 Monaten zu den bisherigen handelsüblichen Bedingungen, sowie einer verständnisvollen Haltung Deutschlands mit Bezug auf die schweizerische Ausfuhr nach dritten Staaten und einer Verständigung über weitere Einzelfragen, erklärte sich die schweizerische Delegation bereit, dem Bundesrat zu beantragen, die Transfargarantie für sog. alte Geschäfte und gewisse Kriegsmateriallieferungen, soweit die Ausfuhr bis 30. Juni 1944 stattfindet, zu gewähren. Ferner war die Transfargarantie vorgesehen für neue Geschäfte etwa im Rahmen von 50% von 1942 für Ausfuhren bis Ende 1943, sowie Veredlungslöhne und Nebenkosten und verwandte Zahlungen für den Zeitraum bis Ende 1943.
3. Mitte August a.c. eröffneten uns die Deutschen, dass sie einem Abkommen auf der Basis der schweizerischen Gegenvorschläge vom 6. pto. nicht zustimmen könnten, weil die schweizerischen und deutschen Konzessionen nicht kongruent seien, indem die wichtigen schweizerischen Leistungen bis Ende 1943 befristet seien und die Schweiz insbesondere bezüglich der Kontingentierung der Ausfuhr nach Deutschland nach dem 1. I. 1944 keine Garantien offeriert. Am 16. August 1943 machte dann die deutsche Delegation einen Vorschlag für ein bis Ende 1943 befristetes kurzfristiges Abkommen, dem aber die Schweiz schon deshalb nicht zustimmen konnte, weil die deutschen Lieferungsverpflichtungen völlig ungenügend waren (nur einen weiteren Kohlenmonat à 150'000 To über das Protokoll vom 23. VI. hinaus und nur Eisenbestellmöglichkeiten für weitere 5 Monate

à je 8000 To) und Deutschland zudem eine schweizerische Verpflichtung forderte, keine weiteren Kontingentierungen während der Vertragsdauer ausser den bereits am 1.VII.1943 in Kraft getretenen vorzunehmen. Bekanntlich hatte die Schweiz aber bereits mit Wirkung vom 1.VIII.1943 an weitere kriegswichtige Waren der Ausfuhrkontingentierung unterstellt (Uhrmacherwerkzeuge, Schrauben, Kugellager, Radioapparate, Werkzeugmaschinen, Maschinen der Pos. M 9, MDy, Chronographen und Instrumente und Apparate für angewandte Elektrizität). Dagegen wäre die Schweiz bereit gewesen, für eine grössere Anzahl Waren der Verfügung Nr. III der Handelsabteilung vom 9.IV.1943 eine ev. Ausfuhrbeschränkung erst am 1.X, und für weitere Positionen nicht vor dem 1.I.1944 in Kraft treten zu lassen.

4. Nach weitem eingehenden Besprechungen machte die schweizerische Verhandlungsdelegation am 21. August 1943 auch ihrerseits einen Vorschlag für einen kurzfristigen Vertrag bis Ende 1943. (Beilage) Dieser Vorschlag sieht neben der Kontingentierung der kriegswichtigen schweizerischen Ausfuhr als neue einschränkende Massnahme die zahlungsmässige Beschränkung unseres Exports nach Deutschland vor. Mit Wirkung ab 1.VIII.1943 würde also die Bundestransfergarantie nur erteilt für die 40% betragenden Ausfuhrkontingente kriegswichtiger Waren und ferner für durchschnittlich 50% des Exports 1942 für die mehr friedensmässigen traditionellen Ausfuhr (neue Geschäfte). Nach unsern Erhebungen dürfte auf diese Weise bis Ende 1943 neu ca. 232,5 Mo.Fr. der Transfergarantie unterstellt werden. Um der Transfergarantie teilhaftig zu werden, hat der schweizerische Exporteur der Schweizerischen Verrechnungsstelle seine Clearingberechtigung durch Vorlage einer Clearingkontingentsbescheinigung nachzuweisen, die von der zuständigen schweizerischen Stelle im Rahmen der obigen Clearingkontingente erteilt wird. Diesen Ausgabenposten von 232,5 Mo.Fr. stehen schätzungsweise an Clearing-einnahmen bis Ende 1943 248,25 Mo.Fr. gegenüber (voraussichtliche Einnahmen aus dem Warenimport  $5 \times 34,35 = 171,75$  Mo.Fr. + ca. 100 Mo.Fr. aus der Ausdehnung für Zahlungsfristen + ca. 44 Mo.Fr. aus dem Kohlenkredit =  $6 \times 7,3$ ), sodass für beide Teile zusammen eine für besondere Warenlieferungen reservierte Pauschalwertgrenze von 15,75 Mo.Fr. übrig bleibt. Die deutsche Delegation hat diesem Projekt im Prinzip bereits zugestimmt, sowohl hinsichtlich der Ausfuhrkontingentierung wie auch der clearingmässigen Beschränkung des Exports. Dagegen wünschte Deutschland noch gewisse weitere Bezugsmöglichkeiten für Radioapparate, Kugellager, Werkzeugmaschinen etc., sowie die Transfergarantie für 20 Mo.Fr. bereits ausgeführter Kriegsgegenstände von Bürhle. Die Schweiz muss diese zusätzlichen Begehren vor allem auch deswegen ablehnen, weil mit abnehmenden Clearing-einnahmen zu rechnen ist und es überhaupt nicht angeht, die kriegswichtigen Exporte noch mehr gegenüber der mehr zivilen Ausfuhr zu berücksichtigen. Es muss mit aller Energie an einer vernünftigen Relation zwischen kriegswichtiger und traditioneller Ausfuhr festgehalten werden. Da auch in der Clearingbilanz per Ende Juli a.c., unter Berücksichtigung aller bis Ende Juli a.c. ausgeführter Waren für die die Einzahlungsanmeldung vor Ende dieses Monats in Zürich eingegangen ist, ein mutmassliches Manco von ca. 15 Mo.Fr. besteht, erscheint unsere Clearingbilanz per 1.VIII.1943 als zu stark

angespannt. Es bleibt daher unseres Erachtens nichts anderes übrig als die vorgesehenen Exporte, besonders auch die kriegswichtigen, noch weiter angemessen zu reduzieren, was nicht ohne erneute Schwierigkeiten in den seit 18 Wochen in Bern mit äusserster Zähigkeit geführten Verhandlungen abgehen wird. Uebrigens ist auch auf dem Gebiete der Eisenlieferung noch eine Differenz vorhanden, indem Deutschland nur 45 000 Tonnen Rückstände anerkennen will, während wir bisher nur auf ca. 50 000 Tonnen zurückgegangen sind. Weitere Differenzen bestehen noch auf dem Gebiete der Lizenzen und Regiespesen, wichtiger Lieferungen für die chemische Industrie, Zuckerfabrik Aarberg etc., der Goldhypothecken, sowie gewisser Transferprobleme, der Gegenblockade und der Landwirtschaft."

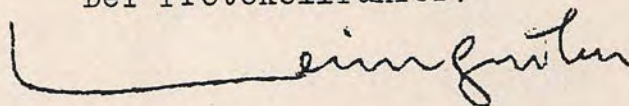
Gestützt auf diesen Zwischenbericht wird antragsgemäss

b e s c h l o s s e n :

1. Es wird von obigen Ausführung in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.
2. Mit Rücksicht auf die möglichen, schwerwiegenden Rückwirkungen eines neuen Abkommens mit Deutschland gegenüber den Alliierten, wird der Verhandlungsdelegation Gelegenheit gegeben, die Lage mit der bundesrätlichen Finanzdelegation zu besprechen.

Protokollauszug vertraulich ans Volkswirtschaftsdepartement (Chef, Generalsekretariat, Handel 10), ans Politische Departement und ans Finanz- und Zolldepartement.

Für getreuen Auszug,  
Der Protokollführer:

 einführer



E 1004.1. 1/438

1764

## Bundesratsprotokoll

Dienstag, 5. Oktober 1943.

Wirtschaftsverhandlungen  
mit Deutschland.

Vertraulich.

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 1. Oktober 1943.

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

"Seit unserm Bericht vom 15. pto. ist es uns in angestrengten Verhandlungen gelungen die noch bestandenen Differenzen in einer für beide Teile annehmbaren Weise zu überbrücken.

1. Nach langem Zögern haben sich die Deutschen auch der schweizerischen Auffassung angeschlossen, dass die Clearingbilanz zu stark angespannt sei mit Rücksicht auf die abnehmenden Clearingeingänge, wie sie sich in den letzten Monaten ergeben haben. Es konnte erzielt werden, dass die Exporte nach Deutschland weiter um durchschnittlich ca. 10 % gekürzt werden, sodass für die blockademässig kontingentierten Waren (engeres und weiteres Kriegsmaterial) eine Ausfuhr von 36 % von 1942, für die langfristigen Geschäfte 45 % der alten Aufträge und für die angestammten Exporte 45 % von 1942 vorgesehen sind. Dadurch werden für die Ausfuhr bis Ende 1943 nur noch ca. 210 Mo. Fr. benötigt gegenüber wie vorher vorgesehen 232,3 Mo. Fr. Dabei wird eine Pauschalwertgrenze mit 14 Mo. Fr. - zu gleichen Teilen für beide Parteien verfügbar - vorgesehen. Die Clearingehinnahmen sind mit 231,5 Mo. Fr. statt wie früher mit 248,2 Mo. Fr. budgetiert.

2. Bei der Kohle bleibt es bei 6 Monatsraten von je 150 000 To lieferbar bis Ende Januar 1944, beim Eisen ergeben sich 5 Monats-Bestellkontingente von je 8 000 To, bei einem anerkannten Rückstand von 49 000 To und bei den Mineralölen wird das 3. Zusatzabkommen vom 9. Januar 1943 mit monatlichen Liefermengen von ca. 7 300 To bis Ende 1943 verlängert. Die Maschinenlieferung an die Zuckerfabrik Aarberg konnte sichergestellt werden, leider allerdings nur mit einer um 6-12 Monate hinausgeschobenen Lieferzeit. Schliesslich sind auch die Lizenzen- und Regiespesen-Fälle in annehmbarer Weise geregelt worden. Ferner ist das Gegenblockade-Protokoll vom 5. September 1942 in verschiedenen Punkten verbessert worden und es stehen fortan 6 weitere Monatskontingente von ca. 2,2 Mo. Fr. monatlich für kriegswichtige Lieferungen an die Alliierten zur Verfügung. Im übrigen sollen die bei der Deutschen Gesandtschaft eingehenden Geleitscheinanträge laufend bearbeitet werden und insbesondere für Sendungen nach neutralen und mit Deutschland verbündeten Staaten in entgegenkommender Weise behandelt werden. Zudem sind wesentliche einmalige und permanente Zusatzkontingente für Exporte nach dritten Staaten erreicht worden, sodass sich in den letzten Wochen bereits eine wesentliche Entleerung der stark angefüllten Lagerräume in unserer Exportindustrie feststellen lässt.

3. Im landwirtschaftlichen Sektor ist es uns gelungen, zu einem befriedigenden Resultat zu gelangen. Die deutsche Delegation, welche sich ursprünglich auf den Standpunkt stellte, dass die schweizerischen landwirtschaftlichen Lieferungen wie in normalen Zeiten die deutschen landwirtschaftlichen Lieferungen wesentlich übersteigen sollten, hat sich schliesslich mit einem gegenseitigen Lieferprogramm abgefunden, in welchem sich die schweizerischen und die deutschen Lieferungen ungefähr die Waage halten. Dieses Ergebnis ist sehr wertvoll im Hinblick auf dessen Beurteilung durch die anglo-amerikanische Seite. Wir können mit dem erzielten Resultat umso zufriedener sein, als wir einerseits aus Blockadegründen die Milchprodukte (Käse und Kondensmilch) von der Lieferung nach Deutschland vollkommen ausschliessen konnten, andererseits aber von den Deutschen sehr wichtige Produkte für die schweizerische Versorgung erhielten, wie insbesondere Kalidünger, Saatgut und Zucker. Die schweizerischen Exporte bestehen vorwiegend aus Zuchtvieh, Obst und Obstprodukten. Mit diesen Lieferungen wird dringenden schweizerischen Exportbedürfnissen Rechnung getragen.

4. Was den Reiseverkehr anbetrifft, konnte eine wesentliche Verbesserung für unsere Landsleute in Deutschland erzielt werden. Während bisher die Schweizerbürger dem gleichen Antragsverfahren unterstellt waren und aus den gleichen Quoten bedient wurden wie die deutschen Staatsangehörigen, mit der einzigen Ausnahme, dass für sie im sog. genehmigungsfreien Reiseverkehr die Zuteilung von mindestens Fr. 200 000.- monatlich zugesichert war, wird nun für Aufenthalte irgendwelcher Art von schweizerischen Staatsangehörigen eine besondere Devisenquote ausgeschlossen, deren Verwaltung unserer Gesandtschaft in Berlin überlassen ist. Aus dieser Quote werden alle Devisenbedürfnisse der Schweizer in Deutschland für Reisezwecke bestritten, sei es für gewöhnliche Reisen nach der Heimat für Ferien, Erholung, Verwandtenbesuch etc., oder für Kranken-, Erziehungs- und Studienaufenthalte oder schliesslich für die Bestreitung der Aufenthaltskosten der aus bombengefährdeten Gebieten vorübergehend heimkehrenden Landsleute. Das neue System bringt neben einer Vereinfachung des Antragsverfahrens den Vorteil, dass unsere Gesandtschaft in Berlin in Zukunft bestimmen wird, in welcher Reihenfolge innerhalb der verfügbaren Quote die Anträge von Schweizerbürgern zu berücksichtigen sind und für welche Reisedauer und in welcher Höhe im Einzelfall Devisen zugeteilt werden. Die bisher mehr oder weniger willkürliche Behandlung der schweizerischen Staatsangehörigen durch die deutschen Devisenbehörden wird damit durch eine planmässige Devisenverteilung durch unsere Gesandtschaft in Berlin ersetzt.

Während bisher für Reisen und Aufenthalte von Schweizerbürgern insgesamt rund Fr. 150 000.- monatsdurchschnittlich aufgewendet wurden, steht nun der ungefähr doppelte Betrag von Fr. 320 000.- monatlich zur Verfügung. Die Erhöhung war eine dringende Notwendigkeit und wurde mit entsprechendem Nachdruck vertreten. Sie ist begründet durch die infolge der Kriegsauswirkungen auf allen Reisegebieten ständig zunehmende Nachfrage unserer Landsleute, insbesondere aber im Hinblick auf die Notwendigkeit, den vorübergehend heimkehrenden Landsleuten aus bombengeschädigten und luftgefährdeten Gebieten Deutschlands die Finanzierung ihres Aufenthalts in der Heimat zu ermöglichen.

Inbezug auf Unterstützungszahlungen, Pensionen, Renten und dergl. gelang es, die Ueberweisungen in früherer Höhe aufrecht zu erhalten, mit der einzigen Ausnahme, dass freiwillige Unterstützungszahlungen, soweit sie nicht bisher schon geleistet wurden, auf einen Betrag von monatlich Fr. 400.- limitiert wurden, besondere Verhältnisse vorbehalten. Für die auf einem Rechtsanspruch beruhenden Leistungen wie Renten, Pensionen, etc. konnte die Nachholung der während der vertragslosen Zeit gekürzten Ueberweisungen erwirkt werden. Für den Fall, dass die für Unterstützungszahlungen, Renten, Pensionen und dergl. festgesetzte Quote von wie bisher monatlich Fr. 610 000.- nicht ausreichen sollte, ist vorgesehen, den Fehlbetrag dem Transferfonds zu entnehmen.

Im übrigen bringt die neue Reiseverkehrsregelung keine wesentlichen Aenderungen. Das Reiseverkehrsabkommen wurde einer Revision im Sinne eines systematischeren Aufbaues unterzogen, die jedoch materiell ohne Bedeutung ist.

5. Die Interessen der Finanzgläubiger unterstehen weiterhin der materiell unverändert gebliebenen, nur in formaler Hinsicht angepassten Regelung, wie sie die Transfervereinbarung vom 18. Juli 1941 enthalten hatte. In der Frage des Transfers der Dividenden aus dem auf Grund der Dividendenabgabeverordnung vom 12. Juni 1941 erhöhten Kapital einzelner deutscher Aktiengesellschaften wurde von der deutschen Delegation in Abänderung der ursprünglichen deutschen Anordnung zugestanden, dass der Mehrertrag rückwirkend zum Transfer zugelassen wird. Der Umfang der auf Grund einer Sonderregelung zu transferierenden Erträge des in Deutschland und dem Protektorat Böhmen und Mähren gelegenen Fürstlich Liechtensteinischen Vermögens konnte für das Jahr 1943 auf 1 Million Franken erhöht werden.

6. Die Bestimmungen betreffend den Versicherungszahlungsverkehr sind in einem neuen Versicherungsabkommen redaktionell zusammengefasst worden. Die einzige materielle Aenderung des bisherigen Zustandes betrifft die Einbeziehung der Prämien- und Schadensleistungen aus Versicherungen des Transport- und Kriegsrisikos im gegenseitigen Warenverkehr in den Verrechnungsverkehr. Die beim Eintritt des vertragslosen Zustandes im Monat Januar 1943 deutscherseits einseitig verfügte Kürzung der Ueberweisungen auf diesen Sektor wird durch das neue Abkommen, dessen Geltung sich rückwirkend ab 16. Januar 1943 erstreckt rückgängig gemacht.

7. Wie bei den früheren Abkommen wurde auch diesmal die im Jahre 1937 erstmals getroffene Vereinbarung über die Heim-schaffung schweizerischer Rückwanderervermögen aus Deutschland erneuert. Infolge der Knappheit an Mitteln, woran dieses Sondertransferverfahren seit jeher krankt, wurde schon anlässlich der Berliner Verhandlungen vom September 1942 vereinbart, dass dem Transferfonds 1 Million Franken zur Speisung dieses Fonds zu entnehmen sei. Diese zusätzlichen Mittel sind nun jedoch aufgebraucht. Da mit einer Zunahme der Rückwanderung, insbesondere aus den luftgefährdeten Gebieten, gerechnet werden muss, sind mit Erfolg Schritte unternommen worden, aus dem zurzeit gut ausgewiesenen Transferfonds einen weiteren Betrag von rund 4 Millionen Franken zugunsten des Rückwanderertransferverfahrens abzuzweigen.

8. Die Frage der Abgeltung der deutschen Hauszinssteuer auf den mit schweizerischen Frankengrundsulden belasteten Grundstücken bildete Gegenstand von Sonderverhandlungen, die im August dieses Jahres zwischen einer deutschen und einer schweizerischen, teilweise aus Gläubigervertretern zusammengesetzten Delegation in Zürich stattgefunden haben. Bei dieser Gelegenheit wurde deutscherseits überraschenderweise ein Antrag auf Zinssenkung eingebracht und die Lösung des Hauszinssteuerproblems von einem schweizerischen Entgegenkommen in der Zinsfrage abhängig gemacht. Die schweizerische Delegation war nicht bevollmächtigt, auf dieses Begehren einzutreten. Das Ergebnis dieser Sonderverhandlungen bestand infolgedessen lediglich in einem unverbindlichen Vorschlag zu einer Regelung vorliegender Fragen. Deutscherseits wurde die beantragte Zinssenkung mit dem Wunsch nach Deviseneinsparung begründet. Da die Beanspruchung der für diese Zinszahlungen in der Schweiz zur Verfügung stehenden Devisenspitze der deutschen Reichsbank in letzter Zeit ohnehin stark zurückgegangen ist, konnte die Gesamtdelegation dem deutschen Begehren keine Berechtigung zuerkennen und lehnte es deshalb ab, auf den unverbindlichen Entwurf einzutreten. Nach neuen Besprechungen im Schosse der beiden Wirtschaftsdelegationen wurde deutscherseits schliesslich erklärt, die Zinsen für das Jahr 1943 würden in bisheriger Höhe unverkürzt weiter gezahlt werden."

Gestützt auf obige Ausführungen wird antragsgemäss

b e s c h l o s s e n :

1. Dem vorgelegten Vertragswerk mit Deutschland wird die vorbehaltene Genehmigung erteilt;

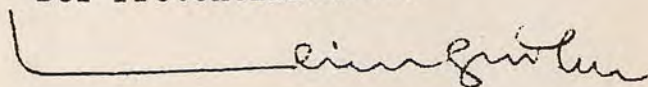
2. das dritte Zusatzabkommen zum deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommen vom 1. Oktober 1943 wird genehmigt und in die amtliche Sammlung aufgenommen;

3. der übrige Inhalt des neuen Vertragswerkes ist vertraulich und wird den interessierten Kreisen durch die Spitzenverbände der Wirtschaft durch nicht zur Veröffentlichung gelangende Zirkulare bekanntgegeben.

In die Gesetzsammlung: Nur das dritte Zusatzabkommen.

Protokollauszug vertraulich an das Volkswirtschaftsdepartement (Chef, Generalsekretariat, Handel/10) an das Politische Departement und an das Finanz- und Zolldepartement zur Kenntnis, an das Drucksachenbureau der Bundeskanzlei zum Vollzug ad 2.

Für getreuen Auszug,  
Der Protokollführer:



Les accords germano-suisses de la Seconde Guerre mondiale

**L'accord de liquidation 1945**

Documents:

- Memorandum Stucki, 17 février 1945

Document diplomatique suisse, vol. 15

912

17 FÉVRIER 1945

contraire, d'un arrêté en bonne et due forme, ayant véritablement force de loi, le Conseil se prononce pour l'adoption d'un arrêté, à caractère de mesure provisionnelle. Au cours de la séance qui se poursuit dans l'après-midi, le chef du département politique soumet un projet d'arrêté, en exposant qu'une mesure générale, frappant tous les avoirs étrangers, ne serait pas possible selon les experts, que l'assentiment du Liechtenstein est acquis en ce qui concerne l'application des mesures dans la principauté et, enfin, que la disposition de l'arrêté qui devra régler le régime des avoirs des Allemands en Suisse est encore en préparation. Après discussion, le Conseil

décide

d'adopter l'arrêté qui lui est soumis par le département politique (arrêté du Conseil fédéral instituant des mesures provisoires pour le règlement des paiements entre la Suisse et l'Allemagne), laissant aux départements le soin d'établir le texte de l'article relatif aux avoirs des Allemands en Suisse<sup>3</sup>.

Er schätzt den deutschen Besitz in den Banken auf 1 Milliarde.

*Dr. Vieli* meint, es sei viel weniger vorhanden. Sehr viel bei Privatpersonen (Notaren, Advokaten usw.). So wurde nach der Warnung viel abgehoben und der Gesandtschaft, Strohmännern, Safe, Advokaten, Notaren übergeben. Sehr scharfe Strafmassnahmen sind vorzusehen, sodass, wenn wenig Geld zum Vorschein kommt, die Banken nicht angeschuldigt werden können, Geld verschwiegen zu haben.

*Minister Stucki*: Eine Inventarisierung (Standesaufnahme) ist vorgesehen.

*Herr Nussbaumer*: Fluchtgeld ist bei grossen Banken wenig vorhanden. Strenge Massnahmen sind gegen Privatleute zu erfassen.

Die Vertreter der Banken sind sich darüber einig, dass, wenn der Bundesratsbeschluss zuerst der deutschen Delegation bekanntgegeben würde, aber nicht durch Publikation sofort in Kraft treten würde, es sicher zu massiven Abhebungen käme. Herr Minister Stucki schliesst darauf die Konferenz, um dies dem Bundesrat sofort mitzuteilen. (E 2801/1967/77/5).

*Sur les discussions à ce sujet au sein de l'ASB*, cf. E 2001 (E) 2/565. *Sur les mesures ultérieures de blocage des avoirs allemands*, cf. E 2001 (E) 2/557 et 589, E 6100 (A) 25/2328, E 7001 (B) 1/346.

3. RO, 1945, vol. 61, pp. 83-86. Cet arrêté sera complété par les ACF des 27 avril, 3 juillet et 30 novembre 1945: RO, 1945, vol. 61, pp. 261-265, 435-438, 1007-1009.

368

E 2801/1967/77/4

Compte-rendu d'un entretien du Chef de la Division  
des Affaires étrangères du Département politique, W. Stucki

Bern, 17. Februar 1945

Heute 11.30 besucht mich auf meinen Wunsch der Chef der deutschen Wirtschaftsdelegation, Gesandter Schnurre.

17 FÉVRIER 1945

913

Ich mache ihm folgende Mitteilungen, nachdem ich präzisiert hatte, dass sie für ihn und seine Regierung, keineswegs aber für die Presse bestimmt seien<sup>1</sup>, was er zusagt:

Sie können sich aus der in- und ausländischen Presse leicht vorstellen, dass die hier anwesenden alliierten Delegationen an die Schweiz sehr weitgehende Forderungen gestellt haben. Sie wissen auch, wie vollständig wir mit Bezug auf unsere Zufuhr und unsern Export von den hier verhandelnden Ländern abhängig sind. Das Hauptbegehren der Alliierten geht dahin, dass die Schweiz «in letzter Stunde» der Welt klipp und klar beweise, auf welcher Seite sie stehe. Man erkenne zwar die schweizerische militärische Neutralität und wolle diese nicht tangieren. Es müsse aber von der Schweiz erwartet und verlangt werden, dass sie sich wirtschaftlich und moralisch in klarer Weise auf die alliierte Seite stelle. Dementsprechend werde verlangt, sofortiger Erlass eines generellen Ausfuhrverbotes gegenüber Deutschland, vollständige Sperrung des Transitverkehrs über den Gotthard, Sperre der Ausfuhr von elektrischem Strom nach Deutschland, weitgehende Massnahmen im Sinne der Empfehlung in § 6 der Konferenz von Bretton Woods.

Der Bundesrat ist der Ansicht, dass die Annahme dieser Forderungen mit der Neutralität und der Würde unseres Landes nicht vereinbar sei, obschon er sich natürlich Rechenschaft gibt, dass eine solche Annahme in den Hauptstädten der Alliierten einen sehr günstigen Eindruck gemacht hätte<sup>2</sup>. Im einzelnen ist zu den alliierten Forderungen folgendes zu sagen:

#### 1. Transit durch den Gotthard

Die Lage hat sich insofern wesentlich verändert, als eine Note der italienischen Regierung Bonomi, die von der Schweiz einzig anerkannt ist, einlangte, in welcher dargelegt wird, dass die gegenwärtigen tatsächlichen Verhältnisse dem Gotthardvertrag nicht nur jede Basis entzogen hätten, sondern dass dessen weitere Anwendung durch die Schweiz mit ihrer Neutralität nicht vereinbar wäre<sup>3</sup>. Es handle sich gegenwärtig nicht mehr um einen Transit von Deutschland nach Italien, sondern um einen Verkehr zwischen Deutschland und dem von den Feinden Italiens besetzten Teil dieses Landes. Die Weiterführung des Transites würde, statt Italien zu nützen, dieses auf das schwerste schädigen und seine Feinde begünstigen. Der Bundesrat hat diese Note durch seine juristischen Ratgeber prüfen lassen; diese vertreten die Ansicht, dass in der Tat die Rechtsgrundlage verschoben sei. Da von italienischer Seite mit der Anrufung eines Schiedsgerichtes gedroht wurde, so müsse wenigstens für die Dauer des Schiedsgerichtsverfahrens eine Suspension des Transites in Erwägung gezogen werden.

Der Bundesrat selber hat in der Frage noch keinen Beschluss gefasst. Allein selbst wenn er die Auffassung der italienischen Regierung nicht teilen sollte, so

1. *Le jour même, le Conseil fédéral se réunit de 9 h 00 à 10 h 30: il approuve une nouvelle version de l'arrêté bloquant les avoirs allemands en Suisse et le texte d'un communiqué de presse* (E 1004.1 1/454).

2. *Cf. ci-dessus N° 358.*

3. *Cf. ci-dessus N° 364.*

müsste er, wie ich es Herrn Schnurre schon vor Wochen mit aller Deutlichkeit gesagt hatte, allermindestens folgende Forderung aufrechterhalten:

Im Januar 1945 sind 53 000 Tonnen Kohle durch die Schweiz nach Italien spedit worden; die Schweiz selber hat nur 12 000 Tonnen erhalten. Bis der Transit im Verhältnis von 1:1 zugelassen werden könnte, müsste der Rückstand von 41 000 Tonnen nachgeliefert werden. Dazu kommt aber noch, füge ich bei, dass uns Deutschland auch als Gegenwert für die Ausfuhr elektrischer Energie in den Monaten Januar und Februar ca. 80 000 Tonnen schuldig ist. Wir zweifeln sehr daran, dass Deutschland uns bis 1. März ca. 120 000 Tonnen Kohle nachliefern kann.

Herr Schnurre erklärt, ziemlich erregt, bisher sei ihm durch die Handelsdelegation eine ganz andere Rechnung aufgestellt worden:

Transit im Januar: 44 000 Tonnen. Die Schweiz beanspruche Nachlieferung der Hälfte, also 22 000 Tonnen, habe 12 000 Tonnen erhalten, somit noch Anspruch auf eine Nachlieferung von 10 000 Tonnen. Zu dieser Nachlieferung sei Deutschland bereit. Von einer Nachlieferung als Gegenwert für die im Januar und Februar gelieferte schweizerische elektrische Energie sei in den Verhandlungen überhaupt nie gesprochen worden.

Ich antworte, dass ich über die Details der Verhandlungen nicht informiert sei. Jedenfalls hätte das Politische Departement ihm gegenüber nie eine andere Auffassung vertreten, und der Bundesrat stehe auf dem Boden, den ich ihm mitgeteilt hätte.

## 2. Ausfuhr elektrischer Energie

Bis jetzt haben wir immer vorgeliefert und die Gegenleistung nicht erhalten<sup>4</sup>. So kann es unmöglich weitergehen. Wir können ab 1. März die schweizerische elektrische Energie nur dann weiter nach Deutschland ausführen, wenn, wie gesagt, rückwirkend auf 1. Januar die Gegenleistung von ca. 80 000 Tonnen Kohle erfolgt ist und für den Monat März ein neues Quantum von 40 000 Tonnen Kohle sichergestellt wird. Dabei kann es sich natürlich

4. A ce sujet, cf. la notice de F. Gyax du 14 février 1945 (E 7110/1973/134/2) qui reproduit notamment la statistique suivante sur la production et les exportations suisses d'énergie:

Hydrographisches Jahr	Schweizerische Produktion	Gesamt- Ausfuhr	Ausfuhr nach Deutschland
In Millionen kWh			
1933/34	5400	1140	443
1934/35	5700	1350	661
1935/36	6100	1467	818
1936/37	6900	1556	840
1937/38	7100	1548	809
1938/39	7200	1563	859
1939/40	8100	1797	1034
1940/41	8400	1726	1034
1941/42	8100	1533	885
1942/43	8700	1571	979
1943/44		1158	875



17 FÉVRIER 1945

915

nicht mehr darum handeln, dass die gleiche Kohle mehrfach kompensiert wird: im Transit 1:1, gegen elektrische Energie und dann noch gegen Maschinen<sup>5</sup>.

### 3. Wirtschaftsabkommen

Der Bundesrat könnte einem neuen Wirtschaftsabkommen mit Deutschland an sich zustimmen, wenn die Frage des Transites und der elektrischen Energie im geschilderten Sinne erledigt wäre und das neue Abkommen auf einer qualitativen Kompensation gegenseitig wichtiger Waren aufgebaut würde, wobei schweizerischerseits wiederum die Kohle absolut in den Vordergrund gestellt werden muss. Hinsichtlich ihrer Gegenleistungen, namentlich was Maschinen anbelangt, müsste sie sich natürlich mit den Alliierten zu verständigen suchen<sup>6</sup>.

### 4. Finanzfragen

Wenn der Bundesrat, sicherlich in Übereinstimmung mit dem Volkswillen, jede mit der Neutralität und mit der Würde des Landes unvereinbare Zumutung des bestimmtsten ablehnt, so kann er auf dem finanziellen Gebiet ganz unmöglich weiter die Vorwürfe fast der ganzen Welt tatenlos annehmen, wonach in grossem Umfange Güter aller Art aus den von Deutschland besetzt gewesenen Ländern in der Schweiz versteckt seien. Wenn er sich die Mittel schaffe, um diesen Vorwurf der Hehlerei im grossen zu entkräften, so befinde er sich zweifellos in Übereinstimmung mit der ganzen Volksmeinung, die an dieser Frage niemals ein Abkommen, das für die Landesversorgung ausschlaggebend ist, scheitern lassen wolle. Der Bundesrat hat deshalb soeben beschlossen, alle deutschen Guthaben in der Schweiz zu sperren. Nur so kann er dann diese Guthaben untersuchen und weitere Entschlüsse treffen. Diese Massnahme, die sich schon seit langem aufgedrängt hat, ist umso vollständiger mit

Deux notices du 10 février 1945 contiennent notamment les statistiques suivantes (E 7110/1973/134/3):

#### EISEN-EINFUHR AUS DEUTSCHLAND

	to	Mio. Fr.
1940	36 730	28,06
1941	154 545	96,81
1942	231 396	132,75
1943	120 118	74,98
1944	109 212	62,97

#### KOHLENEINFUHR AUS DEUTSCHLAND

Total		Gesamteinfuhr	Einfuhr aus Deutschland	
Menge	Wert in	aus allen	in % der Gesamteinfuhr	
in to	Mio. Fr.	Ländern (to)		
1 565 796	131,0	2 676 850	58,5	1940
1 986 101	195,1	2 215 820	89,6	1941
1 830 408	168,6	1 908 870	95,9	1942
1 783 435	161,3	1 945 448	91,7	1943
1 332 675	123,7	1 369 258	97,33	1944

5. Cf. PVCF du 23 février 1945, E 1004.1 1/454.

6. Cf. PVCF N° 562 du 9 mars 1945, E 1004.1 1/455.

der Schweizerischen Neutralität vereinbar, als ähnliche Massnahmen wie bekannt schon längst gegen die Guthaben zahlreicher anderer Länder getroffen worden sind und als die schweizerischen Guthaben in Deutschland ja schon lange blockiert wurden<sup>7</sup>. Diese Massnahme bedeutet keineswegs die Annahme der alliierten Forderungen, die ganz bedeutend weitergehen.

Herr Schnurre scheint durch diese Eröffnung nicht übermässig überrascht worden zu sein. Er stellt sofort die Frage, ob die Sperre auch die Guthaben der Reichsbank, der Deutschen Gesandtschaft usw. betreffe. Ich bejahe mit dem Beifügen, dass für die laufenden Geschäftsbedürfnisse eine Ausnahme vorgesehen sei, und dass man hierüber wie auch zum Beispiel über die Finanzierung der deutschen Sanatorien in Davos und im Tessin praktische Lösungen werde finden müssen.

Herr Schnurre erklärt: «Mit diesen Eröffnungen versetzen Sie, der Sie das erste schweizerisch-deutsche Wirtschaftsabkommen und zahlreiche spätere Vereinbarungen verhandelt und abgeschlossen haben, dem schweizerisch-deutschen Wirtschaftsabkommen den Todesstoss».

Ich antworte, dass ich dies tief bedaure, die Verhältnisse aber nicht ändern könne. Weder der Druck der Alliierten, noch der schweizerische Wille sei hier entscheidend: Der Todesstoss gegen das Wirtschaftsabkommen kommt im Grunde ausschliesslich daher, dass uns Deutschland keine Kohle mehr liefern kann.

Schnurre bestreitet dies nicht, so wenig wie, dass wir jedenfalls, im Gegensatz zu Schweden, die Form gewahrt hätten. Materiell komme es aber genau auf dasselbe hinaus, wie wenn wir die Forderungen der Alliierten angenommen hätten.

Herr Schnurre ersucht darum, Dienstag Nachmittag oder Mittwoch mit der schweizerischen Verhandlungsdelegation eine «Abschieds- und Liquidations-sitzung» abhalten zu können. Er und seine Delegation hätten ja hier nichts mehr zu suchen. Die eigentlichen Liquidationsarbeiten und allfällige Kompensationsgeschäfte könnten dann von der Deutschen Gesandtschaft besorgt werden<sup>8</sup>.

Die ganze, ausserordentlich peinliche Unterredung hat sich in sehr ruhiger und korrekter Form abgespielt. Die Stimmung war nicht gewitterhaft, sondern melancholisch.

Um 14.30 orientiere ich Herrn Direktor Hotz einlässlich über die Besprechung<sup>9</sup>.

7. Sur le blocage des avoirs suisses en Allemagne, cf. DDS, vol. 11, table méthodique: II.1.1. Allemagne. Relations financières et commerciales.

8. Sur la suite des négociations économiques avec l'Allemagne, cf. E 2001 (E) 2/576, E 2800/1967/59/65-66, E 7110/1967/32/900 Deutschland/14.

9. Cf. E 7800/1/16.

E 2001 (D)

au C/

Copie  
L DS/DX

Nous a  
relatives à  
autorités.

1. Il a  
quelques  
sentation  
à ne pas  
caractère  
nements ;  
la Yougo-  
fédéral et

Comm  
Steiner en  
date. Les  
ment les i  
lors par vo  
ter le Gou  
donner à

Les aut  
dant à ins  
de la volo  
la présenc  
dans nos  
Gouverne

Dans l'  
de nos int  
convaincr  
Chancelle

Nous d  
a suivi ave  
conformé  
effort d'i  
volonté pe  
des rappo

2. En v  
vous avez